



**CAISSE DE DÉPÔT**  
7 milliards s'envolent en fumée sur les Bourses américaines  
MARTIN VALLIÈRES **LA PRESSE AFFAIRES** PAGE 1

**LA PIRE PERFORMANCE DEPUIS 1992**  
Les ventes des manufacturiers en chute libre  
RUDY LE COURS **LA PRESSE AFFAIRES** PAGE 1


**À TABLE AVEC...**  
**ANNE-MARIE CADIEUX**  
Sur le cinéma, les acteurs et les Oscars  
**ARTS ET SPECTACLES**  
PAGE 1



Anne-Marie Cadieux

**JAMES MOORE À MONTRÉAL**  
**1 million à Juste pour rire**  
JOËL-DENIS BELLAVANCE  
**ARTS ET SPECTACLES**  
PAGE 1

**IRAK**  
Une pin up vient en aide aux vétérans  
NICOLAS BÉRUBÉ  
PAGE A19



Gina Elise

**Mon clin d'œil**  
**STÉPHANE LAPORTE**  
Les prochains gros coups de Bob Gainey: Rob Ramage et Lyle Odelein.  
Venez voir mon blogue!  
cyberpresse.ca/laporte



L-V 6 21924 98765 1



Mathieu Schneider  
PHOTO STEVE NESIUS, AP

**SCHNEIDER À MONTRÉAL**  
LA RÉPONSE DE GAINÉY AUX DÉBOIRES DU CH

MARC ANTOINE GODIN **SPORTS** PAGE 1

*Le retour du putschiste*  
JEAN-FRANÇOIS BÉGIN **SPORTS** PAGE 3

Où s'arrêtera la débâcle?  
FRANÇOIS GAGNON **SPORTS** PAGE 2

**CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES**  
**Compressions dans les services et hausses de tarifs dans la ligne de mire de Québec**  
NOS INFORMATIONS PAGES A12 ET A13



La crise économique et ses impacts sur les finances publiques nous ramèneront-ils les péages aux entrées de l'île de Montréal?

**NOS CHRONIQUEURS**

**Salut Pierre**  
PIERRE FOGLIA PAGE A5

**Les élus ou les technocrates?**  
MICHÈLE OUIMET PAGE A9

**LA GUADELOUPE PARALYSÉE**  
Le bras de fer qui paralyse la Guadeloupe depuis un mois se complique alors que les troubles s'étendent à d'autres départements d'outre-mer français comme la Martinique et l'île de la Réunion.  
MARC THIBODEAU, PARIS  
PAGE A18



SOUTIEN AUX ANTILLES

PHOTO BERTRAND LANGLOIS, AFP

**LE QUÉBEC, PARADIS DES RECOURS COLLECTIFS MYTHE OU RÉALITÉ?**



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

En 2008, le Québec a été le champion sans conteste des recours collectifs au Canada. Plus de la moitié des demandes, soit 56 sur 106, ont été déposées dans la province, selon un bilan obtenu par *La Presse*. Listériose, cartel de l'essence, biberons au bisphénol A se sont retrouvés en vedette. Mais les juges semblent décidés à fermer le robinet depuis quelques mois, ont confié plusieurs avocats.  
KARIM BENESSAIEH PAGES A2 ET A3

**DuProprio.com**  
PRÉSENTE

**Salon Chalets**  
et Maisons de campagne

**19-22 FÉVRIER 2009**  
**STADE OLYMPIQUE**  
**WWW.SALONCHALET.COM**

EN GRANDE PRIMEUR LA MAISON CHAMPÊTRE ÉCO-ÉNERGÉTIQUE BONNEVILLE

Donnez vie à vos projets

Ladouceur LES INNOVATIONS PAYSAGÈES Multi-Prêts COURTIER HYPOTHÉCAIRE

## PHÉNOMÈNE EN RÉGRESSION?

## LES RECOURS COLLECTIFS AU QUÉBEC EN CHIFFRES

970

Nombre de requêtes en recours collectif déposées au Québec depuis l'application de la loi en 1979. Environ la moitié des demandes sont approuvées.

138 000

Procédures civiles individuelles instituées devant la Cour supérieure et la Cour du Québec en 2006. En comparaison, une trentaine de recours collectifs ont été autorisés cette année-là, soit **0,02%** du total des causes, mais elles touchaient potentiellement **426 000** personnes.

242

Nombre de dossiers de recours collectifs actuellement en traitement au Québec, à la division Montréal. La moitié, soit **121**, sont en attente d'autorisation; **60** ont été autorisés et sont actuellement à l'étape du procès; **36** sont en suspens, notamment parce qu'un recours semblable a été demandé ailleurs au Canada; **25** sont en voie de règlement, selon le juge André Prévost, responsable de la Chambre de recours collectifs division Montréal.

64%

De 1979 à 2006, **64%** des intimés visés par un recours collectif étaient des corporations à but lucratif. Viennent ensuite, tous à **8%**, les municipalités, les organismes publics et le procureur général du Québec.

1,9 million

Somme versée en 2007 par le Fonds d'aide aux recours collectifs. Cette année-là, le Fonds a accepté **87** nouvelles demandes et en a refusé 6 autres.

## LE CHAMPION DES RECOURS COLLECTIFS

L'an dernier, plus de la moitié des demandes faites au Canada l'ont été au Québec

En 2008, le Québec a été le champion sans conteste des recours collectifs au Canada. Plus de la moitié des demandes, soit 56 sur 106, ont été déposées dans la province, selon un bilan obtenu par *La Presse*. Listériose, cartel de l'essence, biberons au bisphénol A se sont retrouvés en vedette. Mais les juges semblent décidés à fermer le robinet depuis quelques mois, ont confié plusieurs avocats. L'enjeu est de taille, puisque avec une récente décision de la Cour suprême, on pourrait voir prospérer un nouveau type de cause, le recours collectif en environnement. État de santé de cet outil qui a fait son entrée au Québec il y a exactement 30 ans.



KARIM BENESSAIEH

Comme des milliers d'hommes au Canada, André Fortin utilise de la mousse à raser Gillette, de 8 à 10 contenants par année. Mais lui, il est pointilleux. «Chaque jour, on se fait jouer sur mille et une choses», explique au bout du fil ce résident de Saint-Charles-Borromée, près de Joliette. L'an dernier, il a eu un horrible soupçon: lui donne-t-on réellement les 255 grammes de mousse à raser auxquels il a droit?

Il a découvert que non.

Après s'être procuré une balance électronique, il a multiplié les calculs et s'est aperçu qu'on lui vendait 20 % moins de mousse que ce qui est indiqué sur les contenants. Il estime ses dommages à 35 \$ au fil des ans. Il a déposé une demande de recours collectif le 20 novembre dernier, une des 56 enregistrées au Québec en 2008, selon un bilan obtenu en exclusivité par *La Presse*.

Et 56 demandes, c'est plus que la moitié des 106 requêtes déposées dans tout le Canada l'an dernier, selon les statistiques de l'Association du barreau canadien. Même le populaire Ontario arrive loin derrière le Québec, avec 24 demandes. De ce nombre, environ la moitié vont finalement être autorisés, se rendre en procès ou faire l'objet d'un règlement entre avocats.

Alors, le Québec est-il le paradis des recours collectifs, comme l'affirment depuis trois décennies ses détracteurs? Non, répondent unanimement



PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

Un des pères de la loi sur le recours collectif, Yves Lauzon, a perçu depuis six mois un resserrement des autorisations.

les avocats québécois consultés par *La Presse*, qu'ils soient représentants de citoyens ou d'entreprises. «C'est un mythe, tranche François Lebeau, un des principaux associés du cabinet Unterberg, Labelle, Lebeau. Aux États-Unis, il y a des avalanches de recours collectifs. Si on dit que le Québec est le paradis du recours collectif, faudrait voir l'enfer!»

Le Québec voit naître plus de demandes de recours collectifs essentiellement parce que la loi qui les permet, adoptée en 1978, est la plus vieille au Canada. Depuis 30 ans, les citoyens peuvent également compter sur un Fonds d'aide qui a distribué plus de 2 millions en 2007 pour financer des recours.

## Rapides sur la détente

Mais la plupart des avocats s'entendent sur un autre constat: des juges québécois semblent aujourd'hui plus réticents qu'il y a cinq ans à autoriser les recours collectifs. La tendance, encore confuse, est confirmée par les

avocats des deux côtés de la clôture.

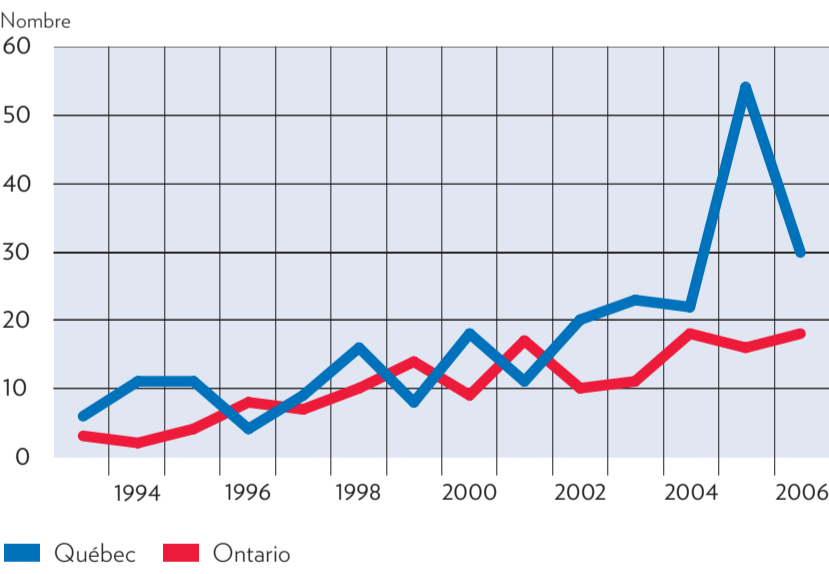
L'explication qui revient souvent, c'est que les avocats sont plus rapides sur la détente. Depuis qu'on a facilité les procédures pour autoriser les recours, en 2003, et donné la priorité à la première requête déposée à la fin des années 90, plus de demandes mal ficelées sont déposées en toute hâte. Elles seront plus vraisemblablement refusées.

«Il y a une précipitation qui est quant à moi malsaine, estime François Fontaine, de la firme Ogilvy Renault. Le recours parfois est mal entrepris, il est mal ficelé.»

Vétéran du recours collectif, qu'il pratique depuis 30 ans, François Lebeau se désolé également de cette course à la requête apparue ces dernières années. «C'est un des gros problèmes. Moi, je n'aime pas ça faire la course inutilement.»

Professeur à la faculté de droit de l'Université de Montréal, Pierre-Claude Lafond constate lui aussi que certains dossiers

## RECOURS COLLECTIFS AUTORISÉS



Source: La Presse

## SOMMAIRE

Amusez-vous!	SPECTACLES 6
Astrologie du jour	AFFAIRES 11
Décès	AFFAIRES 11
Forum	A 20 et 21
Horaire télévision	SPECTACLES 4
Loteries	A 17, SPORTS 5
Monde	A 18 et 19
Petites annonces	AFFAIRES 4 et 10
Sudoku	AFFAIRES 4

## Météo

Généralement ensoleillé et vents légers, maximum -4, minimum -8. AFFAIRES 11

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

## Cafouillage boulevard Saint-Laurent

## Gaz Métro poursuivie

KARIM BENESSAIEH

En avril dernier, le propriétaire d'un Second Cup du boulevard Saint-Laurent en a eu assez. Depuis deux ans, la Ville de Montréal avait multiplié les travaux de réfection qui avaient découragé la clientèle. Les travaux étaient maintenant terminés, les trous avaient été bouchés, les camions remisés. On espérait que les clients retrouveraient le chemin du commerce.

Pas si vite. Le 8 avril, Gaz Métropolitain annonce qu'elle aussi devra rouvrir une partie de la chaussée. Au total, à 43 endroits, on va scier, excaver,

interrompre l'alimentation en gaz, remblayer, asphalté. C'en est trop pour le commerçant qui estime que ces travaux «sont rendus nécessaires uniquement en raison de sa négligence et de son incurie».

Le Second Cup estime avoir perdu 25 % de son chiffre d'affaires depuis que Gaz Métropolitain a entamé ses propres travaux. Le 25 avril, Propriété Talbot, qui gère le Second Cup sis au 3695 boulevard Saint-Laurent, dépose une requête en recours collectif au nom de plusieurs centaines de personnes. La demande inclut tous les propriétaires, locataires et exploitants de



PHOTO ARMAND TROTTIER, ARCHIVES LA PRESSE

En avril dernier, Gaz Métropolitain a entamé ses propres travaux boulevard Saint-Laurent, alors que la Ville venait de terminer les siens.

commerces et d'entreprises, spécifiquement entre la rue Sherbrooke et l'avenue du Mont-Royal, ainsi que toute personne occupant un immeu-

ble et qui a subi des inconvénients à cause des travaux de Gaz Métropolitain.

La requête n'a pas encore été autorisée.

## PHÉNOMÈNE EN RÉGRESSION?

## QUELQUES DATES IMPORTANTES

1978

Sous l'influence des États-Unis, le gouvernement de René Lévesque adopte la Loi sur le recours collectif. Elle entre en vigueur en 1979. Son but est de favoriser l'accès à la justice tout en minimisant les coûts.

1989

Coup sur coup, la Cour d'appel du Québec rend deux décisions établissant que les recours collectifs ne sont pas « extraordinaires » au droit, mais qu'il s'agit d'une autre façon d'exercer des droits. D'abord au nombre d'une dizaine de demandes par année, les recours collectifs deviennent plus fréquents et sont plus facilement autorisés par les juges auparavant réticents. De 1992 à 2007, le Fonds d'aide aux recours collectifs reçoit 62 demandes par an en moyenne.

2003

Assouplissement des critères d'autorisation des recours collectifs. On élimine notamment l'obligation pour les demandeurs de déposer des déclarations sous serment écrites, qui donnaient souvent lieu à de longs contre-interrogatoires. Du coup, la procédure entourant les recours collectifs est ramenée de 4 ans à 18 mois, en moyenne.

Novembre 2008

Décision de la Cour suprême donnant raison aux citoyens de Beauport contre Ciment Saint-Laurent, consacrant la notion de « responsabilité sans faute » en matière de troubles de voisinage. Autrement dit, on peut devoir indemniser ses voisins pour un comportement dérangeant, même s'il n'est pas illégal.

## QUELQUES GRANDES CAUSES EN 2008

## LE CARTEL DE L'ESSENCE

Le 12 juin 2008, le Bureau de la concurrence du Canada révèle que la vaste majorité des détaillants d'essence de Sherbrooke, Victoriaville, Magog et Thetford Mines auraient comploté pour fixer les prix de l'essence. Des accusations criminelles de participation à un complot pour fixation des prix sont déposées contre 13 individus et 11 détaillants. Dès le lendemain quatre requêtes en recours collectif sont déposées.

## LA CHASSE AU BISPHÉNOL A

En février 2008, une étude démontre que le bisphénol A, une substance présente dans plus de 90% des biberons en plastique vendus au Canada, se disperse dans le liquide lorsqu'on chauffe la bouteille. Santé Canada, en avril, conclut que les risques d'impacts



sur la santé des enfants de moins de 18 mois sont élevés. Quelques jours plus tard, trois requêtes en recours collectifs sont déposées au Québec contre les fabricants Gerber, Playtex et Philips Avent. En octobre dernier, le Canada a été le premier pays au monde à classer le bisphénol A comme substance dangereuse.

## USAGERS ULCÉRÉS

Du 22 au 26 mai 2007, les activités de la Société de transport de Montréal sont perturbées par une grève de ses employés d'entretien. Sous la menace d'une loi d'exception, ils retournent au travail, mais continuent d'exercer des moyens de pression entraînant un « ralentissement concerté de la cadence de travail », selon une requête. Des usagers, Sandrine Montpetit et Lucie Ladouceur, déposent deux demandes en recours collectif contre la STM en janvier et en septembre 2008 demandant le remboursement partiel des titres de transport et des dommages punitifs.

## CONSOUMATEURS ET ACTIONNAIRES AUX AGUETS

Bombes de mousse à raser mal remplies, fournaises qui ne chauffent pas, frais interurbains et textos trop élevés, voitures défectueuses: comme chaque année, les recours collectifs déposés par des consommateurs qui se sentent lésés ont été légion en 2008. On en répertorie une vingtaine l'an dernier, soit plus du tiers des demandes totales. L'autre grand groupe, et il s'agit d'une nouveauté, ce sont les actionnaires qui estiment avoir été floués par les entreprises: six recours de ce type ont été déposés l'an dernier.



PHOTO FRANK GUNN, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Dans la foulée de la crise de la listériose, l'été dernier, un recours collectif a été intenté contre Maple Leaf.

sont déposés à la hâte, au détriment de la qualité ou de la solidité des arguments. « Les dossiers ne sont pas toujours à point. Ils sont refusés, mais pas parce que la Cour a décidé d'être plus restrictive. »

## Le cinquième élément

Une autre théorie rassemble plusieurs avocats: certains juges semblent avoir décidé

« Aux États-Unis, il y a des avalanches de recours collectifs. Si on dit que le Québec est le paradis du recours collectif, faudrait voir l'enfer ! »

d'écarter les recours collectifs qu'ils estiment trop complexes, trop coûteux ou impossibles à gérer.

Ces juges auraient une tentation de « créer un cinquième critère », estime M<sup>c</sup> Cebeau,

pour autoriser les recours collectifs. Il en existe officiellement quatre, essentiellement techniques, qui permettent de juger de la représentativité ou de la pertinence du recours. Ce cinquième critère caché, ce serait « l'opportunité ». « On sent qu'il y a un questionnement: est-ce que ça va être gérable, cette affaire-là? »

Un des pères de la loi sur le recours collectif, Yves Lauzon, constate lui aussi un resserrement des autorisations, qu'il perçoit depuis six mois. « Il y a certains commentaires de juges qui semblent avoir tendance à interpréter les critères de façon plus rigoureuse. » Ce cinquième critère, il le qualifie plutôt de « proportionnalité » – est-ce que la procédure en vaut la peine? »

Si les juges ont décidé de fermer le robinet, c'est qu'ils sont aujourd'hui coincés avec de trop nombreuses causes complexes autorisées depuis 2003, estime

François Fontaine. « C'est ce que les juges commencent à vivre dans la pratique, des causes autorisées il y a cinq ans qu'on plaide sur le fond. Là, on se demande comment on va pouvoir gérer cette bibitte-là, ce monstre-là de dossiers avec des questions qui ne finissent plus. »

Son collègue François Lebeau, qui a notamment piloté le recours collectif des implants mammaires, appelle les magistrats à la prudence. « Attention, ne rejetez pas un recours simplement par crainte que ça va être difficile à faire comme procès. Le dossier des implants mammaires, ce n'était pas un petit dossier et il a été réglé. Ce n'était pas facile, mais ça s'est très bien géré. »

Le juge responsable de la Chambre des recours collectifs de la division de Montréal, André Prévost, nie que les juges se montrent plus sévères à autoriser les recours. « Sur les moyennes par tranches de trois ou cinq ans, je me retrouve toujours avec les mêmes moyennes de recours collectifs autorisés. »

## DES MILLIONS DE PERSONNES TOUCHÉES

Recours autorisés au Québec

ANNÉE	PERSONNES TOUCHÉES
1992	2 274
1993	3 200
1994	230 000
1995	20 850
1996	440
1997	20 800
1998	22 928
1999	60 801
2000	26 155
2001	87 534
2002	16 078
2003	150 682
2004	353 109
2005	3 627 038
2006	426 116

Source: La Presse

Cette impression de resserrement pourrait être due, selon lui, à un plus grand nombre de demandes déposées depuis 2003 – donc à un plus grand nombre de refus.

## Le nouveau code du bon voisinage

KARIM BENESSAIEH

Sans que le commun des mortels s'en aperçoive, un tremblement de terre a secoué le monde du recours collectif le 20 novembre dernier. Et l'onde de choc pourrait en fait toucher toute la justice, puisque déjà quatre jugements rendus en moins de trois mois font référence à cet événement.

Ce jour-là, la Cour suprême a condamné une cimenterie de Beauport, Ciment Saint-Laurent, à verser 15 millions de dollars à des citoyens excédés par la poussière qui leur empoisonnait la vie. Rien de révolutionnaire en apparence.

Mais la Cour suprême a consacré la notion de « responsabilité sans faute » en matière de problèmes de voisinage. Autrement dit, votre voisin peut respecter toutes

les lois en vigueur – comme le faisait CSL depuis 1952 – et tout de même être condamné s'il vous fait subir des inconvénients au-delà de ce qui est normalement tolérable.

Le débat va maintenant se poursuivre pendant quelques années sur la définition de « normalement tolérable », prédit l'avocat Yves Lauzon. « C'est un jalon très important, ça vient cristalliser une règle qui ouvre la porte au niveau de la responsabilité. »

François Fontaine était l'un des avocats défendant Ciment Saint-Laurent. La décision du 20 novembre « va être utilisée et citée pour les années à venir », dit-il. S'il assure avoir digéré la défaite, il ne peut s'empêcher d'afficher sa perplexité devant certains choix de la Cour suprême – notam-

ment de diviser les citoyens en sous-groupes à qui on octroie une indemnité moyenne, « ce qui est quant à moi contraire aux principes qu'on apprend à l'université ».

## Éclairage

Pour Pierre-Claude Lafond, l'affaire Ciment Saint-Laurent ne va pas révolutionner le droit, « simplement l'éclairer ». Le professeur de droit de l'Université de Montréal est cité pas moins de 12 fois dans le jugement de la Cour suprême. Qu'on doive indemniser un voisin même si on n'a enfreint aucune loi, « ça n'a rien de contradictoire, analyse-t-il. La plupart des pays européens s'alignent sur cette norme-là. Il n'y a rien de nouveau, c'était déjà dans notre droit, mais ce n'était pas clair. On

n'a pas créé une nouvelle norme, on a reconnu qu'elle existait. »

On ne verra pas se multiplier les poursuites tous azimuts dans les prochaines années, estime M. Lafond. « Le principe de responsabilité sans faute n'est reconnu qu'en matière de trouble de voisinage, ce n'est pas universel. Ça ne veut pas dire qu'on va se mettre à poursuivre des médecins, parce qu'ils auraient agi sans faute dans tel dossier. Ce serait absurde, on aurait raison de s'élever contre ça. »

Plutôt que de favoriser les chicanes de clôture, cette décision consacre un « retour à l'harmonie entre voisins », croit le professeur de droit. « Quand on a des voisins, on est obligé de vivre en harmonie avec eux. Ça nous invite à quelque chose de plus respectueux dans notre société. »

## ACTUALITÉS

Malgré un recrutement efficace

## L'armée peine à garder ses soldats

ANDRÉ DUCHESNE

Les efforts de recrutement ont été payants pour les Forces canadiennes au cours des dernières années, mais, en contrepartie, celles-ci en arrachent avec la rétention des soldats.

Un document rendu public hier matin par le ministère de la Défense nationale indique qu'entre le 31 mars 2006 et le 31 décembre 2008, le nombre de soldats de la Force régulière s'est accru de 2548 membres, passant de 62 703 à 65 251. À ce rythme, les Forces n'atteindront pas l'objectif proposé par les conservateurs de Stephen Harper au cours de la campagne électorale de 2005-2006, soit 13 000 militaires de plus en cinq ans.

Les conservateurs avaient également l'intention d'ajouter 10 000 membres à la Réserve en cinq ans. Ici, la croissance va plus vite, soit 3194 nouveaux membres de la première réserve entre le 31 mars 2006 et le 31 décembre 2008. Mais là encore, il y a des ratés. Car les chiffres baissent quant au nombre d'instructeurs de cadets, de rangers canadiens et de réservistes supplémentaires.

La première réserve est la plus importante car ses membres s'entraînent sur une base régulière. Les rangers sont un groupe de militaires patrouillant le Grand Nord. Quant à la réserve supplémentaire, elle est formée d'anciens militaires pouvant être rappelés.

La Défense reconnaît d'emblée les problèmes de rétention. « Bien que les FC (Forces canadiennes) ont en général atteint ou surpassé leurs objectifs en matière de recrutement, le maintien de l'effectif entraîné et qualifié s'est avéré plus difficile, lit-on dans le document intitulé *Le recrutement et le maintien de l'effectif dans les Forces canadiennes*.

Les FC notent aussi que le taux d'attrition des membres est passé de 7 à 9 % entre mars 2006 et mars 2009. « Les succès obtenus par les FC en matière de recrutement ont été neutralisés par le nombre de



Les problèmes de rétention surviennent lorsque les militaires plus âgés deviennent admissibles à l'obtention d'une pension (après 25 ans de service), mais aussi chez les jeunes, plus particulièrement ceux qui se sont enrôlés depuis moins de 12 mois.

militaires qui ont quitté la Force régulière», conclut-on.

Les réflexions du document concordent avec les propos tenus récemment par le lieutenant-général Andrew Leslie, chef d'état-major de l'armée de terre. Dans une entrevue publiée en décembre 2008 dans *Esprit de Corps*, une revue consacrée aux activités de l'armée canadienne, le lieutenant-général Leslie affirmait que l'armée de terre ne grossissait pas assez rapidement. « Je crois que l'an dernier, nous avons grossi d'environ 500 membres. J'espérais que ce nombre soit de 1000 pour atteindre les 3000 soldats additionnels qu'on m'a pro-

mis au cours des trois prochaines années», affirmait-il.

## Aider les jeunes

Les problèmes de rétention surviennent lorsque les militaires plus âgés deviennent admissibles à l'obtention d'une pension (après 25 ans de service), mais aussi chez les jeunes, plus particulièrement ceux qui se sont enrôlés depuis moins de 12 mois.

« Les FC cherchent des moyens de réduire le nombre de libérations volontaires au cours des premiers stades de la carrière militaire », indique le document.

Les auteurs ajoutent que les Forces doivent trouver des moyens

pour que les recrues embrassent la carrière militaire avec des objectifs moins élevés, qu'ils puissent changer d'option s'ils sont insatisfaits du métier choisi et qu'ils aient accès à un meilleur soutien médical s'ils sont blessés durant leur entraînement. D'autres doivent être guidés et encouragés afin de vivre une transition plus harmonieuse entre la vie civile et la carrière militaire ou encore pour atteindre les exigences de conditionnement physique.

« La plupart des personnes qui quittent les FC le font volontairement, et non pour des raisons médicales ou parce qu'elles ont atteint l'âge de la retraite obligatoire », assure Mélanie Villeneuve,

porte-parole des Forces, dans un échange de courriels. Elle ajoute que ce nombre de départs volontaires tend à plafonner.

Au cours des dernières années, les FC ont dépensé près de 20 millions de dollars en campagne de recrutement. Les résultats sont probants. Ainsi, les objectifs ont été atteints à 102, 101 et 98 % pour les trois dernières années financières. Par contre, selon M<sup>me</sup> Villeneuve, les Forces ont encore des « défis » à relever pour recruter du personnel dans différents métiers tels électricien et ingénieur naval, opérateur de sonar, artilleur, opérateur de contrôle des aéronefs, dentiste, pharmacien, etc.

STAR ALLIANCE

## Bien plus de paysages fleuris en Suisse.

### Montréal – Genève. Nouveau service quotidien sans escale.

À partir du 1<sup>er</sup> juin, vous pourrez vous rendre au cœur de l'Europe plus rapidement que jamais. Essayez notre nouveau service quotidien sans escale vers Genève et profitez de tout ce que nous avons à vous offrir, de nos écrans vidéo individuels à commande tactile proposant des heures de divertissement sur demande au confort des fauteuils-lits entièrement inclinables de nos Suites Super Affaires<sup>MD</sup>.

Air Canada. Tout au bout de vos doigts.

Le tarif est basé sur un ALLER SIMPLE et est assujéti à l'achat d'un billet ALLER-RETOUR au départ de Montréal.

DÉPARTS: 1<sup>er</sup> – 30 JUIN 2009

# 340\$

Le tarif indiqué n'inclut pas le supplément des frais de carburant, qui peut aller jusqu'à 112\$ par aller simple.

Choisissez librement en ligne ou en appelant votre agent de voyages. Vous pouvez également nous appeler au 1 888 247-2262.

L'offre prend fin le 17 mars 2009.



**aircanada.com**  
La liberté de voyager à votre façon

AIR CANADA  
SUPPORTEUR OFFICIEL  
OFFICIAL SUPPORTER

## RECRUTEMENT ET DÉPARTS DANS LES FORCES CANADIENNES

ANNÉE FINANCIÈRE (1 <sup>er</sup> avril 31 mars)	RECRUES	DÉPARTS	RÉSULTAT NET
2003-2004	4339	3933	406
2004-2005	4333	4265	68
2005-2006	5644	4402	1242
2006-2007	6517	5514	1003
2007-2008	6716	6088	628



## EFFECTIFS DES FORCES CANADIENNES

	31 MARS 2006	31 DÉCEMBRE 2008
Force régulière	62 703	65 251
Première réserve	31 484	34 678
Instructeurs des cadets	8014	7836
Rangers	4448	4276
Réserve supplémentaire	35 312	24 433

Source: ministère de la Défense nationale  
PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE

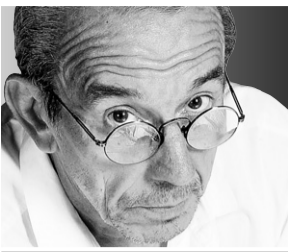
## EN BREF

### Afghanistan: le coût du diesel fait exploser le budget des Forces

La hausse fulgurante des prix de l'essence au cours de l'été 2008 a eu des répercussions jusqu'en Afghanistan. Les Forces canadiennes déployées dans ce pays ont largement défoncé leur budget destiné à l'achat de diesel. Leur budget pour l'achat de ce carburant en 2007-2008 était de 1,2 million de dollars

alors que les coûts réels ont atteint 9,8 millions, selon un document du quotidien *StarPhoenix* de Saskatoon obtenu en vertu de la Loi d'accès à l'information. Le diesel est notamment utilisé comme carburant dans plusieurs véhicules blindés. Afin d'absorber les effets de cette hausse, la Défense a réduit ses dépenses ailleurs comme dans l'achat d'essence. Mais aucun porte-parole n'a rappelé le journal pour donner plus de détails, indique l'auteur de l'article. Au total, les Forces ont dépensé 20,2 millions pour l'achat de carburant pour leurs activités afghanes au cours de 2007-2008, soit 30 % de plus que ce qui était prévu au départ. — André Duchesne

# Salut Pierre



**PIERRE  
FOGLIA**  
CHRONIQUE

Je pensais à mes amis l'autre jour comme à une boîte de chocolats, un ou deux au chocolat noir amer, mais la plupart fondants avec quelque chose dedans on ne sait pas toujours quoi, caramel ou praline. Une truffe de temps en temps, tous chocolats de fantaisie, sauf un, un Oh Henry crunchy au beurre de peanut: mon ami Pierre Gobeil qui est mort samedi.

Une amitié de plus 40 ans qui a bien mal commencé, le jour même où je suis entré à *La Patrie*. On s'est engueulés. Il venait d'apprendre que je serais payé plus cher que lui. Il s'en allait faire une entrevue avec Stan Mikita des Blacks Hawks de Chicago. Il m'a dit ben tiens, puisque t'es si bon, vas-y donc. Je parle pas beaucoup anglais.

Parles-y chinois!  
Je n'avais pas d'expérience, mais lui non plus. Il avait été chauffeur de taxi, aide-arpenteur, maître de cérémonie au Casa Loma où il chantait parfois sous le nom de Pierre Belafonte. Pierre Belafonte! On était faits pour ne jamais se parler. C'est

drôle la vie, on est devenu amis. On l'est restés plus de 40 ans sans s'engueuler une autre fois que cette fois-là.

M'a tout montré de Montréal. Les barbotes de l'avenue du Mont-Royal où il allait jouer aux dés. Ces dames de Verdun dont il refila le numéro de téléphone aux Delvecchio, Mikita et autres gloires de l'époque. M'a entraîné un million de fois dans les coulisses du centre Paul-Sauvé où se préparaient les prochains galas de boxe. C'est lui qui m'a emmené manger mon premier smoke meat chez Schwartz. Et quand je me suis mis à couvrir le Canadien et à foutre le bordel, c'est lui qui m'a placé sous la protection du son ami Henri Richard.

Pierre, c'était un ami pour parler des nuits entières de vélo et de boxe, mais c'était pas un ami avec une grande épaule pour pleurer dessus. T'es trop compliqué, qu'il me disait quand j'arrivais barbouillé. C'est pas de même que ça marche. Il m'a expliqué souvent comment «ça marche». Le pouvoir. L'argent. Les femmes. La

vie. Tu fonces, pis c'est tout. Pis c'est tout, mon cul. Ce qu'il disait pas, c'est qu'il passait toujours par la ruelle. Pierre était un authentique chat de ruelle, toujours à pisser partout pour marquer son territoire.

C'était un boss exceptionnel, une autorité naturelle, il appuyait jamais. J'ai vécu la scène des dizaines de fois: on est sept ou huit, on vient de décider d'aller manger de l'italien, Gobeil sort de son bureau: on va manger du chinois, les boys? Et on allait tous manger du chinois. Mieux: on était tous contents d'aller manger du chinois.

On a partagé des grandes passions, Martine, Raymonde, Laura, Gabrielle, Irène, Thérèse, Yolande, Yvonne, Antoinette, Adélaïde. Je déconne, bon. C'est pour le faire rire là-haut. Nos grandes passions communes ont été le vélo et la boxe. Il a même eu une équipe cycliste. Je ne vous dis pas à quoi elle marchait. Il s'est même entraîné comme un pro pour participer à l'Omnium Corneli, sauf qu'il s'est planté au départ. On a partagé aussi la boxe. Une fois, à New York, on sort d'une conférence de presse, Muhammad Ali débarque au même moment d'une limousine. Gobeil se précipite sur lui. Il l'a déjà rencontré deux ou trois fois, Ali ne le reconnaît pas, bien sûr. Fait rien. Pierre lui met la main sur l'épaule et lui dit le plus sérieusement du monde: tu connais

Pierre Foglia! Ali me regarde et dit: Non!

J'ai pas partagé les taureaux. À un moment donné, Pierre est devenu fou de taumachie. Il voulait m'emmener aux grandes corridas à Nîmes, à Arles, je ne sais plus où... Il y est allé seul et il s'est fait chier, mais chier. On n'a plus jamais entendu parler des taureaux. Il s'est acheté un chien. Un caniche.

Vous ne trouverez pas sur toute la planète deux êtres plus dissemblables que lui et moi. Pourtant, les gens nous confondaient souvent. Pierre en riait encore tout récemment. La dernière fois que je suis allé en prison (en reportage) un détenu m'interpelle: salut Pierre! Chaleureuse poignée de main...

On se connaît?  
Ben oui, c'est moi, Frank!  
Frank?  
Frank Cotroni, arrête de niaiser, t'es Pierre Gobeil?

Vous ne trouverez pas sur la planète deux êtres plus dissemblables que Pierre et moi, pourtant nos dissemblances s'emboîtaient si bien les unes dans les autres que lui, comme moi, nous étions persuadés, lorsque nous étions ensemble, d'être en présence de notre partie manquante.

Quand il est revenu de Floride, le printemps dernier – la Floride! tu serais pas capable, il me disait, et ça le rendait presque fier, il s'en vantait auprès de ses autres amis: Foglia là, la Floride il serait pas capable! – quand

il est revenu de Floride le printemps dernier, disais-je, les médecins lui ont dit que trois ou quatre cancers étaient en train de le tuer, qu'est-ce qu'on fait, monsieur Gobeil?

On ne fait rien, les amis, ça va aller comme ça. Arrangez-vous juste pour que je ne souffre pas. Et que ça ne traîne pas trop vers la fin.

C'est exactement comme ça que ça s'est passé.

À partir de là, on s'est vu plus régulièrement. Il s'est mis à m'entourer d'attention, à me traiter avec une délicatesse si inhabituelle dans nos rapports que je lui en ai fait l'observation un midi qu'on dînait chez Plumet: Pierre, tu me ménages comme si c'est moi qui allais mourir...

C'est pas toi qui vas mourir, mais c'est toi qui as peur de la mort, c'est pour ça que je te ménage, que je fais attention de ne pas trop te faire freaker. Cette fois-là, j'ai pleuré dans l'auto en revenant.

Il a pris grand soin de tout son monde, sa femme, ses filles, ses amis. Il a tout bien mis en ordre avant de s'en aller, comme un grand garçon. Nos amis ne meurent pas pour rien. Ils meurent pour nous apprendre à mourir.

C'est le deuxième qui me dit comment faire. Ça va, ça va, les boys, j'ai compris.  
Salut Pierre.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur: [pfoglia@lapresse.ca](mailto:pfoglia@lapresse.ca)

## SERVICE DES INCENDIES DE MONTRÉAL

# Un pompier congédié pour des menaces « extrêmement graves »

KARIM BENESEAIEH

Un pompier de Montréal, au service des incendies depuis plus de 22 ans, a été congédié le 11 février dernier pour avoir proféré des menaces « inqualifiables » et « extrêmement graves » envers un cadre.

Pour une raison inconnue, le pompier a téléphoné au domicile de son chef, à Sainte-Thérèse, et a laissé un message menaçant sur son répondeur. « Il a tenu des propos extrêmement graves, des propos inqualifiables sur la boîte vocale du chef, visant la famille essentiellement », explique Jean-Yves Hinse, directeur des relations professionnelles à la Ville de Montréal.

Le cadre a immédiatement porté plainte au service de police local, la Régie intermunicipale de police de Sainte-Thérèse-De Blainville, qui a ouvert une

**« Il a tenu des propos extrêmement graves, des propos inqualifiables sur la boîte vocale du chef, visant la famille essentiellement. »**

enquête criminelle. Ayant en main l'enregistrement compromettant, la Ville n'a pas attendu la conclusion de l'enquête policière pour sévir. Après avoir rencontré l'employé et entendu sa version des faits, elle l'a congé-

dié. « Pour nous, il n'y avait pas de doute que la décision la plus appropriée était le congédiement, dit M. Hinse. C'est en continuité avec notre politique de tolérance

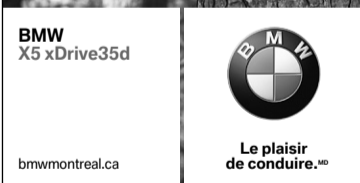
je n'ai pas de commentaire à formuler, dit d'entrée de jeu Michel Crevier, président du syndicat. Il est vraiment très tôt. » M. Crevier estime tout de même que la Ville a été trop rapide sur la détente. « Il a été reconnu coupable par le service d'incendies. Je pense qu'au Québec, il y a une loi qui dit que tu es innocent tant que tu n'es pas reconnu coupable. Mais le service a décidé de procéder pareil. C'est complètement désabusant quand on apprend ça. »

Le syndicat attend les conclusions de l'enquête des policiers pour décider s'il déposera un grief dans cette cause. Du côté

de la Ville, on se dit confiant de gagner avec l'enregistrement compromettant. « Si le dossier va en arbitrage, c'est clair que ça va être notre preuve centrale », dit M. Hinse.

Sans pouvoir préciser les raisons du comportement du pompier congédié, les deux hommes s'entendent: il n'a rien à voir avec les négociations de convention collective.

Celles-ci se déroulent d'ailleurs dans le calme et en sont dans la dernière ligne droite, un arbitre ayant été appelé à trancher. On s'attend à ce qu'il rende sa décision début 2010. Les relations entre les pompiers et leur employeur étaient particulièrement tendues il y a un an et demi, à l'automne 2007. Des chefs aux opérations avaient été évincés de leurs bureaux à deux reprises par leurs employés. Des pompiers avaient également bloqué les entrées de 12 casernes. Un pompier avait été congédié pour « vol de temps » puis, fin octobre, un capitaine et un lieutenant avaient été rétrogradés pour avoir déambulé masqués dans les couloirs de l'ancien hôtel de ville.



## CONSOMMEZ MOINS, AMUSEZ-VOUS PLUS.

Avec une consommation réduite de 7,5 L/100 km\*, sans pour autant perdre en puissance, de 0 à 100 km/h en 7,4 sec, le moteur diesel BMW évolué vous propulse proprement où vous voulez.



**BMW EfficientDynamics**  
Moins d'émissions, plus de plaisir.

### X5 xDrive35d 2009

OFFRE À LA LOCATION

OFFRE À L'ACHAT

PDSF à partir de **62 200\$**

**6,9%<sup>†</sup>**  
Taux de location / mois pendant 48 mois

**5,9%<sup>†</sup>**  
Taux de financement / mois pendant 60 mois

**Montréal**  
BMW Canbec  
4090, rue Jean-Talon Ouest  
514.731.7871  
bmwcanbec.com

**Laval**  
BMW Laval  
2450, boul. Chomedey  
450.682.1212  
514.990.2269  
bmwlaival.com

**Rive-Sud**  
Park Avenue BMW  
8400, boul. Taschereau Ouest  
450.445.4555  
514.875.4415  
parkavenuebmw.com

**Rive-Sud**  
BMW Sainte-Julie  
1633, boul. Armand-Frappier  
450.922.1633  
514.875.4400  
bmwsaintejulie.com

**Blainville**  
Hamel BMW  
620, boul. de la Seigneurie Ouest  
450.437.5050  
hamelbmw.com

\*Valeur équivalente à la consommation d'essence sur l'autoroute. Consommation d'essence en ville: 10,7 L/100 km. Consommation d'essence moyenne: 9,3 L/100 km. †Les taux de financement/location sont offerts par Services financiers BMW, une division de BMW Canada inc., sous réserve de l'approbation du crédit, avec un terme maximal de 60 mois/48 mois. Les concessionnaires peuvent établir leurs propres prix et facturer des frais administratifs, ce qui peut modifier le taux de pourcentage annuel ou le prix du véhicule. Ces offres sont d'une durée limitée, mutuellement exclusives, sujettes à la disponibilité et peuvent être modifiées ou annulées sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 2 mars 2009. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. Photo X5 à titre indicatif seulement. Les modèles BMW 2009 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. © 2009 BMW Canada inc. «BMW», le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

## POLITIQUE

La Presse rencontre Louise Harel

## « Montréal est complètement désorganisé »

L'ex-ministre péquiste des Affaires municipales, Louise Harel, qui a pris en novembre dernier sa retraite de la vie politique provinciale, ne sera pas candidate aux prochaines élections municipales de Montréal. Elle l'a dit clairement à *La Presse*. Toutefois, étant de retour dans l'île après 27 ans passés à Québec, elle « revendique le droit de s'intéresser » à la vie de la métropole et ne mâche pas ses mots : « Montréal est complètement désorganisé. »

## EXCLUSIF

ÉRIC CLÉMENT

Pour Louise Harel, pas question de regretter les fusions municipales que le gouvernement péquiste a mises en œuvre en 2001. « Sur 61 fusions, 57 se sont bien déroulées, alors ça demeure un succès », dit-elle.

Selon l'ex-députée d'Hochelaga-Maisonneuve, l'échec du processus municipal dans l'île de Montréal n'a pas commencé avec les défusions à la fin de 2005, mais à l'automne de 2003 quand, au cours d'une fin de session parlementaire où l'esprit était « plus aux fourchettes qu'à autre chose », le gouvernement de Jean Charest a utilisé le bâillon pour faire passer plusieurs lois, dont une qui a transformé la Charte de la Ville de Montréal.

« C'est là qu'a commencé la Grande Désorganisation avec un G et un D majuscules, dit-elle. Personne ne l'a vue venir. La modification de la charte a transformé la ville en une fédération de quasi-villes. Et cette modification s'est faite avec la résignation de Gérard Tremblay. »

## Le casse-tête des parcomètres

Selon M<sup>me</sup> Harel, les incohérences que constatent les Montréalais dans la métropole, lors du déneigement, sur la propreté, avec les différentes tarifications de parcomètres, viennent du fait que les arrondissements ont trop de pouvoirs. Et ces pouvoirs ont déstabilisé la Ville qui compte aujourd'hui 20 maires.

« Les arrondissements ont été créés sur le modèle des villes de banlieue, dit-elle. On est passé de présidents d'arrondissement à des maires d'arrondissement élus au suffrage universel. Ces maires ont des pouvoirs étendus. Ils ont tous des cabinets, des budgets de relations publiques et font même des relations internationales. Ils ont le pouvoir d'embaucher. Même le directeur général de l'arrondissement n'est plus choisi par la ville centre. »

M<sup>me</sup> Harel dit voir « tous les jours cette désorganisation ». « Au coin de la rue Ontario et du boulevard Pie-IX, je vais dans un café. Si je me gare sur Ontario, le tarif du parcomètre est différent de celui sur Pie-IX. Car sur Ontario, l'arrondissement a juridiction alors que sur Pie-IX, c'est la ville centre. C'est incohérent. Pour le déneigement, la ville centre n'a



PHOTO DAVID BOILY. LA PRESSE

Selon Louise Harel, les incohérences que constatent les Montréalais dans la métropole, lors du déneigement, sur la propreté, avec les différentes tarifications de parcomètres, viennent du fait que les arrondissements ont trop de pouvoirs.

plus le dispositif qui, avant 2003, permettait de centraliser les actions en cas de besoin. »

Louise Harel ne comprend pas que le plan d'urbanisme soit confié aux arrondissements. « Vous vous rendez compte? C'est la porte ouverte à toutes les incohérences, dit-elle. Avant, tout grand projet devait passer nécessairement devant l'Office de consultation publique de Montréal. Comme ministre des Affaires municipales, je l'avais imposé à Pierre Bourque. Et c'était même dans le rapport que Gérard Tremblay avait préparé avec un comité à la demande de M. Bourque. Ça a bien changé par la suite... »

M<sup>me</sup> Harel dit qu'elle « a rêvé cette ville avec moins d'inégalités et

moins d'iniquités entre les arrondissements ». Avant 2003, un dispositif, dit-elle, réduisait les écarts financiers entre arrondissements. « Ce n'est plus obligatoire aujourd'hui. Mais la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est la loi 22. »

Selon la loi 22, adoptée en juin dernier, les 15 villes reconstituées de l'île n'ont plus à déboursier 30 millions par année pour les infrastructures et les équipements de Montréal. La somme est assumée par Montréal, en fait avec l'argent que Québec a donné à Montréal dans le cadre de son nouveau statut juridique de métropole.

« Ces 30 millions qui proviennent de tous les Québécois, et notamment de 130 villes dévitalisées, permet-

tent aux villes de banlieue de baisser leurs taxes, dit-elle. Charest a acheté la paix avec les villes défusionnées avec ça. Ces 30 millions auraient mieux servi pour la décontamination des sols des quartiers ouvriers ou pour revitaliser Montréal-Nord et d'autres quartiers. »

## Un appui nécessaire

Toutefois, M<sup>me</sup> Harel espère que Québec et Ottawa continueront d'appuyer financièrement la métropole. « Comme on l'a vu à Québec de façon très concluante, l'apport d'investissements publics est nécessaire pour obtenir des investissements privés. Par ailleurs, il faut investir dans les transports en commun. Même sous Bush, les investisse-

ments américains en transports en commun étaient supérieurs à ceux du Canada. À Montréal, il faut plus de voies réservées pour les autobus et les taxis. »

Elle pense que le plan de transport de Montréal est intéressant, mais constate que les infrastructures routières vont chercher la plus grande partie des investissements publics québécois. D'ailleurs, elle est en faveur du retour des péages sur les autoroutes pour financer les transports en commun. Et elle pense que leur disparition, une décision du Parti québécois, était « une erreur ».

## COURRIEL

Pour joindre notre journaliste : eric.clement@lapresse.ca

## L'ex-ministre planche sur un mouvement citoyen

ÉRIC CLÉMENT

Louise Harel va passer les prochains mois à peaufiner le mouvement citoyen qu'elle veut créer dans le but d'améliorer la vie dans la métropole. Pour cela, elle compte rassembler autour d'elle, avec l'apport de mouvements progressistes francophones, anglophones et allophones. « Comme il y a 35 ans, quand

sous l'ère Drapeau, on avait fait alliance avec de tels mouvements. De ce souffle était né le RCM », dit-elle.

Elle voudrait que Montréal se recentralise. Mais que cette réforme ne se fasse pas avec les seuls élus montréalais. « Ils seront juges et parties », dit-elle. Elle verrait donc plutôt d'un bon œil l'aide de l'OCDE, connue pour son expertise en gouvernance

municipale, afin que Montréal retrouve une structure de ville moderne où un maire, un conseil municipal et une fonction publique gèrent la Ville et non pas 20.

Même si elle brûle de débattre de tous les aspects de la vie politique métropolitaine, elle ne prendra pas position lors de la prochaine campagne électorale municipale. Mais ce qui l'inquiète le plus, c'est le taux

de participation. Elle croit qu'il pourrait être très faible le 1<sup>er</sup> novembre prochain.

« Il y a une sorte de résignation, dit-elle. Il va falloir se secouer. Ce qui trouble les Montréalais, c'est le fait de se retrouver dans une ville qu'ils ne comprennent plus. Il y a des maires partout et personne n'est responsable de rien. Ça ne favorise pas la participation citoyenne. »

Elle dit toutefois ne pas être en conflit avec l'administration Tremblay tout en disant qu'elle « aime bien Benoit Labonté ». « Son projet d'exposition en 2020 mérite d'être examiné à son mérite, dit Louise Harel. Je n'ai pas compris que le maire Tremblay l'ait descendu sans l'examiner. La partisanerie a pris trop d'importance à Montréal. »



**Nouveau concessionnaire**

*Donnez-nous la chance de vous impressionner. Vous ne le regretterez pas!*

# ST-BASILE HONDA

**SUR LA ROUTE 116**  
À 8 MINUTES DES PROMENADES ST-BRUNO

**75 HONDA D'OCCASION**

FINANCEMENT À PARTIR DE 2,1%<sup>(2)</sup>

**CIVIC 2009**



FINANCEMENT À PARTIR DE **0,9%**<sup>(2)</sup>

**168\$\*** PAR MOIS

0\$ DÉPÔT DE SECURITE  
0\$ TRANSPORT ET PRÉPARATION

Remise à l'achat comptant de **2000\$\***

**ACCORD 2009**



FINANCEMENT À PARTIR DE **0,9%**<sup>(2)</sup>

**298\$\*** PAR MOIS

0\$ DÉPÔT DE SECURITE  
0\$ TRANSPORT ET PRÉPARATION

Remise à l'achat comptant de **3500\$\***<sup>(2)</sup>

**MAGASINEZ EN LIGNE**

[www.stbasilehonda.com](http://www.stbasilehonda.com)

PIÈCES ET SERVICE OUVERT LUNDI AU VENDREDI DE 7 H 30 À 17 H

**VÉHICULES 5 ANS ET PLUS**

*La qualité D'UN CONCESSIONNAIRE*

*Le prix D'UNE STATION-SERVICE*

Peu importe où vous avez acheté votre Honda

**NOUS HONORONS VOTRE GARANTIE**

**HONDA VÉHICULES D'OCCASION Certifiés**

**HONDA**

**135, boul. Sir-Wilfrid-Laurier**

**Saint-Basile-le-Grand**

**450 461-9999**

**HONDA**

\*Location de 48 mois (60 mois pour la Civic), 24 000 \$ par année incluant la garantie. Comptant de 2 796 \$ pour la Civic et de 3 561 \$ pour l'Accord. Détails sur place. Illustrations à titre de référence seulement. (2) Détails sur place. La remise à l'achat comptant de 2 000 \$ s'applique uniquement sur une Civic. (3) 2009 (F45559) au POSF de 26 680 \$. Les frais de préparation et livraison de 1 310 \$. Les engagements, assurances, immatriculation et taxes sont en sus. Les offres de remise en argent ne peuvent être combinées avec des offres de financement à l'achat ou à la location.

# Le ministre Robert Dutil sommé de démissionner par son ex et sa fille

MARTIN CROTEAU

**SAINT-GEORGES, Beauce** — L'ex-femme et la fille du ministre du Revenu Robert Dutil réclament sa démission. Elles affirment que la Cité écologique, une communauté dont elles sont membres, a été discréditée par son retour à la vie publique l'automne dernier.

En novembre, en pleine campagne électorale, les médias ont fait état d'une vieille controverse liant M. Dutil à la Cité écologique. Ce faisant, disent Karine Veilleux-Dutil et sa mère Noëlle Veilleux, la communauté a une fois de plus été injustement asso-

ciée à des pratiques douteuses. Et ce, même si plusieurs enquêtes ont démontré qu'il ne s'y déroule aucune activité répréhensible.

M<sup>me</sup> Veilleux-Dutil, l'une des gestionnaires de la Cité, dit avoir demandé plusieurs fois à son père d'intervenir publiquement pour rétablir la réputation du projet. Mais Robert Dutil a toujours refusé de commenter l'affaire, voulant protéger sa vie privée.

« Je m'explique à tous les jours sur cette histoire aux gens qui viennent nous visiter, a affirmé M<sup>me</sup> Veilleux-Dutil en conférence de presse. Le Québec a encore en tête ces vieilles rumeurs. »

Située à Ham-Nord, dans les Bois-Francis, la Cité écologique rassemble 150 personnes qui vivent essentiellement d'agriculture biologique. Ses habitants se conforment à un certain nombre de règles, comme s'abstenir de fumer. Les enfants sont envoyés dans une école alternative aujourd'hui supervisée par la Commission scolaire de Victoriaville.

En décembre 1988, alors qu'il était ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux dans le gouvernement Bourassa, Robert Dutil s'est retrouvé dans l'embarras lorsqu'il fut révélé que sa famille habitait cette commu-

nauté, et qu'il y passait ses fins de semaine.

Projet Culte, l'ancêtre d'Info-Sectes, avait à l'époque dénoncé la Cité écologique en affirmant que ses valeurs ne concordaient pas avec celles du gouvernement. L'organisme demandait à Robert Dutil de démissionner.

Peu après cette controverse, M. Dutil avait été rétrogradé au ministère des Communications. La Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) s'était aussi intéressée à la Cité écologique. Toutes les enquêtes l'ont blanchie.

Robert Dutil et sa famille ont quitté la Cité écologique en jan-

vier 1989. Sa femme, Noëlle Veilleux, est retournée y vivre avec leurs trois enfants après leur séparation, en décembre 1990.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Karine Veilleux-Dutil et sa mère Noëlle Veilleux prétendent que Robert Dutil possède des informations qui permettraient d'identifier les responsables des rumeurs qui ont couru au sujet de leur communauté. Elles affirment qu'il leur a promis de publier ces faits l'an dernier, lors de son retour en politique, mais qu'il a changé d'idée.

« Mon père, dès 1994, aurait pu faire une conférence de presse pour parler des enquêtes et il n'a jamais voulu le faire, dit M<sup>me</sup> Veilleux-Dutil. Maintenant, c'est revenu sur la place publique parce qu'il s'est présenté (aux élections). Ce n'est pas revenu parce que nous l'avons voulu. »

Le ministre Dutil a refusé de commenter la sortie de son ex-femme et de sa fille, hier.

## Vos pouces n'en croiront pas leurs yeux.

**BELL TÉLÉ** 165 canaux  
**19 \$/MOIS<sup>1</sup>**  
les 24 premiers mois avec le Forfait de Bell<sup>2</sup>

Une économie de plus de 10 \$/mois comparativement au prix du câble<sup>3</sup>

- 20 canaux spécialisés parmi les plus populaires tels que RDS, Musique Plus, Télétoon, SÉRIES+ et Canal Vie
- 23 canaux en haute définition
- Installation complète sans tracas gratuite<sup>4</sup>

1 866 755-6424 • bell.ca/165canaux • Visitez un magasin Bell



la vie est **Bell**

Offert dans les magasins Bell suivants :

- ANJOU  
Les Galeries d'Anjou
- BELOEIL  
Mail Monténach
- BLAINVILLE  
Les Galeries de Blainville
- BOISBRIAND  
Faubourg Boisbriand
- BOUCHERVILLE  
1052, rue Lionel-Daunais
- BROSSARD  
Mail Champlain  
Quartier DIX30
- CHAMBLY  
909, boul. De Périgny
- CHÂTEAUGUAY  
Centre Régional Châteauguay
- COATICOOK  
Place J.R. Lefebvre
- COWANSVILLE  
Domaine du Parc
- DELSON  
5, route 132
- DOLLARD-DES-ORMEAUX  
3392, boul. des Sources  
3699, boul. St-Jean
- DORION-VAUDREUIL  
84, boul. Harwood
- DORVAL  
Les Jardins Dorval
- DRUMMONDVILLE  
2205, boul. St-Joseph  
Promenades Drummondville
- GATINEAU  
1065, boul. de la Carrière  
Promenades de l'Outaouais
- GRANBY  
Galeries de Granby
- HULL  
Galeries de Hull
- JOUETTE  
127, boul. St-Charles-Borromée Nord  
Les Galeries Joliette
- LACHINE  
2409, 46<sup>e</sup> Avenue
- LAFONTAINE  
2121, boul. Labelle
- LASALLE  
7567, boul. Newman  
Carrefour Angrignon
- LAVAL  
1655, boul. St-Martin Ouest  
5330, boul. des Laurentides  
Carrefour Laval  
Carrefour Laval - kiosque  
Centre commercial Duvernay - kiosque  
Centre Laval  
Mégacentre Ste-Dorothée  
Mégacentre Vimont Laval
- LONGUEUIL  
666, Place Trans-Canada  
2771, Jacques-Cartier Est  
Place Longueuil
- MAGOG  
Galeries Orford
- MONTRÉAL  
892, rue Ste-Catherine Ouest  
4936, rue Ste-Catherine Ouest  
4399, rue St-Denis  
6855, rue St-Jacques Ouest  
8900, rue Lajeunesse  
9280, boul. de l'Acadie  
Boul. Décarie (angle Jean-Talon)  
Carrefour Industrielle Alliance  
Centre Eaton - kiosque  
Centre Rockland  
Faubourg Ste-Catherine  
Place Alexis-Nihon  
Place Dupuis  
Place Versailles  
Place Côte-des-Neiges  
Promenades Cathédrale - kiosque  
Tour Jean-Talon (rez-de-chaussée)
- MONTRÉAL-NORD  
Place Bourassa
- MONT-TREMBLANT  
517, rue de St-Jovite
- PINCOURT  
Faubourg de l'île - kiosque
- POINTE-AUX-TREMBLES  
12530, rue Sherbrooke Est
- POINTE-CLAIRE  
Centre Fairview
- REPENTIGNY  
309, rue Notre-Dame  
Les Galeries Rive-Nord
- ROSEMÈRE  
232, boul. Curé-Labelle  
Place Rosemère
- SALABERRY-DE-VALLEYFIELD  
Centre commercial Valleyfield
- SHAWINIGAN  
Place de la Mauricie
- SHERBROOKE  
2700, rue King Ouest  
4505, boul. Industriel  
Carrefour de l'Estrie  
Place Belvédère
- SOREL  
Les Promenades de Sorel
- ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE  
Les Promenades St-Bruno
- STE-AGATHE-DES-MONTS  
80A, boul. Morin
- ST-EUSTACHE  
66, rue Dubois  
Place St-Eustache
- ST-HUBERT  
3879, boul. Taschereau  
5190, boul. Cousineau
- ST-HYACINTHE  
Galeries St-Hyacinthe
- ST-JEAN-SUR-LE-RICHELIEU  
391, boul. du Séminaire Nord  
Carrefour Richelieu
- ST-JÉRÔME  
Le Carrefour du Nord
- ST-LAURENT  
4232, rue Seré  
La Place Vertu
- ST-LÉONARD  
4524, rue Jean-Talon Est  
6050, boul. Métropolitain Est
- ST-SAUVEUR-DES-MONTS  
153, rue Principale
- TERREBONNE  
1729, chemin Gascon  
Galeries Terrebonne
- TROIS-RIVIÈRES  
5691, boul. Jean-XXIII  
Centre Les Rivières
- VICTORIAVILLE  
567, boul. des Bois-Francis Sud  
La Grande Place des Bois-Francis

Offert chez les détaillants suivants :



L'offre prend fin le 28 février 2009. Offert aux nouveaux clients résidentiels de Bell Télé du Québec, là où l'accès et la visibilité directe le permettent. Frais pour service numérique (3\$/mois par compte) en sus. En cas de résiliation anticipée, des frais d'ajustement de prix s'appliquent. Modifiable sans préavis et ne peut être combinée avec aucune autre offre. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. (1) Le tarif mensuel inclut le service Base Numérique (26\$) et 3 forfaits Français (13\$), moins un crédit de 10\$ pour les mois 1 à 24 et le rabais du forfait de 10\$. Le tarif alors courant (maintenant 39\$, sujet à changement), moins le rabais du forfait de 10\$, s'applique par la suite. Nécessite un récepteur HD ou RVP (en sus) admissible au Forfait. (2) Réservé aux clients qui s'abonnent à au moins deux services sélectionnés. Voir bell.ca/forfaitdebell. (3) En date du 2 février 2009. Comparativement au Service de base (numérique) de Vidéotron avec l'ensemble Sur mesure à 15 chaînes, incluant le rabais de forfait de 3\$, à 29,99\$/mois. (4) Détails au bell.ca/installationincluse.



PHOTO IVANO H. DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

Jusqu'en 2002, un service d'autobus circulant à contresens du trafic, au centre du boulevard Pie-IX, durant les périodes de pointe, desservait plus de 8000 personnes par jour. Ces services ont été interrompus « temporairement » après la mort de deux piétons happés par l'autobus.

## BOULEVARD PIE-IX

# La ministre pourrait imposer un projet de transports en commun

## L'AMT aura les crédits pour ses trains, dit Julie Boulet

BRUNO BISSON

La ministre des Transports du Québec, Julie Boulet, s'est dite prête, hier, à imposer un concept pour une desserte en transports en commun sur le boulevard Pie-IX, dans l'est de Montréal, si les autorités municipales et les sociétés de transport concernées n'arrivent pas à s'entendre sur un projet commun d'ici juin.

Plus de six ans après l'interruption « temporaire » du service d'autobus express qui transportait plus de 8000 passagers par

Au président de l'association Transports 2000 Québec, Luc Gagnon, qui présentait Pie-IX comme l'un des six projets prioritaires pour les transports collectifs, au Québec, la ministre a affirmé que « nous aussi, on y tient ». M<sup>me</sup> Boulet a ajouté que des mandats ont déjà été confiés à son sous-ministre pour la région de Montréal, Jacques Gagnon, ainsi qu'au directeur général de la Ville de Montréal, Claude Léger, pour tenter une ultime fois de rapprocher la STM, l'AMT, et les Villes de Montréal et Laval.

desservait plus de 8000 personnes par jour. Ces services ont été interrompus « temporairement » après la mort de deux piétons happés par l'autobus. Une enquête du coroner avait ensuite démontré que l'infrastructure n'était pas en cause dans le décès de ces personnes, mais que l'implantation des mesures de sécurité et de prévention était nécessaire pour empêcher d'autres tragédies semblables.

La voie réservée n'a toutefois jamais été remise en service, en raison du désaccord entre la STM, l'AMT et la Ville de Montréal sur la forme, l'ampleur et même sur le mode de transport (bus ou tramway) qui pourrait, un jour, y circuler.

## Des fonds pour l'AMT

La ministre Boulet a par ailleurs nié, hier, les informations publiées par *La Presse*, voulant que les crédits prévus de 1,1 milliard de dollars, pour le développement des transports en commun au Québec, ne prévoyaient aucune

somme pour améliorer les infrastructures de chemin de fer, sur lesquelles roulent les trains de banlieue de l'Agence métropolitaine de transport.

« Lorsque j'ai demandé un plan au président de l'AMT pour régler les problèmes actuels sur les trains de banlieue, je me doutais bien que les solutions proposées auraient un coût, a-t-elle déclaré hier. Dès que les projets d'amélioration qui nous ont été soumis seront prêts, nous allons aider l'AMT. »

La ministre a toutefois reconnu que les demandes budgétaires de 152 millions de l'AMT, qui permettraient de financer des travaux majeurs de modernisations des chemins de fer métropolitains, sont arrivés trop tard pour les intégrer aux budgets d'investissement de 2009 du Ministère.

Si certains projets sont prêts à démarrer dès cette année, la ministre a assuré qu'on empruntera sur les montants d'investissements prévus l'an prochain, pour rétablir au plus vite la fiabilité de ce réseau de transports en commun qui, jusqu'en janvier était considéré comme l'un des plus fiables, dans la métropole.

« Lorsque j'ai demandé un plan au président de l'AMT pour régler les problèmes actuels sur les trains de banlieue, je me doutais bien que les solutions proposées auraient un coût. Dès que les projets d'amélioration qui nous ont été soumis seront prêts, nous allons aider l'AMT. »

jour sur ce grand boulevard, en périodes de pointe seulement, la ministre Boulet a déclaré hier, au terme d'un déjeuner-bénéfice où elle était conférencière d'honneur, qu'elle avait demandé à voir d'ici juin les divers concepts et les projets élaborés, au fil des ans, par la Société de transport de Montréal (STM) et l'Agence métropolitaine de transport (AMT).

« Ils ne s'entendent pas », a reconnu hier la ministre Boulet, en parlant des sociétés de transports et des villes concernées par le projet. Elle a ajouté qu'elle « veut un projet en juin », et que son ministère pourrait l'imposer aux partenaires municipaux, et à l'AMT – qui relève de son cabinet – s'il n'y a toujours pas d'entente entre les parties, d'ici là.

Le boulevard Pie-IX est l'une des plus importantes artères de circulation nord-sud à Montréal. En territoire montréalais, il court du boulevard Guoin, qui longe la rivière des Prairies, jusqu'à la rue Notre-Dame, en bordure du fleuve Saint-Laurent. L'artère compte six voies de circulation, trois dans chaque direction, et se prolonge, par le pont du même nom et l'autoroute 25, jusqu'au croisement de l'autoroute 440, à Laval.

Les services d'autobus réguliers de la STM (ligne 139) et Express (R-505) sont fréquentés quotidiennement par plus de 43 000 usagers. C'est plus que n'importe lequel des trains de banlieue de la métropole.

Jusqu'en 2002, un service d'autobus circulant à contresens du trafic, au centre du boulevard, durant les périodes de pointe,

2\$ DE RABAIS

SALON CHALETS ET MAISONS DE CAMPAGNE

# Salon Chalets

et Maisons de campagne

## 19-22 FÉVRIER 2009

### STADE OLYMPIQUE

WWW.SALONCHALET.COM

*Donnez vie à vos projets*

**EN GRANDE PRIMEUR** LA MAISON CHAMPÊTRE ÉCO-ÉNERGÉTIQUE

Multi-Prêts COURTIER HYPOTHÉCAIRE PRÉSENTE

**SEPT NOUVEAUX CHALETS GRANDEUR NATURE À VISITER!**

**400 EXPOSANTS CIBLÉS · TERRAINS À VENDRE PLUS DE 100 CONSTRUCTEURS ET PROMOTEURS IMMOBILIERS**

En collaboration avec:

**LA PRESSE**

**ISOLATION IPPERSIEL**

**Techniseal**

**Solarium PARIS**

Partenaire média: **98.5fm**

Stade olympique (métro Pie-IX)

HEURES D'OUVERTURE:

Judi 19 février: 12 h - 21 h

Vendredi 20 février: 10 h - 21 h

Samedi 21 février: 10 h - 21 h

Dimanche 22 février: 10 h - 17 h

PRIX D'ENTRÉE (taxes incluses):

Adultes: 14 \$

Étudiants / aînés: 12 \$

Enfants (6 à 12 ans): 6 \$

Enfants (0 à 5 ans): gratuit

Forfait 2 Salons avec Salon Habitat: 20 \$

DuProprio.com PRÉSENTE

DU 19 AU 22 FÉVRIER 2009 AU STADE OLYMPIQUE

**Salon Chalets**

et Maisons de campagne

**2\$**

**OBTENEZ 2\$ DE RABAIS SUR LE TARIF RÉGULIER ADULTE**

Détacher et remettre à la billetterie du Stade olympique

Valable pour la durée de l'événement. Un coupon par client. Ne peut être jumelé à aucune autre offre. #PRES01

## EN BREF

### Trains de banlieue: des usagers satisfaits

Le retour aux anciens horaires sur la ligne de trains de banlieue de Deux-Montagnes, qui dessert les banlieues nord et ouest de la métropole, s'est déroulé à merveille, hier, selon les témoignages de nombreux habitués de ces services. Après avoir traversé des semaines de turbulence, ponctuées de pannes, de retards et d'inconfort extrême dans des wagons trop pleins depuis le 12 janvier dernier, tous les usagers joints hier par *La Presse* ont noté une nette amélioration des

services sur tous les plans. Les trains étaient à l'heure, à quelques minutes près, les passagers qui étaient debout pouvaient se déplacer librement dans les allées et les navettes mises en place pour conduire le trop-plein des passagers vers les stations de métro étaient toutes vides. Un usager régulier du train de Deux-Montagnes a toutefois fait remarquer, hier, à *La Presse*, qu'il préférerait patienter quelques jours avant de porter un jugement sur la décision de l'Agence métropolitaine de transport de rétablir ces horaires. Il a notamment souligné que de nombreux usagers réguliers du train sont en vacances cette semaine.

- Bruno Bisson

## VIVEZ UNE AVENTURE CORPO!

**Traîneau à chiens & Soirée feu de camp GRATUITS lors de votre réunion**



**GRATUIT**

**1 888 378-3735 www.esterel.com**

**À seulement 1 heure au nord de Montréal, au coeur des Laurentides**

Certaines conditions s'appliquent. Pour un temps limité. Minimum 10 chambres, 10 minutes de traîneau à chiens.



# Les élus ou les technocrates ?



**MICHÈLE  
OUIMET**  
CHRONIQUE

Montréal est surgouverné. Les structures s'empilent: 19 arrondissements, une ville centrale, 15 municipalités défusionnées et un conseil d'agglomération qui coiffe tout ce beau monde qui vit sur l'île.

À cette orgie de strates, il faut ajouter une autre couche: la Communauté métropolitaine (CMM) créée en 2001 dans la foulée des fusions. La CMM gère les dossiers qui touchent les 82 villes de la grande région de Montréal, de Mirabel à Mont-Saint-Hilaire.

Les transports en commun souffrent de la même enflure: Laval, Montréal et Longueuil ont des sociétés de transport (STL, STM, RTL) et les villes de banlieue ont des conseils intermunicipaux de transport. L'Agence métropolitaine (AMT) chapeaute le tout. La CMM, qui couvre, en gros, le même territoire, s'occupe aussi de transport, mais son mandat est vague, dilué.

Le vrai patron, c'est l'AMT. Surgouvernés, les transports en commun? You bet! Un exemple,

un seul, souligne à gros traits la paralysie qu'engendre ce millefeuille de structures: la voie réservée sur Pie-IX.

Oh, le beau dossier! Simple en apparence: tracer une voie réservée sur le boulevard pour que les autobus circulent rapidement. Mais compliqué en

**Aujourd'hui, la CMM et l'AMT se pilent sur les pieds. Les élus se méfient des technocrates. Et vice-versa. Alors, je pose la question: l'AMT doit-elle bosser tout le monde? Les élus sont-ils mieux placés ?**

diabole parce que trop d'intervenants y mettent leur nez, soit l'AMT, la STM, la Ville de Montréal et quatre de ses arrondissements, dont celui du très actif André Lavallée, vice-président du comité exécutif et responsable du transport. Car Pie-IX passe dans SON arrondissement, pour ne pas dire son royaume.

Qu'est-ce que l'AMT vient faire là-dedans? Pie-IX est considérée comme une artère métropolitaine. Elle tombe donc sous sa juridiction. Mais l'AMT doit s'entendre avec Montréal.

La voie réservée a été fermée en 2002 à la suite de la mort de deux piétons. Question: comment la rouvrir de façon sécuritaire? Sept ans plus tard, la question est toujours pendante.

L'AMT a fait faire 11 scénarios. La Ville a opté pour le plus cher. Après tout, ce n'est pas elle qui paie, mais Québec. Pourquoi se contenter d'une petite voie chenue, alors qu'elle pourrait avoir la totale? Le problème, c'est qu'il faudrait couper des arbres – beaucoup d'arbres – dans Hochelaga-Maisonneuve.

par des technocrates. La CMM, elle, est dirigée par des élus. L'AMT veille sur les milliards que Québec investit dans les transports en commun. Les élus digèrent mal l'idée d'être à la merci des technocrates.

Qui doit s'occuper du transport, la CMM? Pas sûr.

La CMM est un lobby de maires qui ont trop souvent le nez collé sur leur nombril et leur porte-monnaie. Lorsque le dossier du transport atterrit sur leur table, les élus ont deux idées en tête: est-ce que je peux attirer le projet dans ma cour et comment puis-je réduire ma contribution? Pour la vision régionale, on peut repasser.

L'AMT étudie les besoins de la région et établit une liste de priorités: un tramway ici, une voie réservée là, des trains de banlieue là-bas, etc. Bien sûr, elle consulte, mais ultimement, c'est elle qui décide.

Le maire de Montréal veut un tramway qui traversera le Vieux-Montréal? L'AMT trouve que c'est une mauvaise idée. Le tramway se retrouve donc à la fin de sa liste. Comme c'est Québec qui paie et que l'AMT est le bras de Québec, le maire de Montréal aura son tramway dans la semaine des quatre jeudis.

C'est donc le président de l'AMT, Joël Gauthier, qui tranche. Un non-élu. Pire, une nomination politique.

Avant d'atterrir à l'AMT, Joël Gauthier était directeur général du Parti libéral du Québec.

Pas étonnant que les maires rêvent de mettre le grappin sur l'AMT. La CMM est prête à l'avaler. Les élus pourraient enfin contrôler la créature et avec elle, les milliards de Québec.

Les élus peuvent-ils faire le travail à la place de l'AMT? Pourront-ils s'entendre? Pas sûr. Le seul fait d'armes de la CMM a été la création d'un logo à 687 000\$. Bien peu de gens connaissent cette bibitte à 82 têtes.

Au tournant des années 1990, le gouvernement a créé le Conseil métropolitain de transport en commun (CMTC), un regroupement d'élus chargé de gérer les dossiers régionaux. Mais le CMTC s'est vite enlisé dans les chicanes. En 1996, le gouvernement l'a remplacé par une agence dirigée par des non-élus, l'AMT. Cinq ans plus tard naissait la CMM.

Aujourd'hui, la CMM et l'AMT se pilent sur les pieds. Les élus se méfient des technocrates. Et vice-versa. Alors, je pose la question: l'AMT doit-elle bosser tout le monde? Les élus sont-ils mieux placés ?

Aucune idée. Une chose est certaine: la structure actuelle ne fonctionne pas.

COURRIEL  
Pour joindre notre chroniqueuse: [michele.ouimet@lapresse.ca](mailto:michele.ouimet@lapresse.ca)

## 1 million pour rénover des locaux de Moisson Montréal

BERNARD BARBEAU  
LA PRESSE CANADIENNE

Moisson Montréal pourra faire les rénovations et réaménagements dont sa banque alimentaire a besoin grâce à une aide financière de 934 395\$ du gouvernement du Québec.

L'organisme caritatif allongera une somme équivalente, ce qui porte le coût total des travaux à près de 1,9 million de dollars.

C'est Jacques Dupuis, le ministre de la Sécurité publique, qui en a fait l'annonce, hier, dans les locaux de Moisson Montréal, situés dans sa circonscription de Saint-Laurent. Le gouvernement de Jean Charest a consenti cet argent dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités.

« C'est une œuvre extrêmement belle, c'est une œuvre de générosité, a déclaré M. Dupuis au sujet de l'organisme. Moisson Montréal a une mission qui, jour après jour, peu importe le temps politique, peu importe le temps économique, est une mission importante. Mais s'ajoute actuellement la crise économique qui fait en sorte que la mission est encore plus valorisante pour les gens qui la font, plus valorisée par ceux qui reçoivent les services. »

Le contexte économique vient évidemment compliquer les choses pour une telle organisation.

« Au niveau des entreprises, je vous dirais que ça va être un effort de sollicitation ardue, de plus en plus », a expliqué Christian Lamarre, président du conseil d'administration de Moisson Montréal.

« On n'a pas encore senti directement ces effets-là, a-t-il indiqué, mais ce n'est pas que de l'argent que l'on doit aller chercher chez Moisson Montréal, c'est aussi des denrées alimentaires, et de ce côté-là, je peux vous dire qu'il y a des baisses. »

Les travaux permettront d'augmenter la capacité d'entreposage des denrées de Moisson Montréal, de même que l'efficacité énergétique de ses installations. Le projet prévoit notamment la construction d'un congélateur plus adéquat, le réaménagement des chambres froides existantes et l'aménagement de deux nouveaux quais de chargement et de déchargement, en plus de la modernisation des quais existants.

Créé en 1984, l'organisme Moisson Montréal est la plus importante banque alimentaire du pays.

**Boudreau**

Nicolas Boudreau, 34 ans

Allergique aux agendas

Phobie: prévoir ce qu'il fera demain.

Philosophie: pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple?

DATE LIMITE : 2 MARS

## MON PROFIL. MON REER.

Vous aimez quand c'est simple, il n'y a pas de raison qu'il en soit autrement pour vos placements. Avec **les REER par versements périodiques**, cotiser, ça se fait tout seul.

- Versements automatiques selon le montant et la fréquence choisis.
- Permet d'épargner de façon régulière sans devoir y penser.

Rencontrez votre conseiller de Desjardins sans tarder.

Pour vos REER, c'est plus qu'une banque. C'est Desjardins.

REER PAR VERSEMENTS PÉRIODIQUES

1 800 CAISSES [desjardins.com/reer](http://desjardins.com/reer)

**Desjardins**

Conjuguer avoirs et êtres

## ACTUALITÉS

224 millions pour réaménager l'échangeur Dorval

## La navette ferroviaire se fait attendre

JUDITH LACHAPPELLE

Le tout nouvel échangeur à Dorval rendra plus facile la circulation des automobiles et autobus vers l'aéroport. Même les cyclistes et les piétons y trouveront leur compte. Mais pour les passagers de train? La navette ferroviaire entre le centre-ville et l'aéroport reste toujours à l'état de projet.

L'impatience se sentait hier dans les voix du vice-président du comité exécutif de la Ville de Montréal, André Lavallée, et du président d'Aéroport de Montréal (ADM), James C. Cherry. Même si l'annonce du réaménagement de l'échangeur Dorval réjouit tous les acteurs publics et parapublics qui y sont impliqués, l'absence de navette ferroviaire fait languir ses plus ardents promoteurs.

M. Lavallée a d'ailleurs qualifié les travaux de l'échangeur de « première phase » d'un chantier qui devra inclure un lien ferroviaire direct entre le centre-ville de Montréal et son aéroport. « Personnellement, je trouve très inspirant de voir qu'ADM a inclus une future gare dans ses développements », a lancé M. Lavallée en conférence de presse. Le nouvel immeuble aéroportuaire, lieu de passage obligé des voyageurs en partance vers les États-Unis, a prévu un espace pour la gare de la future navette ferroviaire.

Mais la locomotive n'est pas encore sur les rails. Au moins, dit M. Lavallée, les représentants des portefeuilles publics et parapublics sont tous réunis autour de la même table depuis plus d'un an pour en arriver à une entente. Les résultats d'une étude – qui doit notamment estimer les coûts du projet et son tracé final – sont attendus au début de l'été. Pourrait-il y avoir une annonce officielle avant la fin 2009? Personne n'ose trop s'avancer. « La navette doit se faire », dit M. Lavallée. « L'annonce devrait avoir lieu », ajoute M. Cherry.

Situation existante



Aménagement proposé



## LE NOUVEL ÉCHANGEUR DORVAL EN BREF

1- Liaisons entre l'autoroute 520 (Côte-de-Liesse), l'autoroute 20 (Jean-Lesage) et l'aéroport. 2- Prolongement de l'avenue Dorval vers le nord jusqu'à l'avenue Michel-Jasmin. 3- Construction d'un nouveau terminus Dorval de la STM. 4- Aménagement de trottoirs et pistes cyclables pour accéder au terminus de bus, à la gare de train de banlieue Dorval et à l'aéroport.

C'est que l'implantation d'une navette risque de coûter cher – près de 700 millions selon certaines estimations. Ce qui est beaucoup plus que les 224 millions du projet de réaménagement annoncé hier. Construit en 1960, l'échangeur ne suffit plus pour absorber le flot de voyageurs qui transitent dans le secteur. Le projet avait été d'abord évalué

à 150 millions de dollars, mais son budget a été revu à la hausse après modifications.

Les travaux doivent commencer à l'été, avec la construction de nouveaux viaducs au-dessus de l'autoroute 20 et de la voie ferrée. D'autres appels d'offres seront lancés au printemps et le réaménagement devrait être achevé en 2013.

Le ministère du Transport du Québec a versé 89 millions de dollars, le gouvernement canadien a ajouté 55 millions (plus 20 millions pour les transports en commun), la Ville de Montréal a allongé 40 millions et ADM, 20 millions.

La circulation locale sera améliorée grâce au prolongement de l'avenue Dorval sous l'autoroute

20, en plus de l'aménagement de trottoirs et pistes cyclables. Les nouveaux liens entre les autoroutes et l'aéroport permettront une circulation plus fluide. Il sera possible de passer directement de l'aéroport à l'autoroute sans s'empêtrer dans un rond-point. « Les passagers arriveront plus détendus à l'aéroport », a noté M. Cherry. Et ça, c'est bien. »

MINI.CA



## AU DIABLE LA CRISE, VIVE LA TEMPÊTE.

COOPER CLASSIQUE  
2009299\$  
/MOISCOOPER  
2009 Ensemble confort inclus349\$  
/MOISCOOPER CLUBMAN  
2009 Ensemble confort inclus369\$  
/MOIS0\$  
Versement initial

Location de 48 mois

L'ensemble confort inclut un toit ouvrant panoramique et des sièges avant chauffants

CONTRÔLE DYNAMIQUE DE LA STABILITÉ • RÉPARTITEUR DE FREINAGE ÉLECTRONIQUE  
• ASSISTANCE EN PENTE • GICLEURS DE LAVE-GLACE CHAUFFANTS • RÉTROVISEURS EXTÉRIEURS CHAUFFANTS • VOLANT MULTIFONCTION AVEC RÉGULATEUR DE VITESSE

### TAUX DE FINANCEMENT À L'ACHAT À PARTIR DE 2,9%\*

5,3 L/100 KM SUR AUTOROUTE  
7,1 L/100 KM EN VILLE  
Gagnant d'un prix écoÉNERGIE†

PASSEZ DÈS MAINTENANT CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE MINI POUR UN ESSAI ROUTIER.

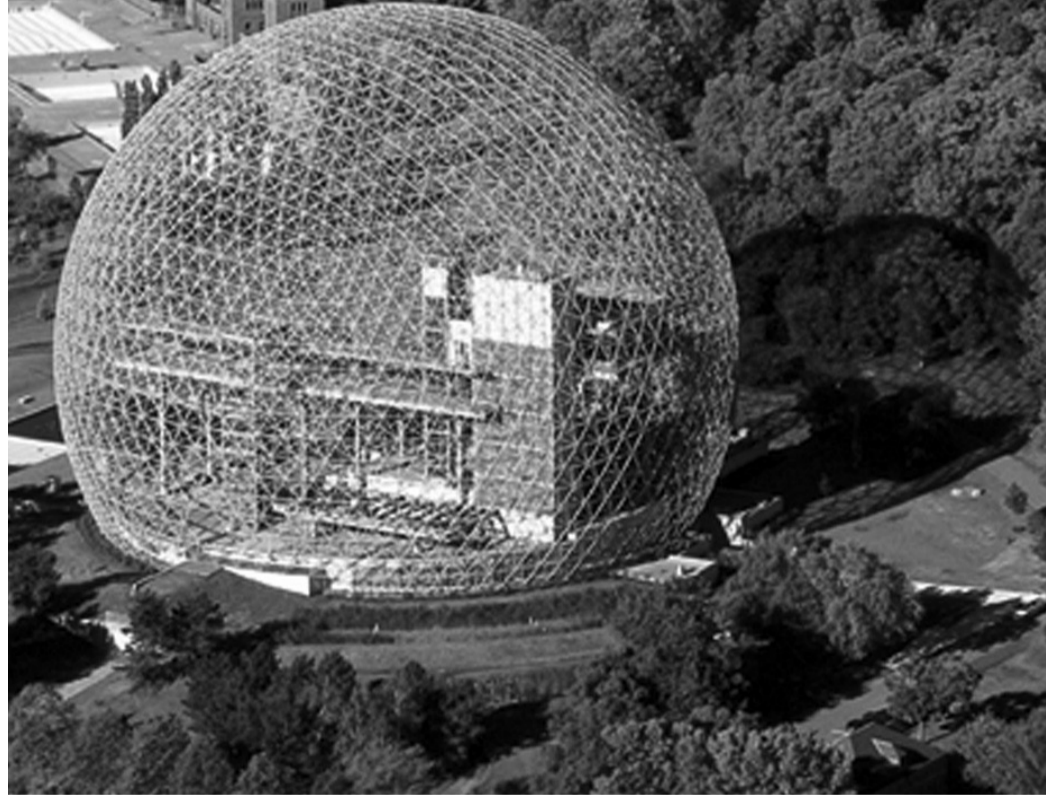
MINI BROSSARD  
8500, boul. Taschereau Ouest  
Brossard (Québec)  
450 445-MINI (6464)  
WWW.MINIBROSSARD.COM

MINI LAVAL  
2450, boul. Chomedey  
Laval (Québec)  
514 773-MINI (6464)  
WWW.MINILAVAL.CA

MINI MONT ROYAL  
4070, rue Jean-Talon Ouest  
Montréal (Québec)  
514 289-MINI (6464)  
WWW.MINIMONTROYAL.CA

\*Taux de location offert par les Services financiers MINI sur approbation de crédit seulement. Par exemple: le prix de détail suggéré d'une MINI Cooper Classique avec boîte manuelle à 6 vitesses est de 22 800 \$ (Cooper avec ensemble confort (aec): 26 300 \$; Cooper Clubman avec ensemble confort (aec): 27 900 \$); la location de ce véhicule à un taux de location annuel de 5,9 % pour un terme de 48 mois, sans versement initial (sur approbation de crédit seulement), requiert des mensualités de 296,46 \$ (Cooper (aec): 349,98 \$; Cooper Clubman (aec): 369,92 \$). L'offre requiert la participation du concessionnaire. L'enregistrement d'une hypothèque mobilière (jusqu'à 90 %), le dépôt de sécurité, le premier paiement et les taxes sont en sus et requis à la signature du contrat de location. Les frais de transport et de préparation de 1 695 \$ et les frais d'administration du concessionnaire (s'il y a lieu) sont en sus. Le montant total déboursé à la fin du terme se chiffrera à 14 691 \$ plus taxes, frais du concessionnaire et frais de transport et de préparation (Cooper: 19 252 \$; Cooper Clubman: 20 249 \$). Les options, les taxes et les assurances additionnelles sont en sus. Valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme: 12 788 \$ (Cooper: 13 939 \$; Cooper Clubman: 14 787 \$). Le kilométrage annuel alloué pour la durée du contrat est de 20 000 km; des frais de 0,15 \$ par kilomètre excédentaire seront exigés. Des frais peuvent être exigés pour usage excessif. Le véhicule doit être livré au plus tard le 2 mars 2009. Offre suivant disponibilité et sous réserve de modifications. Certaines conditions s'appliquent. Le véhicule sur la photo est utilisé à titre indicatif seulement et peut inclure certaines options pouvant différer de celles du modèle offert. Taux de financement à l'achat de 2,9 % offert sur une période de 36 mois. †La MINI Cooper à transmission manuelle est gagnante du prix écoÉNERGIE pour le véhicule le plus écoénergétique, catégorie des sous-compactes. Les résultats sont basés sur les cotés de consommation de carburant EnerGuide publiés par Ressources naturelles Canada. Consultez votre concessionnaire MINI ou visitez MINI.CA pour plus de renseignements.

# Biosphère Musée de l'environnement



## Apprenez tout en vous amusant

- Participez à nos visites guidées et à nos animations scientifiques
- Découvrez nos expositions interactives
- Visitez notre Maison écologique
- Bricolez dans l'atelier de création écologique
- Embrayez au vert avec le jeu 3-D sur l'écotransport et *Adieu bazou*

## Relâche scolaire du 28 février au 8 mars

- **Découvrez le Nord:**
  - Construisez un inukshuk
  - Découvrez une carte polaire géante
  - Obtenez une photo souvenir à bord d'un kayak devant un iceberg
  - Visitez une expo de photos géantes
- Venez rencontrer le clown magicien de 3Rcadabra!
- **ENTRÉE GRATUITE POUR TOUS**



**Biosphère**  
Musée de l'environnement



Environnement  
Canada

Environnement  
Canada



Île Sainte-Hélène, Montréal (Québec)  
Métro Jean-Drapeau – 514-283-5000  
www.biosphere.ec.gc.ca

Canada

Relance de l'économie Rapport du Centre canadien de politiques alternatives

# Harper mise trop sur le plan Obama

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le gouvernement Harper table beaucoup trop sur les mesures de relance proposées par l'administration de Barack Obama pour extirper le Canada de la récession, estime le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA).

Et le refus des conservateurs d'adopter des mesures de relance plus musclées au pays risquent de provoquer de vives tensions entre le gouvernement Harper et l'administration démocrate du nouveau président des États-Unis, ajoute le CCPA dans un rapport sur les relations canado-américaines qui sera divulgué aujourd'hui.

Ce rapport, que *La Presse* a obtenu hier, se penche sur l'avenir des relations entre le Canada

et les États-Unis maintenant que Barack Obama est solidement installé à la Maison-Blanche.

Ce rapport est publié à deux jours de la visite officielle du président américain au Canada, sa toute première sortie à l'étranger depuis son investiture le 20 janvier. M. Obama doit arriver vers 10h jeudi matin pour une visite de travail d'environ huit heures à Ottawa.

Selon le directeur général du CCPA, Bruce Campbell, le Canada est loin de faire l'effort recommandé par le Fonds monétaire international aux principaux pays industrialisés pour relancer l'économie mondiale.

Le FMI exhortait des mesures budgétaires équivalant à 2% du produit intérieur brut de la part de chacun des pays membres

pour stimuler leur économie respective et, par ricochet, celle de la planète. Or, selon les calculs du directeur parlementaire du budget, Kevin Page, les mesures de relance du dernier budget du ministre Jim Flaherty représentent 0,7% du PIB. Par comparaison, le plan de relance adopté par le Congrès américain (environ 800 milliards US) équivaut à 2,7% du PIB américain. Le gouvernement Harper rejette toutefois les calculs de M. Page.

« Si j'étais le président des États-Unis, je m'inquiérais de voir que le Canada tente de surfer sur le plan de relance américain pour relancer sa propre économie, affirme M. Campbell. Et j'exercerais des pressions sur le premier ministre du Canada pour qu'il

fasse sa part afin d'augmenter les chances d'une reprise rapide de l'économie nord-américaine et de la planète. »

## Insuffisance des mesures

Dans son dernier budget, le gouvernement Harper a annoncé une panoplie de mesures pour relancer l'économie, en récession depuis le dernier trimestre de 2008, dont de nouveaux investissements dans les projets d'infrastructures et des investissements pour stimuler la construction au pays.

Ce budget prévoit un déficit de 34 milliards de dollars en 2009-2010 et de 30 milliards durant l'exercice suivant. En tout, le gouvernement Harper prévoit 85 milliards de dollars de déficit au cours des quatre prochaines

années avant de renouer avec l'équilibre budgétaire en 2014.

Mais selon Bruce Campbell, le Canada peut et doit en faire davantage étant donné qu'il dispose d'une marge de manœuvre plus importante que les autres pays du G7. Le Canada est en effet le pays le moins endetté du groupe et est entré en récession en ayant en poche une situation financière beaucoup plus reluisante que celle des États-Unis par exemple.

« Nous sommes confrontés à la plus importante récession depuis les années 30 et jusqu'ici le premier ministre Stephen Harper a déposé un plan de relance minimaliste et augmenté les tensions en critiquant le plan Buy American des États-Unis », estime M. Campbell dans son analyse.

## GUANTÁNAMO

### La Charte ne s'appliquera pas à deux ex-Montréalais

COLIN PERKEL  
LA PRESSE CANADIENNE

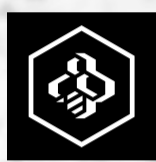
TORONTO — Deux anciens résidents de Montréal détenus à Guantánamo pour de présumés liens avec des terroristes n'auront pas accès aux documents des services de renseignement canadiens reliés à leur cas.

La Cour fédérale a indiqué hier que les deux hommes n'avaient pas le droit d'avoir accès à des informations les concernant puisqu'ils ne sont pas citoyens canadiens et ne font pas l'objet de procédures judiciaires au Canada. Par conséquent, la Charte des droits et libertés ne s'applique pas à eux.

L'avocat des deux hommes s'est dit déçu mais pas surpris. « Je croyais qu'il était clair, en Cour suprême, que la Charte allait s'appliquer si les enquêteurs ou les interrogateurs sont des ressortissants canadiens », a dit M<sup>e</sup> Whiting, joint à Edmonton. Pour justifier leur demande, les deux hommes ont invoqué une décision de la Cour suprême du Canada permettant l'accès aux renseignements canadiens dans le cas du citoyen canadien Omar Khadr, détenu à Guantánamo.

## PRÉCISION

Un lecteur doté d'un excellent sens de l'observation, Robert N. Wilkins, nous a fait remarquer que le président Richard M. Nixon n'est pas venu une seule fois au Canada, comme nous l'affirmions dans notre numéro du samedi 14 février, mais bien deux fois. Sa première visite en sol canadien est survenue le 27 juin 1969 — à quelques jours de la conquête de la Lune — à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de l'inauguration de la voie maritime du Saint-Laurent. Le président des États-Unis avait alors rencontré le premier ministre du Canada, Pierre Elliott Trudeau, à Terre des Hommes.



# Dubuc

Louise Dubuc, 45 ans

Loisir: congrès de design de mode

Peur bleue: tomber malade

Son rêve: lancer sa propre collection de vêtements

Verse 5 000 \$ par année dans son REER

## MON PROFIL. MA SÉCURITÉ FINANCIÈRE.

Vous investissez un montant important dans votre REER à chaque année. Mais pourrez-vous toujours le faire s'il survient un imprévu? Avec l'assurance invalidité et santé, vous êtes certain de ne pas être pris au dépourvu.

- Pour faire face à vos obligations: versements mensuels en cas d'invalidité, montant libre d'impôt en cas de maladie grave ou rente mensuelle non imposable en cas de perte d'autonomie
- Permet de vous consacrer à votre mieux-être sans tracas financier

Parce que la réalisation de vos projets passe par votre sécurité financière, demandez à rencontrer le conseiller en sécurité financière<sup>1</sup> de votre caisse.

ASSURANCE VIE,  
INVALIDITÉ ET SANTÉ

desjardins.com



**Desjardins**  
Sécurité financière<sup>MD</sup>

Conjuguer avoirs et êtres

Vie, santé, retraite

<sup>1</sup> Employé de Desjardins Sécurité financière, cabinet de services financiers.  
<sup>MD</sup> Marque de commerce propriété de Desjardins Sécurité financière

1691701A

**ERRATUM**  
Une erreur s'est glissée dans l'annonce de **MÉTRO MAZDA** parue à la page 11 du cahier Auto de *La Presse* du 16 février 2009. Pour le véhicule Mazda CX-7 2009, le prix indiqué était de 13 995 \$ alors que nous aurions dû lire 28 695 \$.

Toutes nos excuses pour les inconvénients que cette situation aurait pu occasionner.

**Week-ends visites libres à Montréal**

PLUS DE **60** projets résidentiels neufs à découvrir...  
Dernière chance les 21 et 22 février de 12h à 17h  
C'est le temps de magasiner votre propriété!

Renseignements: 514-255-7683  
Tous les détails sur le site:

En collaboration avec: DuProprio.com, TETI GARANTIE MAISON NEUVES APCHM, Montréal, NOVOClimat

[www.visiteslibresamontreal.com](http://www.visiteslibresamontreal.com)

## POLITIQUE

## Consultations prébudgétaires à Québec

## Le rapport Montmarquette déterré

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Le gouvernement Charest réhabilite le rapport Montmarquette proposant des hausses de tarifs de toutes sortes, un document qu'il s'était empressé d'envoyer sur les tablettes lors de sa sortie, il y a un peu moins d'un an. Dans le cadre de ses consultations d'avant budget, Québec évoque également d'éventuelles compressions dans «certains services» publics.

Depuis vendredi, la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, convie les Québécois à participer à une consultation en ligne sur le budget qu'elle présentera le mois prochain et qui sera déficitaire malgré ses engagements électoraux.

Six questions sont posées aux internautes. La Dame de fer des

faire un choix, le gouvernement propose, via un hyperlien, la lecture du rapport du Groupe de travail sur la tarification des services publics, présidé par l'économiste Claude Montmarquette.

Ce rapport, déposé en avril 2008, recommande la fin de la «culture de la gratuité» et de la «sous-tarification» des services publics. Il propose une hausse importante des tarifs d'électricité et des droits de scolarité, une augmentation des frais dans les garderies subventionnées, l'installation de compteurs d'eau, l'introduction de péages sur toutes les nouvelles routes et aux entrées de l'île de Montréal. Le comité Montmarquette préconise le principe de l'utilisateur-payeur afin de rendre plus efficace et transparente la tarification gouvernementale.

**Le rapport Montmarquette propose notamment une hausse importante des tarifs d'électricité et des droits de scolarité, une augmentation des frais dans les garderies subventionnées et l'installation de compteurs d'eau.**

libéraux demande par exemple: «Pour atténuer les impacts de la crise économique sur les finances publiques du Québec, quels gestes devraient être prioritaires par le gouvernement?»

Les choix de réponse, limités à trois et devant être classés par ordre de priorité, donnent un bon indice de ce qui attend les Québécois dans le prochain budget:

- réduire les dépenses dans certains programmes et services;
- augmenter la tarification de certains services publics;
- suspendre les versements au Fonds des générations, qui sert à rembourser la dette.

Afin d'aider les internautes à

Or, le gouvernement Charest avait enterré dès sa sortie ce rapport qu'il avait lui-même commandé. «Dans le rapport, ce qui m'a frappée le plus probablement, c'est le niveau élevé déjà de tarifs qui existe au Québec. Quand on exclut la RAMQ, la CSST et Hydro-Québec, il y a quand même 6 milliards de dollars de tarifs. Et, quand on inclut tous les autres, c'est 22 milliards de dollars de tarifs qui existent actuellement», avait dit Monique Jérôme-Forget le 10 avril. Elle associait ce rapport essentiellement à une démarche pédagogique sur la tarification actuelle des services publics.

Les hausses tarifaires propo-

sées «ne sont pas sur l'écran radar du gouvernement», avait-elle ajouté. La ministre n'a plus parlé du rapport par la suite.

Le contexte économique a changé depuis. Et le gouvernement a décidé de déterrera le rapport dans le cadre de ses consultations précédant le dépôt du budget.

Au cours des derniers jours, le premier ministre Jean Charest a ouvert la porte à des hausses de tarifs, sauf dans les garderies à 7\$ par jour. Il refuse d'intervenir auprès des sociétés d'État pour freiner les augmentations tarifaires qui se présentent à l'horizon, à Hydro-Québec, la Régie des rentes, la SAAQ et l'assurance parentale par exemple.

La Régie des rentes et la SAAQ sont des déposants de la Caisse de dépôt et placement. Elles sont directement touchées par les pertes du bas de laine des Québécois sur les marchés financiers. Ces pertes atteindraient 38 milliards de dollars, une chute de 26%.

Au chapitre des compressions dans «certains programmes et services», Monique Jérôme-Forget a promis la semaine dernière de ne pas sabrer les services de santé et d'éducation. Ailleurs, les «services essentiels» seront maintenus, s'est contentée de dire sa collègue du Trésor, Monique Gagnon-Tremblay.

Dans son questionnaire en ligne, Monique Jérôme-Forget demande aux Québécois s'ils sont d'accord pour que «le gouvernement effectue temporairement un déficit, considérant la conjoncture actuelle». Peu importe l'avis des internautes, le budget 2009-2010 sera écrit à l'encre rouge, comme l'a confirmé la ministre la semaine dernière. En campagne électorale, il y a moins de trois mois, les libéraux avaient pourtant promis de maintenir l'équilibre budgétaire.



PHOTO JACQUES BOISSINOT, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Depuis vendredi, la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, convie les Québécois à participer à une consultation en ligne sur le budget qu'elle présentera le mois prochain et qui sera déficitaire malgré ses engagements électoraux.

## CETTE ANNÉE, MAXIMISEZ VOTRE COTISATION.

Cette année, obtenez une deuxième opinion sur les deux super options disponibles pour investir vos dollars : le compte d'épargne libre d'impôt et le régime enregistré d'épargne-retraite. Chacun d'eux offre des avantages uniques en fonction de votre situation personnelle et de vos objectifs. Un conseiller Scotia<sup>MD</sup> pourra vous aider à faire le choix qui vous convient vraiment.

Pour rester dans la direction du bon sens, parlez à un conseiller Scotia ou visitez [banquescotia.com/deuxiemeopinion](http://banquescotia.com/deuxiemeopinion)

**NOUS POUVONS VOUS AIDER À FAIRE VALOIR VOS AVOIRS.**

Vous êtes plus riche que vous le croyez.<sup>MC</sup>

 **Groupe Banque Scotia<sup>MD</sup>**

<sup>MD</sup> Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse. Le Groupe Banque Scotia renvoie à La Banque de Nouvelle-Écosse, à Scotia Capitaux, à La Société de fiducie Banque de Nouvelle-Écosse et à Placements Scotia Inc.  
<sup>MC</sup> Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse.

# Le PQ demande le gel des tarifs

## « On va laisser jouer les mécanismes », rétorque Jean Charest

KARIM BENESEAIEH  
ET DENIS LESSARD

Plutôt que de laisser les sociétés d'État hausser leurs tarifs, comme il l'a réaffirmé hier, le premier ministre Jean Charest devrait imposer un « gel tous azimuts » tant que durera la crise économique, estime Pauline Marois.

Selon la chef du Parti québécois, augmenter les tarifs en ce moment reviendrait à « accabler la classe moyenne et les plus démunis ». Si ces hausses sont motivées par le rendement catastrophique de la Caisse de dépôt, « que M. Charest fasse la lumière, toute la lumière sur la situation des finances publiques », demande la chef de l'opposition.

« M. Charest doit la vérité aux citoyens du Québec, a lancé M<sup>me</sup> Marois en conférence de presse hier matin à Saint-Constant, au sud de Montréal. C'est carrément inadmissible de constater la façon dont travaille le gouvernement actuel. Il y a un mois, il n'y avait pas de déficit. Maintenant, il y aura un déficit, mais on n'en connaît pas l'ampleur. On ajoute l'insulte à l'injure quand M. Charest nous dit: "Je ne m'occuperai pas de la question des tarifs". Il est complètement irresponsable d'agir comme il le fait. »

Selon M<sup>me</sup> Marois, Jean Charest « joue avec les nerfs des Québécois » en envoyant des informations contradictoires sur l'état de l'économie. « Cette façon insidieuse mine la confiance de la population, un élément pourtant essentiel pour un gouvernement afin de traverser une crise économique », accuse-t-elle.

L'an dernier, a rappelé le PQ, le gouvernement Charest était pourtant intervenu avec succès auprès de la Régie de l'énergie. Hydro-Québec demandait alors l'autorisation d'imposer des hausses de 4,4 % aux consommateurs, mais de seulement 1,4 % aux industries. Dans un décret adopté discrètement le 19 décembre 2007, le gouvernement Charest avait interdit à la Régie d'accepter cette formule.

M<sup>me</sup> Marois est intervenue tout de suite après que le premier ministre Charest eut, à Québec, indiqué qu'il n'était pas question pour le gouvernement de geler les tarifs de l'ensemble des sociétés d'État.

« Il y des mécanismes de prévis, on va les laisser jouer. De notre point de vue à nous, la position est exactement la même qu'avant et pendant la campagne électorale. On a été beaucoup interrogés là-dessus », a soutenu M. Charest.

### Tributaires de la Caisse

Beaucoup des sociétés d'État qui assurent des services à la population ont depuis longtemps placé leurs fonds de stabilisation à la Caisse de dépôt et placement. Les résultats désastreux du bas de laine des Québécois font prévoir le pire pour la Régie des rentes, qui a plus de 40 milliards à la CDP. La CSST en compte 11 milliards et la Société de l'assurance automobile du Québec, 8 milliards. Le REGOP, le fonds qui gère le fonds de retraite des employés du secteur public détient le tiers des fonds de la CDP — soit environ 50 milliards au début de 2008.

Or, la Caisse affichera un rendement négatif de 26 % selon les données publiées il y a deux semaines par *La Presse*. Les gagnantes de ces sociétés d'État seront rognées du quart.

En plus, la CDP s'appête à déprécier les papiers commerciaux adossés à des actifs à hauteur de 45 % environ, une mauvaise nouvelle supplémentaire pour ces organismes. La Régie des rentes détenait 3 milliards de ces créances boiteuses, la Société de l'assurance automobile 634 millions, la CSST, 780 millions. Le REGOP en détenait 4 milliards.

Théoriquement, les calculs actuariels pourraient forcer une revue aussi importante qu'automatique des cotisations. Mais on explique que dans chacun des cas, il y a des possibilités d'étalement dans le temps de ces fluctuations, pour réduire l'impact pour les contribuables.

À la Régie des rentes, on doit faire une revue en profondeur du programme ce printemps. Cette révision devait être faite l'an dernier, mais elle a été décalée à cause des élections. Il est clair que l'incapacité de la Caisse de

dépôt d'atteindre sa cible de 7 % de croissance à long terme forcera des hausses de cotisations plus importantes encore que celles prévues l'an passé.

### Fonds de tiroirs

La confirmation mercredi dernier d'un déficit pour 2009-2010 par la ministre des Finances Monique Jérôme-Forget a eu des répercussions dès le lendemain dans l'administration publique.

Tous les sous-ministres ont eu ordre d'identifier rapidement les dépenses de l'année en cours qui pouvaient être stoppées — une liste qui devait être produite hier, en prévision de la réunion du Conseil des ministres de demain.

Le ministère des Finances a fait valoir que l'évaluation du portefeuille immobilier de la Caisse de dépôt était toujours en cours. Cet élément compte pour le tiers du portefeuille et son évaluation prête beaucoup plus à interprétation que les résultats du marché boursier.

Les représentants des Finances ont dit à l'ensemble de la haute fonction publique que ce n'est que le 10 janvier qu'ils ont clairement vu les recettes de l'État déraiser. Les rentrées des impôts des sociétés sont en chute, tout comme les recettes de la TVQ.



Pauline Marois a réagi hier aux propos de Jean Charest sur la question du gel des tarifs des sociétés d'État. Selon la chef du PQ, augmenter les tarifs en ce moment reviendrait à « accabler la classe moyenne et les plus démunis ».

ON VOUS  
DONNE LA  
TOTALE

Une première  
dans l'industrie

5

ANS

D'ENTRETIEN<sup>6</sup>

Goodwrench

MEILLEURE  
PROTECTION  
AU PAYS

5 ans / 160 000 km\*

- GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS DU GROUPE MOTOPROPULSEUR
- ASSISTANCE ROUTIÈRE
- TRANSPORT DE COURTOISIE

\*Selon la première éventualité. Camions poids moyen exclus. Détails sur la garantie limitée chez votre concessionnaire.

OFFRESPONTIAC.CA

PONTIAC

BUICK

GMC

G3 WAVE  
5 portes  
2009

9 994\$<sup>1</sup> À L'ACHAT

+ TRANSPORT  
+ TAXES

---

= 93\$<sup>2</sup> TOUT COMPRIS

AUX DEUX SEMAINES  
FINANCEMENT À L'ACHAT POUR 84 MOIS

5,7L

AUX 100 KM

ROUTE: 5,7L/100 KM (50 mi/gal)  
VILLE: 7,9L/100 KM (36 mi/gal)<sup>3</sup>

★★★★★  
SÉCURITÉ 5 ÉTOILES<sup>4</sup>

TOUT UN PRIX. TOUT COMPRIS.

0\$

COMPTANT

11 968\$<sup>1</sup> À L'ACHAT

+ TRANSPORT  
+ TAXES

---

= 109\$<sup>2</sup> TOUT COMPRIS

AUX DEUX SEMAINES  
FINANCEMENT À L'ACHAT POUR 84 MOIS

G5 XFE  
2009

5,4L

AUX 100 KM

ROUTE: 5,4L/100 KM (52 mi/gal)  
VILLE: 8,0L/100 KM (35 mi/gal)<sup>3</sup>

MEILLEURE ÉCONOMIE  
DE CARBURANT SUR ROUTE<sup>5</sup>  
de sa catégorie  
(à l'exclusion des hybrides)

Modèle GT illustré

L'Association des concessionnaires Pontiac-Buick-GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles neufs 2009 suivants: G3 Wave 5 portes (2TV48/1SM), coupé G5 (2AJ37/1SM) et berline G5 (2AJ69/1SM). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. 1. À l'achat, préparation incluse. Transport, frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, si applicable, et les droits sur les pneus sont en sus et payables à la livraison. 2. Transport (1325\$), préparation et toutes taxes incluses. Frais d'immatriculation et assurance en sus. Aucun dépôt de sécurité requis. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, si applicable, et les droits sur les pneus sont inclus. Paiements basés sur un taux bancaire moyen de 8,0% pour des termes de 84 mois selon l'information disponible dans les institutions financières autres que GMAC au moment de la publication. Les clients qui bénéficient des prix indiqués ne peuvent se prévaloir des taux de financement réduits de GMAC, donc les clients qui optent pour un financement à un taux réduit avec GMAC verront leur taux effectif de financement augmenter. Le taux de financement peut varier selon l'historique de crédit du consommateur ou l'institution financière choisie. Communiquez avec votre concessionnaire pour en savoir davantage. 3. Selon les tests de consommation de GM conformément aux méthodes approuvées par Transports Canada pour une réserve de carburant de 10% et une capacité de réservoir de 45L pour la G3 Wave avec moteur de 1.6L et boîte manuelle 5 vitesses et de 49.2L pour la G5 XFE avec moteur de 2.2L et boîte manuelle 5 vitesses. 4. Cote de sécurité cinq étoiles pour conducteur et passager avant lors d'essais de collision frontale. Les cotes de classification du gouvernement des États-Unis font partie du programme d'évaluation des nouveaux véhicules de la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA — www.safercar.gov). 5. S'applique à la G5 XFE (2AJ37/69). Selon les données publiées dans *EnerGuide 2009* par Ressources naturelles Canada et la segmentation des véhicules GM pour les petites voitures — segment standard. 6. Offre en vigueur chez les concessionnaires GM du Canada participants à l'achat de l'un des véhicules admissibles neufs 2008 ou 2009 suivants, entre le 13 février 2009 et le 31 juin 2009: G3 Wave ou G5 de Pontiac. Le programme d'entretien expire après 60 mois/100 000 km, selon la première éventualité, à partir de la date de mise en service du véhicule. Ce programme d'entretien est un programme de marketing de GM Canada et n'est pas monnayable. L'entretien doit être fait chez un concessionnaire General Motors du Canada. Ce programme inclut l'inspection, la vidange d'huile à moteur, le changement de filtre et la permutuation des pneus, conformément à l'indicateur de vidange d'huile du véhicule, le cas échéant, ou au guide du propriétaire. Comme précisé dans le guide du propriétaire, ce programme n'inclut pas le remplacement d'autres pièces ou liquides ni les autres services qui pourraient être identifiés comme étant requis lors de l'inspection du véhicule. Rendez-vous chez votre concessionnaire pour en apprendre davantage. Cette offre est exclusive et ne peut être combinée avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants (visitez primegmgroupeclients.ca) et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.

## ÉDUCATION



PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

En mai dernier, les élèves de sept églises-écoles évangéliques ont passé les examens de fin de primaire du ministère de l'Éducation en langue (anglais ou français) et en mathématiques. On leur a donné les épreuves de l'année précédente (juin 2007).

## Évaluation des élèves des églises-écoles évangéliques

## De graves lacunes en anglais

## EXCLUSIF

MARIE ALLARD

Pour connaître la qualité de l'enseignement donné par sept églises-écoles évangéliques du Québec, le ministère de l'Éducation a fait évaluer leurs élèves en mai dernier. Il refusait depuis de dévoiler leurs résultats. Grâce à la Loi sur l'accès à l'information, *La Presse* a appris que ces enfants évangéliques ont de grandes lacunes en anglais (langue maternelle), mais que leur niveau est correct en français et en mathématiques. Les autres matières – dont les sciences – n'ont pas été évaluées.

Il faut noter que les tests ne se sont pas déroulés en lieu neutre, mais dans les églises-écoles, où les professeurs ont aidé les élèves à répondre. Cela a pu influencer leurs résultats à la hausse.

« Les enseignants ont fourni de l'aide (parfois spécifiée et quantifiée, parfois non) », écrivent les correcteurs des épreuves dans un compte rendu remis au Ministère. Du « temps supplémentaire » pour compléter les examens et des « explications de l'enseignant au besoin » ont été rapportés. « On ne peut conclure sur l'impact de cette aide sur les résultats des élèves », précisent les correcteurs.

Après avoir donné des cours illégalement pendant des années, ces églises-écoles évangéliques ont obtenu un permis pour le primaire en 2007, à condition de délaissier graduellement leur programme scolaire texan basé sur la Bible. Et à condition de faire évaluer leurs élèves chaque année.

## Moyenne de 31% en lecture chez les anglophones

L'épreuve d'anglais (langue d'enseignement) a été difficile pour les 33 enfants de fin de primaire qui l'ont passée. Leur moyenne est nettement insuffisante en lecture stratégique (31%), en analyse de texte (48%), en réponse écrite (57%) et à peine passable en jugement raisonné (60%) et en production média (63%). « Une attention particulière devra être portée aux tâches de lecture compte tenu de la faiblesse des résultats pour une majorité d'élèves », écrivent les correcteurs.

Huit enfants ont fait l'épreuve de français (langue d'enseignement). Leur compétence à lire et à écrire « correspond au niveau

Riverside (anglophone), indique la correctrice.

Les honoraires des correcteurs externes – 2950\$ selon un courriel obtenu par *La Presse* – ont été payés par l'Association des églises-écoles évangéliques du Québec (AEEEQ).

## Nouvelle évaluation externe cette année

Mécontent des articles publiés en décembre sur les écoles évangéliques, Claude Vachon, porte-parole de l'AEEEQ, n'a pas voulu donner plus de détails. « Je ne commenterai pas, a-t-il dit. Ça ne nous donne rien de donner suite, on essaie d'être positifs et vous le rendez négatif, alors ça ne m'intéresse pas. »

Au Ministère, on assure que l'aide des enseignants n'a pas eu d'impact significatif sur les résultats des enfants. Il reste que les règles seront resserrées dans les prochaines évaluations, qui auront lieu ce printemps. « Un évaluateur externe a été embauché par les écoles pour faire la passation des épreuves au primaire », a indiqué Stéphanie Tremblay, porte-parole du Ministère.

Cette année, les élèves feront les tests de sciences, de technologie et d'univers social, en plus de ceux de langue et de mathématiques. Les élèves du secondaire seront aussi évalués, « par la commission scolaire de leur territoire », a précisé la porte-parole.

Les églises-écoles ont déposé une demande de renouvellement pour leurs permis du primaire et du secondaire, qui viennent à échéance à la fin de juin. « Leur dossier est présentement à l'étude », a dit M<sup>me</sup> Tremblay.

## Les tests ne se sont pas déroulés en lieu neutre, mais dans les églises-écoles, où les professeurs ont aidé les élèves à répondre.

attendu au 3<sup>e</sup> cycle» selon les correcteurs, avec des moyennes de 74% et 71%. Leur capacité à « réagir aux textes » et à « organiser leurs idées » par écrit est cependant « à travailler ». Ils ont obtenu une maigre moyenne de 54% pour cette dernière compétence.

En mathématiques, 73,6% des élèves ont obtenu une cote acceptable ou supérieure dans les « situations d'application » et 81,5% dans les « situations problèmes ». Ces notes sont comparables à celles obtenues par les élèves de la commission scolaire

# LE SALON DE LA MOTO DE MONTRÉAL

20, 21 et 22 février 2009

PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

VENDREDI : 12 h À 22 h  
SAMEDI : 10 h À 21 h  
DIMANCHE : 10 h À 17 h

ADMISSION 13.50 \$ TAXES INCLUSES

ACADÉMIE DE PILOTAGE YAMAHA

- × Pilotez des motos au Salon!
- × Gratuit et exclusif aux enfants de 6 à 12 ans.
- × Inscription au kiosque Yamaha Moteur du Canada Ltée.

HORAIRE DE LA CLINIQUE DE SANG

Vendredi : 14 h à 20 h 30  
Samedi : 10 h à 16 h 30  
Dimanche : 10 h à 16 h

Quand les temps changent, la passion reste et s'adapte.

× Contemplez les nouveaux modèles des principaux fabricants et distributeurs : Motos, VTT, scooters, vêtements et accessoires.

× Découvrez une collection unique de motos « Custom » et personnalisées.

× Admirez les motos antiques et rencontrez les propriétaires.

× Rencontrez les nombreux concessionnaires, experts, artisans et invités spéciaux.

× Visitez le « Moto Studio » et suivez sur place la diffusion de nos émissions spéciales.

× Contribuez à notre Clinique de sang et déjeunez le « Blues » de l'hiver!

www.salonmotomontreal.com

## Vieux-Québec en forfait

**Forfait Vieux-Québec**

- 1 nuit à l'hôtel pour 2 personnes
- Petit déjeuner américain
- Frais de service

Spa du Manoir! À PARTIR DE

**145\$** TAXES EN SUS POUR 2 PERS., POUR 1 NUIT

Valide jusqu'au 30 avril 2009

**Forfait ski**

- 1 nuit à l'hôtel pour 2 personnes
- 2 billets de ski pour une journée à l'une des 3 stations
- Accès à la piscine intérieure, sauna et centre de conditionnement physique

À PARTIR DE

**205\$** TAXES EN SUS POUR 2 PERS., POUR 1 NUIT

Valide jusqu'au 30 avril 2009

HÔTEL MANOIR VICTORIA

44, côte du Palais, Vieux-Québec (Québec) G1R 4H8 • www.manoir-victoria.com

1 800 463-6283

## LES ÉGLISES-ÉCOLES

Un total de 41 élèves du troisième cycle du primaire ont été soumis aux épreuves.

- > Église-école Alpha-Oméga, Granby: 2 élèves
- > Académie chrétienne Logos, Montréal: 3 élèves
- > Église-école Faith Christian Academy, Saint-Lazare: 6 élèves
- > Académie chrétienne de la Maison du serviteur, LaSalle: 8 élèves
- > Association d'éducation chrétienne Cedar, Dollard-des-Ormeaux: 12 élèves
- > Église-école Académie chrétienne de la Petite-Nation, Saint-André-Avellin (a fermé ses portes depuis): 3 élèves
- > Église-école Centre académique de l'Outaouais, Gatineau: 7 élèves

# Réductions finales Harry Rosen

(N'attendez pas qu'il soit trop tard)

Le solde se termine dimanche

DE 30 % À 60 % DE RABAIS\* SUR TOUTE LA MARCHANDISE DÉJÀ SOLDÉE

Réductions additionnelles dans tous nos rayons. Hâtez-vous pour profiter du meilleur choix.

\*La marchandise n'est pas toute soldée. Service de retouche en sus pour les articles dont le prix est réduit de 50% ou plus et pour les chemises habillées offertes en solde.

HARRY ROSEN

CYBERPRESSE.CA

## QUIZ

Testez vos connaissances sur l'actualité sportive sur [cyberpresse.ca/quizsports](http://cyberpresse.ca/quizsports)

## REER

Pour tout savoir sur la saison des REER, lisez notre dossier complet sur [cyberpresse.ca/reer](http://cyberpresse.ca/reer)

## APPEL À TOUS

Si vous étiez à la place des élus canadiens, que diriez-vous au nouveau président? À vous de répondre sur [cyberpresse.ca/appele](http://cyberpresse.ca/appele)

PHOTO AP  
Barack Obama

NOS BLOGUES

MARC-ANDRÉ LUSSIER  
**Oscars: c'est parti!**

Les projecteurs du Festival de Berlin viennent à peine de s'éteindre que la planète cinéma se tourne maintenant du côté de Hollywood pour la cérémonie des Oscars.  
À lire sur [cyberpresse.ca/lussier](http://cyberpresse.ca/lussier)

Poursuite de  
2,5 millions

## Michel Dumont raconte son cauchemar

CHRISTIANE DESJARDINS

Ça fait 18 ans que Michel Dumont clame son innocence pour un viol qui lui a valu 34 mois de prison. Hier, dans le cadre de sa poursuite civile, l'électricien de 49 ans a replongé dans son cauchemar, pour l'expliquer en détail au juge Benoît Emery.

Se disant victime d'une erreur judiciaire, M. Dumont réclame 2,5 millions de dollars au Procureur général du Québec et à celui du Canada. La Ville de Boisbriand, qui était poursuivie aussi en raison des agissements de ses policiers, a réglé la semaine dernière avec M. Dumont. «Je suis soulagé», a dit M. Dumont au sujet de ce règlement, dont il ne peut révéler le montant puisqu'il est confidentiel. «Mais j'aurais 100 millions, ça ne réparera jamais les torts que j'ai subis.»

M. Dumont reproche à la Couronne d'avoir caché de l'information qui lui était favorable, notamment le fait que, après le procès, mais avant son appel, la victime avait émis de sérieux doutes sur l'identité de son agresseur. La femme avait été attaquée le 17 novembre 1990, en sortant de sa voiture à Boisbriand. L'agresseur lui avait mis un couteau sur la gorge et l'avait entraînée dans son appartement à elle, où il l'avait violée et brutalisée. La femme n'avait porté plainte que trois jours plus tard. Entre-temps, elle avait fait du lavage, effaçant les précieuses preuves.

Dumont, qui n'avait pas de casier judiciaire, avait été ciblé parce qu'il ressemblait au portrait-robot de l'agresseur. La victime l'a identifié sur des photos et il a été arrêté le 20 décembre 1990.

Au procès, M. Dumont a présenté une défense d'alibis, que la juge Céline Pelletier a rejetée. Déclaré coupable, il a été condamné à 52 mois de prison. Il a été libéré en attendant son appel. Mais en 1994, la Cour d'appel a rejeté son pourvoi. Il est sorti de prison en 1997, après avoir purgé les deux tiers de sa peine. M. Dumont a continué de se battre. En 2001, à la demande de la ministre Anne McLellan, la Cour d'appel a étudié son cas. Et cette fois, il a été acquitté. Il a entrepris une poursuite en dommages par la suite.

**À cause des accusations**

Hier, M. Dumont a fait valoir qu'il y a un mur entre ses enfants et lui à cause de cette erreur judiciaire, qui l'a privé de vivre ces années avec eux. Il a expliqué qu'en 1990, il venait de se séparer de son ex-conjointe, et il se battait pour avoir la garde de ses deux enfants, qui avaient alors 3 ans et 1 an. Sans cela, il aurait eu la garde, il en est certain. Ils ont plutôt été placés par la DPJ. En contre-interrogatoire, M. Dumont a dû admettre que la DPJ était intervenue bien avant, soit en 1987. Il était alors en thérapie pour un problème de «confiance en soi», et sa conjointe, dépressive, avait besoin de répit.

M. Dumont et sa conjointe de l'époque se sont séparés définitivement en juin 1990. S'il n'a pas eu ses enfants à ce moment-là, c'est parce qu'il n'avait pas encore d'appartement, dit-il. Il a demandé la garde de ses enfants en septembre 1990. M<sup>e</sup> Michel Déom, qui représente le Procureur général du Québec, lui a fait admettre qu'il avait fait une tentative de suicide ce mois-là. Lui aurait-on accordé la garde de ses enfants dans ces conditions? M<sup>e</sup> Déom estime que M. Dumont présente une version romancée des faits. Il laisse entendre que la Couronne a fait ce qu'elle devait faire avec les éléments qu'elle avait à ce moment. Le procès se poursuit ce matin au palais de justice de Montréal.

## GANG DE LA RUE PELLETIER

## Un trafiquant de cocaïne retourne en prison

CAROLINE TOUZIN

La liberté d'un trafiquant de drogues lié au gang de la rue Pelletier, Joël Samedy, aura été de courte durée. Onze mois après sa sortie de prison, la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC) l'a renvoyé terminer sa peine «en dedans», hier, lors d'une audience au pénitencier Leclerc, à Laval.

Au terme du superprocès du gang de la rue Pelletier, l'homme de 46 ans a écopé d'une peine de trois

ans et demi de prison pour trafic de cocaïne, possession de drogues et complot en 2007. Il avait obtenu sa libération conditionnelle au sixième de sa peine, moins de huit mois après avoir reçu sa sentence. Le gang de la rue Pelletier vendait de la drogue dans Montréal-Nord. Ce groupe criminel a été le premier gang de rue à être inculpé de gangstérisme au Canada.

La Commission a été patiente, accordant à M. Samedy «le bénéfice du doute» à ses premiers bris de conditions, lui ont rappelé les com-

missaires, hier, lors de l'audience tenue pour révoquer sa libération. Mais leur patience a des limites. «Le risque pour la société est inacceptable», ont-ils conclu. Joël Samedy a consommé de la cocaïne, alors que cela lui était interdit, en plus d'avoir continué à entretenir des fréquentations criminelles.

Après avoir subi un test positif à la cocaïne, il a nié avoir rechuté à son agent de libération conditionnelle. Questionné sur son mensonge, hier, M. Samedy a dit avoir menti parce qu'il avait peur de retourner

en prison. C'est la mort de son père en Haïti qui l'aurait fait rechuter. À la même période, il a découvert que l'un de ses enfants dont il a perdu la garde vendait de la drogue dans le métro de Montréal.

Depuis qu'il est de retour à Leclerc, M. Samedy fréquente un groupe d'aide pour toxicomanes. Les commissaires de la CNLC n'ont toutefois pas «senti» sa motivation à changer de vie. Samedy devra donc purger les deux tiers de sa peine avant de recouvrer la liberté.

# POUR FAIRE DES PLACEMENTS, VOUS ÊTES AU BON ENDROIT.

## LE NOM LE DIT. ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC.

Découvrez nos produits d'épargne et de retraite:

- Obligations à taux progressif • Obligations à taux fixe • Obligations à escompte • Obligations Sécuri+ • Obligations boursières
- Obligations d'épargne • Épargne Flexi-Plus • Plan Épargne Périodique par prélèvements

BONI  
DE  
1%

la première année  
pour les nouveaux  
fonds REER

- + Capital garanti à 100 % par le gouvernement du Québec.
- + Aucuns frais de gestion et d'administration.

### ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC

VOTRE  
REER  
GARANTI  
À 100%

1 800 463-5229 | [www.epq.gouv.qc.ca](http://www.epq.gouv.qc.ca)

Épargne  
Placements  
Québec



## ACTUALITÉS

## EN BREF

## Le forcené s'est livré

Après plus de quatre heures de siège, un homme barricadé dans une chambre du motel Le Marquis, dans l'est de Montréal, s'est livré pacifiquement aux policiers, vers 15h15 hier. L'homme de 45 ans, présumément impliqué dans le trafic d'armes, est sorti les mains sur la tête, vêtu d'un chandail gris et d'un simple caleçon. Par le passé, l'homme, dont le nom n'a pas été rendu public, a déjà été arrêté avec une arme chargée à bloc. Les policiers n'ont pas encore indiqué quels seront les chefs d'accusation déposés contre lui.

- Tristan Pélouquin

## Un autre membre des Syndicate arrêté

L'opération Axe a mené à l'arrestation hier d'un autre membre des Syndicate: Miguel Henrys, 38 ans, a été accusé hier de recel d'argent sale, de complot et de gangstérisme. Quatre jours après le coup de filet policier chez les Hells Angels, Henrys s'est rendu au palais de justice de Montréal, hier matin, après avoir conclu un arrangement avec le procureur de la Couronne. Un mandat d'arrêt avait été lancé contre lui. Décrit comme le conseiller de la « cli-

que» des Syndicate, filiale des Hells Angels, Miguel Henrys est sorti de prison en mai dernier, où il purgeait une peine pour avoir aidé les Hells à écouler leur drogue en centre-ville. Dès sa sortie de prison, Miguel Henrys a repris ses activités criminelles. Il a informé le gang des Bleus qu'il s'occuperait dorénavant de collecter l'argent de la vente de cocaïne au centre-ville de Montréal au profit des Syndicate.

- Catherine Handfield

## L'ado disparu à Alma reste introuvable

Les enquêteurs de la Sûreté du Québec (SQ) sont toujours sans nouvelles de David Fortin, cet adolescent de 14 ans porté disparu depuis mardi à Alma, au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Hier, une cinquantaine de bénévoles ont participé à une battue à la demande de la famille du disparu. Sa mère, Caroline Lachance, a blâmé les autorités de la polyvalente Camille-Lavoie, à Alma, où son fils était victime d'intimidation et de taxage. La SQ a par ailleurs recherché l'adolescent en Mauricie, hier, avant de conclure que les informations qu'elle avait reçues du public n'étaient pas fondées. Ce matin, les policiers concentreront leurs recherches dans la rivière Grande-Décharge d'Alma.

- Le Quotidien

## Le caïd Yvan Cech risque une lourde peine

ANDRÉ CÉDILOT

Yvan Cech a joué le tout pour le tout et... perdu. Depuis le box des accusés du palais de justice Gouin, le caïd de 65 ans a écouté impassible, hier, le juge Guy Cournoyer rejeter ses demandes d'annuler les accusations de gangstérisme ainsi que d'importation et de trafic de drogue portées contre lui - auxquelles il a pourtant plaidé coupable - à la suite de son expulsion de la République dominicaine.

Au lieu d'être libre comme l'air, Cech risque maintenant une longue peine d'emprisonnement. Les plaidoiries sur la sentence auront lieu le 27 février.

## Les deux comparses punis

Dès hier, ses deux principaux comparses, Atilio Martinez et Richard Sanschagrin, ont été condamnés à neuf et 12 ans de pénitencier. Aucun des deux n'était concerné par les requêtes en arrêt des procédures présentées par Cech.

En comptant pour le double les 33 mois de détention qu'ils ont purgés depuis leur arrestation le 11 mai 2006, Martinez et Sanschagrin ont pris le chemin de la prison hier, l'un pour trois ans et demi et l'autre pour six ans et demi. Âgé de 57 ans, Sanschagrin, qui s'est reconnu coupable de gangstérisme, devra en outre purger la moitié de sa peine avant d'être admissible à une libération conditionnelle. Quant à Martinez, 47 ans, il pourrait, théoriquement, sortir au sixième de sa peine.

Initialement, Sanschagrin et Martinez avaient demandé que le tribunal calcule en triple la période de détention préventive qu'ils ont passée dans des secteurs dits de haute protection. Le premier parce qu'il est un ancien policier et Martinez parce qu'il a craint pour sa vie en apprenant que son beau-père, Yvan Cech, avait commencé à collaborer avec la police.

«En soustrayant 33 mois additionnels, il en résulterait une sentence inappropriée qui ne servirait pas l'intérêt public et discréditerait le système de justice en raison de sa clémence exagérée», a souligné le juge Cournoyer pour expliquer son refus.



De la République dominicaine, Yvan Cech négociait avec des fournisseurs colombiens l'envoi de quantités massives de cocaïne au Québec.

Le juge Cournoyer a également écarté les deux requêtes en arrêt de procédures réclamées par Yvan Cech. Celui-ci contestait les circonstances de son expulsion de la République dominicaine et de son rapatriement à Montréal. Tout en exprimant certaines réserves quant au déroulement du processus d'extradition, le juge n'en a pas moins conclu que l'arrestation de Cech était légale. Au lendemain de son retour à Montréal, il a pu consulter un avocat.

Selon le juge, son adhésion au programme de témoins repentis a été libre et volontaire. Il a fait volte-face trois mois plus tard, après avoir fait pas moins de 29 déclarations à la police.

## Plaidoyer de culpabilité

Le 10 décembre dernier, alors que s'instruisait son procès devant un jury, il a soudainement décidé de plaider coupable à des accusations d'importations et de trafic de cocaïne, ainsi que de gangstérisme.

De la République dominicaine, il négociait avec des fournisseurs colombiens l'envoi de quantités massives de cocaïne au Québec. La drogue arrivait par bateau dans des lingots d'aluminium. Elle était en grande partie achetée par les Hells Angels. Sanschagrin s'occupait de la réception, tandis que Martinez, qui tenait un bureau de change rue Jean-Talon, faisait la livraison et collectait l'argent.

20 au 22  
février 2009

200  
EXPOSANTS

7<sup>e</sup> SALON  
DU  
**Vélo**  
EXPODIUM

Place Bonaventure  
Montréal

Vélos | Vêtements | Composantes | Accessoires | Circuits cyclables | Voyages

**EN GRANDE PRIMEUR**

- > Venez voir et essayer BIXI, le tout nouveau système de vélo en libre-service à Montréal
- > Le vélo à changement de vitesse électronique de Shimano
- > La plus importante section cyclotourisme au Canada
- > Découvrez les plus belles pistes cyclables du Québec et de l'Ontario



Vendredi: 12h à 21h

Samedi: 10h à 19h

Dimanche: 10h à 17h

Dimanche:  
Journée de la famille  
**GRATUIT POUR LES ENFANTS!**

[www.expodium.ca](http://www.expodium.ca)








# SYNTONISEZ LES CAMARADES





**JUSTE POUR LE FUN**

RICHARD TURCOTTE, GUY JODOIN,  
JEAN-CLAUDE GÉLINAS

**LUN. AU VEN. 5H30 À 9H**



## Yvan Cech Des décennies dans le crime organisé

# Le prince de la République...

ANDRÉ CÉDILOT

En République dominicaine, Yvan Cech était surnommé « le prince ». Jusqu'à son arrestation en mai 2006, il passait pour un homme d'affaires prolifique et faisait la belle vie. Il soignait son image en exploitant le réseau de contacts qu'il a développé depuis plus de 25 ans grâce à son hôtel-casino, ses propriétés et ses intérêts dans des petits commerces locaux. Sur le site DominicanToday.com, le gouvernement dominicain affirme lui avoir saisi 100 millions de dollars de biens dans cette île très prisée des touristes et de la pègre québécoise.

Originaire de Slovaquie, Cech, 65 ans, roule sa bosse depuis des décennies dans le domaine des bars et de l'hôtellerie. Avant de s'installer en République dominicaine, il a tenu des bars et des restaurants à Québec, à La Malbaie et même en Floride, où il était propriétaire, au début des années 80, du Starting Point, un des cabarets de bord de mer favoris de la faune québécoise qui passent ses hivers dans la partie de Hollywood appelée « le petit Québec ». Il avait aussi des intérêts dans un hôtel.

À l'époque, le nom de Cech est ressorti aux côtés de noms de truands comme Marcel « Chinois » Salvail, William O'Bront, Vic Cotroni, Claude Dubois, Irving

Goldstein, Gunter Immel et quelque 300 à 400 autres individus mis au ban par la Commission d'enquête sur le crime organisé (CECO) siégeant à Miami. La police américaine s'inquiétait que des gangsters canadiens aient envahi Hollywood et sa région, où ils faisaient dans le trafic de drogue, la fraude et le prêt usuraire. Ils y achetaient des motels, des bars, des restaurants et des condos. Des bandits recherchés au Canada allaient également se cacher là-bas.

Homme intelligent, Cech est vite passé en République domi-

République dominicaine et l'autre moitié au Québec, où il avait aussi une femme et deux autres enfants », a relaté un ancien employé.

### Un homme influent

Au plus fort de sa notoriété, au milieu des années 90, Cech recevait régulièrement à son restaurant des gens haut placés de l'armée dominicaine et de la police nationale venus faire la fête « sur le bras du patron », selon l'expression populaire. En retour, Cech profitait de certaines largesses quand, par exem-

dépensait de fortes sommes au black-jack. « Il pouvait gagner de grosses sommes, mais aussi perdre 60 000 ou 80 000 \$ en une soirée », se souvient l'homme qui lui a déjà servi de chauffeur. Selon lui, Cech était pratiquement toujours armé et il se déplaçait dans une Mercury. Il avait aussi une grosse limousine blanche pour les grandes occasions. Il buvait du champagne acheté au Canada et fumait des cigares haut de gamme.

« Il se disait négociant », a souligné notre interlocuteur, précisant que Cech parle pas moins de

Desjardins, très influent à Cabarete, sur l'autre versant de la République dominicaine, qui l'a mis en contact avec des trafiquants chevronnés comme John Beauchesne et le Hells Angels Mario Brouillette, du chapitre de Trois-Rivières. Cech a aussi fait affaire avec le motard Louis « Melou » Roy. Tous deux en disgrâce auprès des Hells Angels, Desjardins et Roy ont été assassinés à quelques mois d'inter-

### Coup de file

valle en 2000. Cech est tombé de son piédestal quand les spécialistes antimotards de l'Escouade régionale mixte (ERM) de Montréal ont découvert dans un entrepôt de Québec les fameux lingots d'aluminium spécialement usinés au Venezuela qui lui ont permis de faire entrer de la cocaïne colombienne à coups

de dizaines, voire de centaines de kilos. Il était à bord d'un avion d'Air France en partance pour Paris quand il a été arrêté par quatre policiers de la République dominicaine à l'aéroport de Santo Domingo, le 8 mai 2006. Il a été ramené sous escorte à Montréal trois jours plus tard. Craignant pour sa vie, il a décidé de se mettre à table. Il s'est ravisé trois mois plus tard, espérant s'en sortir en disant avoir été « kidnappé » en République dominicaine.

**Au plus fort de sa notoriété, au milieu des années 90, Cech recevait régulièrement à son restaurant des gens haut placés de l'armée dominicaine et de la police nationale venus faire la fête « sur le bras du patron », selon l'expression populaire. En retour, Cech profitait de certaines largesses...**

nicaine où il a continué de développer son réseau d'influence au sein de la pègre canadienne-française, mais aussi des autorités locales. C'est ainsi que, de la station balnéaire de Boca Chica, près de Santo Domingo, capitale du pays, il a fondé une nouvelle famille – il a deux enfants dominicains – et connu la prospérité à partir d'un petit hôtel-restaurant appelé Sonô Tropicale.

« Pendant des années, il passait la moitié de son temps en

ple, il lui fallait stopper des enquêtes, faire venir des étrangers, entrer des marchandises ou passer les douanes avec des valises pleines d'argent. Les simples agents de police s'inclinaient à la seule vue de Cech ou d'un de ses hommes de main. Son beau-frère dominicain était l'un des rares à avoir sa confiance.

Charmeur, habile, Cech ne se gênait pas non plus pour aller à son casino de l'hôtel San Geronimo, où il festoyait et

neuf langues. Comparativement à bien d'autres Québécois rencontrés en République dominicaine, il s'exprimait couramment en espagnol.

C'est ainsi, sans jamais perdre de vue ses intérêts au Québec et en Slovaquie, où il a encore de la famille, que Cech a tissé sa toile et qu'il s'est associé à de grandes organisations criminelles. À la lumière de documents déposés devant les tribunaux, c'est l'ancien syndicaliste André « Dédé »

## EN BREF

### L'hôpital plutôt que la prison

Jean-François Morrissette a été reconnu coupable mais non criminellement responsable de l'agression d'un musicien à la station de métro Montmorency. L'homme de 35 ans a reçu ce verdict la semaine dernière au palais de justice de Laval après avoir subi un examen psychiatrique à l'Institut Philippe-Pinel. Il sera donc hospitalisé plutôt que d'avoir un procès pour tentative de meurtre et voie de fait grave. En pleine heure de pointe, en novembre dernier, Morrissette a tranché la gorge d'un musicien pour lui voler les recettes de sa journée. Il a été arrêté deux jours plus tard dans une autre station. La victime, un guitariste qui jouait dans le métro depuis plusieurs années, a survécu.

– Caroline Touzin

### AVIS DE CORRECTION DE - Best Buy

À notre précieuse clientèle: Nous sommes désolés des inconvenients qu'aurait pu causer toute erreur dans notre circulaire du: 13 Fev - 19 Fev. Produit: Ensemble de cinéma maison Panasonic avec TVHD à écran plasma. À la page 23 de la circulaire du 13 février, cet ensemble stipule des économies erronées. En fait, le montant des économies est de 100\$. UGS: 10115724/10099244 1721963

Si vous avez plus de 75 ans  
Une rente viagère avec un revenu de

**9%**  
p.a.  
distribution mensuelle

**GARANTI à vie**  
Vous offre la tranquillité d'esprit  
«Parce que vous méritez plus»

**RR**

LE GROUPE ROTHENBERG

Westmount 514-934-0586 | Pointe Claire 514-697-0035 | Rive Sud 450-321-0215

Le revenu est composé de l'intérêt et d'une partie du capital.  
www.rothenberg.ca

Résultats des tirages du  
LOTO QUÉBEC  
2009-02-16

**Quotidienne**  
3 644 | 05 15  
4 5721 | 18 22 36

**Triplez**

**Banco**  
03 05 07 11 12 17 18 25 27 30  
36 39 42 47 51 57 65 66 68 70

**Astrol**  
Jour - Mois - Année - Signe  
20 MAI 38 GÉMEAUX

**Extra** 3889045

**MISE JEUX**  
PARIEZ SUR LE HOCKEY!  
DEMANDEZ LE PROGRAMME 1 OU 6.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

L'ÉVÉNEMENT PERFORMANCE INTÉGRALE D'INFINITI



**3,5% de financement à l'achat sur tous les véhicules Infiniti 2009 à traction intégrale.**  
En plus d'offres de location tout aussi inspirantes sur chacun de nos modèles.

**QX56 2009** À partir de **71 100 \$**



**EX35 2008** À partir de **42 000 \$**

415\$ par mois sur 36 mois

financement à la location **2,9%** comptant initial de 6951 \$

remise d'achat de **5000\$** taux de financement équivalent de 6,35%



**FX35 2009** À partir de **51 800 \$**



Berline G37x | Coupé FX35/50 | EX35 | M35x/45x | QX56 | infiniti.ca

**INFINITI.**  
Performance inspirée™

1679413A

Park Avenue Infiniti 9005, boul. Taschereau Brossard (Québec) 450-445-5799

Infiniti Laval 305, boul. Saint-Martin Laval (Québec) 514-382-8550

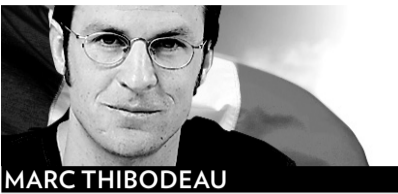
Luciani Infiniti 4000, rue Jean-Talon Ouest Montréal (Québec) 514-731-7977

Spinelli Infiniti 345, boul. Brunswick Pointe-Claire (Québec) 514-697-5222

L'offre de location s'applique sur le EX35 2008 (E6SG78 A100) à un taux de financement à la location de 2,9% pour un terme de 36 mois. Mensualités de 415\$ avec comptant initial de 6951\$. Frais de 77\$ RDPMR, première mensualité ainsi que les frais de transport et de pré livraison de 1650\$ requis à la signature du contrat. Aucun dépôt de garantie. Location basée sur une allocation annuelle de 24 000 km avec kilométrages additionnels de 0,15\$ le km (0,10\$ le km si une entente est conclue au début de la location). L'obligation totale de location est de 21 891\$. Le taux de financement à l'achat de 6,35% est basé sur une remise à l'achat de 5000\$ auquel s'ajoute un taux de financement à l'achat de 3,5%. La remise à l'achat de 5000\$ et le taux de financement à la location de 2,9% ne peuvent être combinés. PDFS sur le QX56 2009 (9CRG79 A100) / le EX35 2008 (E6SG78 A100) / le FX35 2009 (E6SG79 A100) est de 71 100\$/42 000\$. Transport et pré livraison de 1870\$/1650\$/1825\$. Exemple de financement de base sur un PDFS de 42 000\$ pour le EX35 2008 (E6SG78 A100) à 3,5% équivaut à 764,05\$ par mois pour 60 mois. Frais de financement de 3843,20\$ pour une obligation totale de 45 843,20\$. Taxes, immatriculation, assurances, frais d'enregistrement de 77\$ RDPMR sont en sus. Les roues peuvent différer de celles qui sont illustrées. L'offre est disponible uniquement auprès des Services financiers Infiniti pour un temps limité, suite à l'approbation de crédit, ne peut-être jumelé à aucune autre offre et peut faire l'objet de changement sans préavis. Les véhicules et les roues peuvent différer de ceux qui sont illustrés. Les concessionnaires peuvent fixer leur propre prix. Voyez votre concessionnaire Infiniti le plus près pour connaître tous les détails ou Infiniti.ca.

# La Guadeloupe paralysée

## D'autres départements d'outre-mer français en crise



MARC THIBODEAU

### PARIS

Des barrages routiers sont apparus hier en Guadeloupe, forçant l'État français à montrer ses muscles face à des manifestants indignés par le coût de la vie et « l'exploitation outrancière » de la population par une minorité privilégiée.

Le bras de fer qui paralyse l'archipel antillais depuis un mois se complique alors que les troubles s'étendent à d'autres départements d'outre-mer français comme la Martinique et l'île de la Réunion. Et que le président Nicolas Sarkozy s'appête à tenir à Paris une rencontre cruciale avec les centrales syndicales hexagonales pour tenter de les convaincre de ne pas retourner dans la rue.

Au cours de la fin de semaine, les dirigeants du collectif Liyannaj Kont Pwofitayson (LKP), en Guadeloupe, avaient prévenu les autorités locales qu'un « cyclone de force 9 » allait bientôt s'abattre sur la région.

Bien que les barricades aient été rapidement démantelées par les forces de l'ordre, elles traduisent une aggravation marquée du conflit, demeuré exempt jusqu'à maintenant de tout dérapage violent. Plusieurs dizaines de personnes ont été appréhendées, certaines se plaignant d'avoir été brutalisées.

Après avoir obtenu une révision des prix de l'essence et plusieurs promesses d'aide, le dirigeant du LKP, Elie Domata, réclame que l'État français bonifie de 300 \$ la rémunération mensuelle des personnes disposant de faibles salaires.

Le syndicaliste de 42 ans

accuse le gouvernement français d'avoir manqué à sa parole en désavouant une entente de principe conclue à ce sujet avec le secrétaire d'État à l'Outre-mer, Yves Jégo, qui avait été rappelé illico à Paris.

### « Tuer des Guadeloupéens »

M. Jégo, qui presse syndicats et patrons de régler entre eux sur la question salariale, a déclaré que le conflit était « à la croisée des chemins » et qu'on « risque l'affrontement » faute d'une résolution rapide.

Il a promis du même souffle que le gouvernement ferait « respecter l'État de droit si besoin est avec fermeté et aucune brutalité ».

Quatre escadrons de gendarmes ont été envoyés en renfort depuis l'Hexagone au cours des derniers jours. Au grand dam des manifestants, qui y voient un acte d'intimidation.

« Vu le nombre de gendarmes qui sont arrivés en Guadeloupe, l'État français a choisi sa voie naturelle: celle de tuer des Guadeloupéens », a déclaré samedi M. Domata.

Derrière le conflit plane la question des séquelles du colonialisme puisque le collectif estime que les populations noires et métissées demeurent marginalisées, la part de lion de l'économie restant sous le contrôle d'une riche minorité blanche.

La question est aussi très sensible en Martinique, qui est paralysée depuis plus d'une semaine par une grève. Le collectif qui fédère le mouvement d'opposition en Martinique s'est retiré il y a quelques jours de négociations avec des représentants des commerces de grande distribution, faute d'avoir obtenu une promesse de réduction de prix touchant une gamme exhaustive de produits.

Un tollé a suivi la récente diffusion d'un documentaire dans



PHOTO JULIEN TACK. AGENCE FRANCE-PRESSE

Les gendarmes ont démantelé les barrages érigés par les grévistes guadeloupéens hier. Des arrestations ont suivi.

lequel un riche homme d'affaires blanc du secteur agroalimentaire a déclaré vouloir « préserver sa race ».

### Inquiétudes à Paris

« Il sera désormais impossible à la France métropolitaine d'ignorer ce que dénoncent depuis 161 ans nos compatriotes de l'outre-mer: une discrimination quotidienne basée sur la couleur de la peau, des conséquences du passé esclavagiste que nous évitons collectivement de regarder », juge

Patrick Lozès, président du Conseil représentatif des associations noires de France.

Bien que Nicolas Sarkozy se montre peu loquace sur le sujet, le conflit outre-mer est suivi de près par le gouvernement français, qui s'inquiète de le voir s'étendre à l'Hexagone.

La semaine dernière, la première secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry, a déclaré qu'un tel scénario était tout à fait plausible. Un point de vue partagé, selon un récent sondage, par près de 70 % des Français.

## LES ANTILLES FRANÇAISES

### GAUDELLOUPE

Superficie: 1700 km<sup>2</sup>

Population: 405 500

Chômage: 22,7%

### MARTINIQUE

Superficie: 1100 km<sup>2</sup>

Population: 402 000

Chômage: 21,2%

## La tension monte d'un cran, selon des Canadiens

CATHERINE HANDFIELD

« En Guadeloupe, personne ne sait comment le conflit va se terminer. Alors aujourd'hui, la tension a monté d'un cran. »

Gisèle Arsenaux suit de très près la grève générale qui paralyse la Guadeloupe depuis près d'un mois.

La Franco-Canadienne, qui est mariée à un Québécois, vit dans l'archipel depuis maintenant 24 ans.

Elle habite à Deshaies, village de 4000 habitants situé au nord-ouest de la Guadeloupe. Sa maison est située tout près

de la résidence secondaire du chanteur Robert Charlebois, qui est en Guadeloupe jusqu'à la fin de février.

« Aujourd'hui, des manifestants ont bloqué des routes nationales près de notre village, a raconté M<sup>me</sup> Arsenaux, jointe par *La Presse* hier après-midi. C'était un peu gênant, mais il faut vivre avec. »

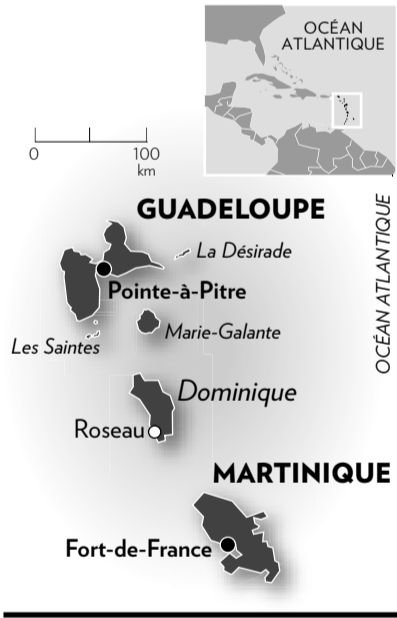
Gisèle Arsenaux comprend et approuve les revendications des grévistes, qui protestent contre le coût de la vie et les clivages sociaux et raciaux. Elle doit tout de même vivre chaque jour avec ses inconvénients.

Infirmière à domicile, elle doit parfois attendre plus de deux heures à la station-service pour faire le plein d'essence. « Dans l'île, seulement 40 stations-service sur 180 sont ouvertes », dit-elle. Dans les villes, les supermarchés et les commerces sont fermés la plupart du temps.

Michelle Doré, un Québécoise qui est revenue vendredi d'un séjour de trois semaines en Guadeloupe, qualifie le climat de « catastrophique ». Deux jours avant son départ, tous les vacanciers de sa rue se sont fait crever leur réservoir d'essence et on leur en a volé le contenu.

« Pendant la dernière semaine, les éboueurs ne venaient plus chercher les ordures », précise M<sup>me</sup> Doré, qui souligne que son vol de retour était presque vide tant les touristes boudent les plages de Guadeloupe.

Des complexes touristiques ont fermé leurs portes jusqu'à nouvel ordre en raison du manque d'approvisionnement et la difficulté à circuler. C'est le cas de l'hôtel Pierre et Vacances, situé dans la ville de Sainte-Anne. « Toute l'île est paralysée, note le directeur général, Yves Jacquet. On attend avec impatience que la grève se termine. Il faut que ça bouge. »



## Qui succédera au leader nord-coréen Kim Jong-il?

# Chicane de famille à Pyongyang

MATHIEU PERREAU

Sur fond de missiles intercontinentaux et d'une visite sans précédent d'Hillary Clinton, la Corée-du-Nord est aux prises avec une querelle dynastique.

C'est du moins ce qui ressort des multiples spéculations sur la succession de Kim Jong-il, le président nord-coréen qui aurait subi une grave opération au cerveau l'an dernier.

À la mi-janvier, des médias sud-coréens ont affirmé que le troisième fils de M. Kim, Kim Jong-un, a été formellement désigné comme son successeur dans des réunions internes du gouvernement.

À la fin janvier, d'autres sources, chinoises celles-là, ont contre-attaqué en certifiant que l'aîné, Kim Jong-nam, est toujours dans la course parce qu'il a l'appui de la Chine, où il aurait habité de 2001 à 2007.

Tous les yeux sont tournés vers les élections nord-coréennes de mars, qui consistent en un remaniement gouvernemental pour voir si l'un des deux fils se voit attribuer un poste prestigieux.

Rappelons que Kim Jong-

nam était tombé en disgrâce, en 2001, après s'être fait arrêter aux frontières japonaises avec un faux passeport dominicain. Selon les médias nippons, il voyageait avec deux femmes et son fils de 4 ans, sous un patronyme chinois, dans le but de visiter Disneyland Tokyo.

L'anniversaire de Kim Jong-il, fêté en grande pompe à Pyongyang hier, n'a pas permis de donner quelque signe que ce soit sur sa succession. La seule information nouvelle dévoilée par les médias officiels est la confirmation que le pays s'appête à tester un missile « dans le cadre du programme spatial ».

Le gouvernement sud-coréen a aussi indiqué que des préparatifs en vue du lancement d'un missile capable d'atteindre l'Alaska sont en cours. Un test du même missile en 2006 avait fait long feu.

L'absence d'un successeur désigné prend tout son sens quand on sait que Kim Jong-il a été désigné par son père dans les années 70, plus de 20 ans avant qu'il ne prenne sa place.

« Je serais surpris que Kim Jong-il n'a pas préparé sa succession », estime Erich

Weingartner, un Ontarien qui a souvent travaillé pour des ONG en Corée-du-Nord et qui gère le bulletin *Cankor*.

« Son silence signifie peut-être qu'il ne veut pas créer de tensions dans le palais. Même si la dynastie s'arrête à lui, je crois que l'un de ses enfants sera choisi comme figure publique par un éventuel conseil de gouvernement. »

### CLINTON EN ASIE

La secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, a rompu avec une tradition vieille d'un demi-siècle, en ne choisissant ni l'Europe ni le Proche-Orient pour son déplacement inaugural, mais l'Asie. « J'ai choisi l'Asie pour mon premier voyage afin de montrer que les relations de l'Amérique avec l'autre côté du Pacifique sont indispensables pour faire face aux défis et saisir les occasions du XXI<sup>e</sup> siècle », a-t-elle déclaré aux journalistes peu après son arrivée à l'aéroport de Narita, près de Tokyo. Après le Japon, M<sup>me</sup> Clinton doit se rendre en Indonésie, en Corée-du-Sud et en Chine. —AFP



PHOTO YOMIURI SHIMBUN. AGENCE FRANCE-PRESSE

Kim Jong-nam, 35 ans, est l'aîné des fils de Kim Jong-il. Cette photo prise en janvier 2007 le montre souriant à sa sortie d'un casino de Macao.

LE TOUR DU GLOBE

ÉTATS-UNIS  
Bush 36<sup>e</sup>

Abraham Lincoln, dont les Américains ont fêté le bicentenaire cette semaine, demeure le plus grand président des États-Unis, selon un classement réalisé par 65 historiens qui placent l'ancien président George W. Bush dans le peloton de queue. De tous les présidents contemporains, Bush est le plus mal classé, à la 36<sup>e</sup> place, près de 10 rangs après Richard Nixon (27<sup>e</sup>), qui a dû démissionner après le scandale du Watergate. - AFP

AFGHANISTAN  
Les renforts d'Obama

Le président Barack Obama prendra «rapidement» une décision sur l'envoi de renforts en Afghanistan, a indiqué la Maison-Blanche. Le secrétaire à la Défense, Robert Gates, avait affirmé mardi dernier que M. Obama prendrait une décision «dans les prochains jours». Le Pentagone compte déjà 37 000 soldats en Afghanistan. - AFP

PAYS-BAS  
Accusations de génocide

L'ancien chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, est désormais accusé, par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, de deux génocides au lieu d'un au cours de la guerre de Bosnie-Herzégovine. Radovan Karadzic, qui assure sa défense seul, doit être entendu vendredi par la Chambre préliminaire qui lui demandera s'il plaide coupable ou non coupable. - AFP

LE CHIFFRE DU JOUR



PHOTO MAHESH KUMAR, AP

24%

L'Inde a annoncé une forte augmentation, de 24%, de son budget de la Défense pour l'année budgétaire 2009-2010, afin d'accélérer l'acquisition de matériel militaire quelques mois après les attentats de Bombay. Selon les experts, la part du lion ira à la modernisation de son armée, quatrième du monde. - AFP

# Une pin up vient en aide aux vétérans d'Irak

NICOLAS BÉRUBÉ

LOS ANGELES — Gina Elise se souvient du moment où elle a décidé de devenir une pin up. Elle lisait l'énigme article sur les milliers de militaires blessés qui revenaient d'Irak et d'Afghanistan, quand elle a eu un flash. Pourquoi ne pas faire un calendrier de pin up pour les vétérans ?

«Ça m'a frappée, explique la jeune femme de 26 ans, qui habite Los Angeles. Les vétérans sont souvent laissés à eux-mêmes, dans des hôpitaux sous-financés. Ça me brisait le cœur. J'ai décidé de faire ma part pour les aider.»

M<sup>lle</sup> Elise, diplômée de UCLA, a lancé son projet en 2006. Des amis qui travaillent dans le cinéma à Hollywood ont accepté de l'habiller et de la maquiller de façon à recréer l'imagerie des années 50.

«Les vétérans sont souvent laissés à eux-mêmes, dans des hôpitaux sous-financés. Ça me brisait le cœur.»

«La pin up doit être à la fois séduisante et drôle, comme Betty Boop ou Greta Garbo, dit M<sup>lle</sup> Elise. Il faut bien doser le tout, avoir des bonnes idées pour les mises en scène et, surtout, garder le sourire en tout temps.»

Au départ, M<sup>lle</sup> Elise vendait ses calendriers aux vétérans grâce au bouche à oreille. C'est lorsqu'elle s'est dotée d'un site internet que les ventes se sont mises à grimper. Elle offre aux gens d'acheter un calendrier pour eux, ou d'en payer un qui sera remis à un vétéran.

Ses calendriers se sont retrouvés dans des bases militaires en Irak et en Afghanistan. Des centaines d'autres sont affichés dans les chambres d'hôpital un peu partout aux États-Unis.

Visites touchantes

Depuis deux ans, elle a réussi à amasser 20 000\$, qui ont été remis aux hôpitaux qui soignent les vétérans. M<sup>lle</sup> Elise poste elle-même chaque calendrier vendu et visite régulièrement les vétérans pour leur remettre leur exemplaire directement.

«Les visites sont très touchantes. Certains blessés sont des doubles ou des triples amputés. Mais ils sont fiers et ils ont beaucoup de courage. Je les remercie pour leur service à la patrie.»

Les réactions, dit-elle, sont très positives. Surtout chez les vétérans hospitalisés, dont plusieurs ne reçoivent jamais de visite.

«Ces gens sont prêts à sacrifier leur vie pour leur pays. En retour, ils sont mis de côté, dans des conditions parfois effroyables. Je leur demande d'où ils viennent, leur date de naissance, ce genre de choses. Ils sont contents de savoir que l'on pense à eux.»

Elle se met bien sûr en costume pour rencontrer les militaires, ce qui fait chaque fois son petit effet.

«Dans un hôpital militaire, j'ai rencontré un homme de 102 ans qui était vétéran de la Seconde Guerre mondiale. Dans un autre hôpital, à San Diego, j'ai parlé avec un vétéran d'Irak pendant plusieurs minutes.»

«Quand je suis sortie, les infirmières étaient euphoriques: l'homme était blessé au cerveau, et c'était la première fois qu'il parlait depuis un mois. C'est le genre de situations qui me font chaud au cœur et qui m'encouragent à continuer.»

Sur internet: Pinupsforvets.com



PHOTO FOURNIE PAR GINA ELISE

Gina Elise, 26 ans, a décidé de faire un calendrier de pin up pour les vétérans lorsqu'elle a constaté qu'ils vivaient souvent dans des conditions déplorable.

## Collision inédite entre deux sous-marins nucléaires britannique et français

D'APRÈS AFP

PARIS — Deux sous-marins nucléaires, un français et un britannique, sont entrés en collision alors qu'ils patrouillaient à grande profondeur, un incident inédit qui n'a pas fait de blessé ni mis en danger la sécurité nucléaire, ont annoncé hier les marines des deux pays.

Les autorités militaires ont ainsi confirmé des informations de la presse britannique, qui annonçait une collision survenue le 4 février entre les submersibles, longs de 140 (pour le français) et 150 mètres (pour le britannique), armés chacun de 16 missiles nucléaires balistiques à têtes

multiples, qui embarquent à eux deux quelque 250 marins.

Les deux sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), le *Triomphant* et le *HMS Vanguard*, naviguaient à grande profondeur dans l'Atlantique Nord lorsqu'ils sont «entrés en contact brièvement», selon le service de communication de la marine française.

À Londres, le patron de la Royal Navy, Sir Jonathon Band, a indiqué que les deux bâtiments «sont entrés en contact à très basse vitesse».

Les deux marines ont assuré que l'incident n'avait pas fait de blessé ni mis en danger l'appareillage nucléaire - réacteurs de

propulsion ou armements - de ces fleurons des forces de dissuasion nucléaires française et britannique.

Les deux pays ont également assuré que leurs capacités de dissuasion n'avaient pas été mises en cause. La Grande-Bretagne dispose de quatre SNLE, la France actuellement de trois et un bâtiment est en permanence en patrouille.

Côté français, il s'agit d'un incident jamais vu. «C'est la première fois que ça arrive, sur plus 400 patrouilles à notre actif», a déclaré à l'AFP le capitaine de vaisseau Jérôme Erulin, chef du service d'information et de relations publiques de la marine.

«Lorsqu'on construit des sous-marins nucléaires, ils sont conçus pour émettre moins de bruit que le bruit de fond de la mer. Ce sont deux sous-marins supersilencieux qui se sont rencontrés et leur capacité à s'écouter l'un l'autre s'est avérée insuffisante», a-t-il ajouté.

«C'est un incident très grave», a estimé pour sa part Stephen Saunders, expert à *Jane's*. Pour lui, «c'est la première fois que les sous-marins de deux nations amies sont impliqués dans un tel accident».

Aucune échéance n'a été fixée quant aux réparations qu'auront à subir les deux submersibles, légèrement accidentés.

VOICI LA TECHNOLOGIE ENCORE PLUS SÉCURITAIRE DE LA CARTE À PUCE AVEC NIP VISA.



Toutes les cartes Visa seront bientôt dotées d'une micropuce qui la rend pratiquement impossible à copier et qui nécessite un numéro d'identification personnel (NIP) plutôt que votre signature.

L'institution financière émettrice de votre carte Visa vous fera parvenir une nouvelle carte à puce Visa qui fonctionnera avec un NIP. Vous n'avez qu'à mémoriser



votre NIP et à l'utiliser au moment d'effectuer vos achats. Vous conservez le contrôle de votre carte à puce avec NIP Visa durant la transaction; vous n'avez qu'à insérer la carte dans le terminal de lecture et à composer votre NIP plutôt que de signer.

Ce n'est qu'une façon de plus pour Visa de rendre un système déjà sécuritaire encore plus sécuritaire.

SÛRE. SÉCURITAIRE. VISA  
www.visa.ca/puce



## ÉDITORIAUX

## - 40 degrés Celsius



apratte@lapresse.ca  
**ANDRÉ PRATTE**

La chef du Parti québécois, Pauline Marois, a demandé hier au premier ministre Charest de geler les tarifs des services gouvernementaux « tous azimuts » pour ne pas « accabler la classe moyenne et les plus démunis » en cette période de crise économique. Le chef du gouvernement a répondu qu'il n'interviendrait pas dans les décisions des organismes concernés. Les deux approches nous semblent inappropriées.

La proposition du PQ est irresponsable. Comment peut-on envisager un gel de tous les tarifs avant d'avoir mesuré l'impact d'une telle mesure sur les finances publiques et sur la viabilité des différents services touchés? Pendant combien de temps les tarifs devraient-ils rester au même niveau? M<sup>me</sup> Marois souhaite-t-elle que les primes de l'assurance médicaments soient gelées même si les coûts augmentent substantiellement année après année?



La Société d'assurance automobile devrait-elle surseoir aux importantes hausses prévues cette année et l'an prochain, hausses essentielles à la solvabilité du régime? Quel serait l'impact d'un gel des tarifs d'électricité sur les profits d'Hydro-Québec, et donc sur les revenus du gouvernement?

De toute façon, le gel des tarifs n'est jamais une bonne politique, même si les libéraux et les péquistes manquent rarement une occasion de le promettre pour plaire à une clientèle électorale ou à une autre. Le gel entretient l'illusion de la gratuité des services gouvernementaux et masque les hausses de

coûts. Il alourdit chaque année, par dose homéopathique, le fardeau financier de l'État. Il profite autant aux biens nantis qu'aux personnes démunies, générant par conséquent un gaspillage de fonds publics.

Les deux grands partis provinciaux appuient le gel des tarifs des garderies, une politique inutilement coûteuse et sans fondement logique. Depuis quatre ans, le coût d'une place en CPE a augmenté de 17%. La contribution parentale étant coulée dans le béton armé, c'est l'État qui a absorbé la totalité des dépenses supplémentaires. Les parents, qui défrayaient 16,2% du coût en 2004-2005, n'en paient plus que 14%. Pourquoi ce programme déjà généreux devrait-il le devenir de plus en plus?

M<sup>me</sup> Marois a raison de s'inquiéter de l'impact qu'aurait une succession de hausses de tarifs sur les ménages, dont plusieurs seront durement touchés par la crise économique. Le gouvernement ne peut se laver les mains d'une telle situation, comme a semblé le faire hier M. Charest. Au contraire, Québec doit suivre cette question de près. Mais chaque tarif doit être étudié séparément, selon l'importance de la hausse envisagée, son impact sur les ménages, l'effet sur les finances publiques et sur la viabilité du service. Le gouvernement devra notamment se demander si les régimes touchés par les pertes de la Caisse de dépôt doivent immédiatement ajuster leurs primes et cotisations ou bien si cet ajustement peut attendre un an ou deux.

De façon générale, s'ils veulent préserver les contribuables de ponctions supplémentaires dans leurs revenus pendant la récession, les élus devraient recourir à des outils fiscaux plutôt qu'à la tarification. Les mesures fiscales permettent de cibler avec précision les ménages qui ont besoin d'aide et comportent moins d'effets pervers que la manipulation politique des tarifs.

## La paye des patrons



akrol@lapresse.ca  
**ARIANE KROL**

Des PDG qui renoncent à leur rémunération pour donner l'exemple, d'autres qui le font après qu'on leur a tordu le bras... Au-delà de l'image ou de la morale, ces gestes spectaculaires nous parlent d'une réalité bien concrète. S'ils veulent que leur entreprise traverse la crise, les dirigeants devront savoir rassembler et mobiliser. Et ce n'est pas en se montrant insensibles aux difficultés vécues par le reste de la population qu'ils y parviendront.

Les patrons des trois grands constructeurs automobiles américains ont appris la leçon à la dure. Après s'être couverts de ridicule en prenant leur jet privé pour venir quêter à Washington, ils ont courbé l'échine et promis de travailler pour un salaire annuel d'un dollar si l'État accepte de renflouer leurs entreprises. Trop tard. S'ils avaient eux-mêmes proposé cette concession (et pris leurs voitures!) lors de leur première expédition dans la capitale américaine, ils se seraient attiré un peu de sympathie. Posé à retardement et sous pression, leur geste a plutôt eu des allures de capitulation. Ils n'en retirent aucun mérite. Aujourd'hui, l'opinion nord-américaine les juge presque aussi sévèrement que les banquiers. Ils auraient bien du mal à convaincre les élus cette semaine.

Tout un contraste avec les décisions annoncées récemment dans deux grandes entreprises québécoises, Transat AT et GLV. Les cinq plus hauts dirigeants de Transat ont encaissé une

baisse de rémunération (salaire et primes) de 29% pour l'exercice 2008. Quant au chef de la direction de GLV, Laurent Verreault, il a décidé de ne prendre qu'un dollar de salaire pour l'exercice 2010.

Évidemment, l'effet sur les résultats de fin d'année est limité. La différence, on l'aura compris, est ailleurs. C'est la différence entre un financier de Wall Street qui n'a pas encore compris le sens du mot indécence, et un patron qui vit sur la même planète que ses employés, ses clients et ses actionnaires.

Les années à venir ne seront pas faciles pour grand-monde. Plusieurs entreprises devront faire des choix pénibles: renoncer à des projets, geler les embauches, sabrer dans les dépenses, faire des mises à pied. En même temps, il sera plus important que jamais d'avoir des employés motivés, qui fournissent le maximum de qualité et d'efficacité. C'est

aussi vrai dans une banque que dans une usine ou à bord d'un avion.

Les dirigeants qui comptent sur la menace du chômage pour inspirer une telle loyauté vont être déçus. La peur incite à adopter un profil bas, pas à faire preuve de jugement ou d'initiative. Mobiliser les troupes demeure, plus que jamais, la responsabilité du patron. Ceux qui alimentent le cynisme en exigeant une rémunération démesurée vont avoir bien de la difficulté à le faire.

Le monde a changé, du moins pour un temps. Les petits épargnants ont perdu des fortunes en Bourse, les consommateurs se serrent la ceinture et plusieurs travailleurs ont dû faire des concessions pour garder leur emploi. L'arrogance triomphante est de moins en moins bien tolérée. On ne s'attend pas à ce que tous les chefs d'entreprises renoncent à leur paye, loin de là. Mais ils devront, plus que jamais, être prêts à la justifier.

## AMT: LES PASSAGERS EN ONT GROS SUR LE COEUR.



serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

## FORUM@LAPRESSE.CA

## Pas de doigt d'honneur S.V.P.

Je conduis le train de banlieue de Deux-Montagnes depuis 13 ans. Oui, cette année est la pire de toutes. Le vieillissement de la flotte jumelé à des conditions hivernales extrêmes ont fait que les deux derniers mois ont été pénibles pour les usagers, mais aussi pour les employés. N'oublions surtout pas le changement d'horaire décrété unilatéralement par l'AMT, sans nous avoir consultés. Nous savions que cet horaire ne fonctionnerait pas. Je tiens à vous assurer que les conducteurs ne font pas preuve d'insensibilité. Nous déplorons sincèrement les retards. Nous sommes des professionnels qui avons à cœur de respecter les horaires, surtout durant les grands froids. Mais nous sommes aussi victimes de la mécanique vieillissante et des horaires impossibles à respecter. Alors, s'il vous plaît, ne nous faites plus de doigts d'honneur quand nous arrivons enfin aux gares et surtout ne nous insultez plus. Nous ne décidons de rien, nous ne faisons qu'exécuter.

Daniel Lessard

## Bravo M. Rozon

J'ai rarement été professionnellement d'accord avec Gilbert Rozon. Après avoir lu les articles sur son discours, je ne peux qu'applaudir. Et très fort. Enfin, quelqu'un qui voit les choses différemment. Le béton, les lumières, les quartiers, les belles théories sur la culture qui n'intéressent que l'élite ou ceux qui aiment se percevoir comme tels, c'est bien, ça occupe. Mais Gilbert Rozon, lui, nous invite à rêver Montréal, et à réaliser notre rêve. C'est positif, c'est différent, c'est concret, et c'est la seule solution pour Montréal. Il faudra évidemment bousculer nos vieilles habitudes, « brasser » nos dirigeants pour les sortir de leur torpeur et de leur manque d'imagination. Auront-ils l'humilité de le reconnaître et le goût d'agir?

Michel Laurence

## L'école publique coule

Sauve qui peut! Les élèves « scolairement doués » quittent l'école ordinaire pour les écoles privées ou internationales. Les groupes écramés se retrouvent alors avec des problèmes accrus de démotivation, de discipline, d'absentéisme et de décrochage. Ces problèmes accrus entraînent à leur tour le départ des plus motivés parmi ceux qui restaient. C'est pourquoi l'école publique coule, et avec elle les enfants qui y demeurent. Car la sélection condamne à une éducation appauvrie ces enfants abandonnés par le système, alors qu'elle donne aux élèves sélectionnés une éducation enrichie – à ces élèves déjà choyés par des parents qui ont le plus reçu de la société en scolarité, en culture et en revenus. Il est pourtant possible de donner un enseignement adapté à chacun, sans séparer les élèves selon leurs capacités scolaires. Et d'éviter le gâchis actuel.

Jean-Pierre Pérusse  
 Laval



PHOTO THOMAS COEX, AFP

Le président du Venezuela, Hugo Chavez, célèbre sa victoire du balcon de la place Présidentielle.

## Chavez, le maître absolu

David Haziza  
 Ottawa

Hugo Chavez a remporté son pari référendaire et pourra se représenter aux élections présidentielles en 2012, ce qui lui permettra de régner en maître absolu sur son pays pendant quelques décennies supplémentaires. Tout cela, bien sûr, avec comme prétexte le « bien » du peuple vénézuélien. Spécialiste des coups médiatico-politiques, ce mégalomane réalisera son rêve en s'autoproclamant président à vie. Et son mentor Fidel Castro de se réjouir, le Venezuela filant allégrement vers une dictature à la cubaine. Le taux d'abstention élevé (environ 35-40%) pour un référendum aussi important est pour le moins surprenant et consternant. Pourquoi bon nombre de Vénézuéliens ont-ils décidé de rester à la maison alors que le sort de leur pays se jouait dimanche dernier? Quelle ironie! Ce peuple vient de décider démocratiquement... de la fin de la démocratie.

## Trop facile

Je trouve que les banquiers ont le repentir trop facile après avoir empoché des milliards. Je n'ai que faire des larmes de crocodile de Vikram Pandit (Citigroup). Je croirais en ses larmes s'il remboursait ne serait-ce que la moitié des primes qu'il a empochées les trois dernières années. C'est trop facile pour les milliardaires de se payer des faiseurs d'images et de leurrer le monde. Rien n'empêche nos gouvernements Bougon de voter des lois interdisant les primes et même de réduire leurs salaires indécents. Quant à Henri-Paul Rousseau, même si on dit que l'actif de la Caisse a doublé en cinq ans, est-ce que la valeur du portefeuille a réellement doublé? Ça reste à voir.

Jean Lespérance

PARTICIPEZ AU BLOGUE DE L'ÉDITO – [www.cyberpresse.ca/edito](http://www.cyberpresse.ca/edito)

MARIO ROY

La victoire de Chavez



JEAN-PASCAL BEAUPRÉ

Immigrants: où est la logique?

## À d'autres le fardeau!



LYSIANE GAGNON  
lgagnon@lapresse.ca

Tous les Européens sont amoureux de Barack Obama. Il est temps qu'ils lui prouvent leur amour en acceptant l'effort de guerre que ce dernier s'apprête à leur demander en Afghanistan! Cela permettrait au Canada, qui a déjà fait plus que sa part, de se retirer des zones dangereuses où ses troupes sont stationnées depuis trop longtemps.

Décision contestable, le président américain entend en effet doubler le nombre des soldats américains en Afghanistan, comme l'a fait (malheureusement trop tard) l'administration Bush en envoyant en Irak des renforts considérables qui ont fini par pacifier le pays.

**Il est loin d'être sûr que l'augmentation des contingents de l'OTAN puisse venir à bout des fléaux qui rongent l'Afghanistan.**

La décision est contestable, car il est loin d'être sûr que l'augmentation des contingents de l'OTAN puisse venir à bout des fléaux qui rongent l'Afghanistan. Ce pays n'a rien à voir avec l'Irak, qui était, malgré la dictature sanguinaire de Saddam Hussein, un pays développé, avec une classe moyenne éduquée et un régime laïc – une raison de plus qui rendait l'invasion américaine totalement injustifiée. L'Afghanistan, par contre, est une terre de misère engluée dans des traditions médiévales, en proie au commerce du pavot, aux clans tribaux et à l'obscurantisme religieux. Le gouvernement Karzaï, impotent et corrompu jusqu'à l'os, n'est qu'une créature de l'étranger.

Et les troupes de l'OTAN, malgré leurs efforts de reconstruction qui sont toujours à recommencer, ne sont même pas bienvenues; une récente enquête commanditée par l'OTAN montre que le quart des Afghans estime que les attaques contre les soldats de l'OTAN sont justifiées et que seulement 47 % des Afghans soutiennent la coalition internationale (près de deux fois moins qu'en 2005).

M. Obama, quand même réaliste, a réduit ses attentes. «Nous ne pourrions pas reconstruire l'Afghanistan sur le modèle d'une démocratie jeffersonienne», dit-il. C'est en effet le moins qu'on puisse dire. Mais faut-il vraiment intensifier l'effort militaire, alors que nombre d'experts estiment que la mission a atteint son objectif premier, qui était d'éradiquer les foyers de terrorisme islamiste? Les camps terroristes ont été détruits. La menace, aujourd'hui, s'est déplacée au Pakistan, qui est devenu, potentiellement, le pays le plus dangereux de la planète...

Même l'envoyé spécial des États-Unis, Richard Holbrooke, considère que l'Afghanistan serait plus difficile à pacifier que l'Irak, à quoi le général Petraus, responsable des troupes américaines sur les deux fronts, ajoute que «la situation sécuritaire s'est détériorée depuis deux ans». Et l'on prévoit un accroissement de la violence à l'approche des élections prévues en juin. Sacrifier des hommes dont c'est le métier, oui – quand cela en vaut la peine, quand il y a à l'horizon un objectif légitime et réaliste. Mais autrement...

Cet impossible fardeau est essentiellement porté par trois pays (les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada), alors que les Européens, cantonnés dans les zones les plus calmes, s'abstiennent de participer aux combats. Si l'OTAN doit rester en Afghanistan, c'est au tour des Français, des Allemands et des Italiens d'assurer la relève.

Selon une vaste enquête de Léger Marketing réalisée par les Forces armées entre le mois de juin 2007, alors que le premier contingent de Valcartier entrait en action, et le mois de mai dernier, les Québécois ont continué massivement (à hauteur de 78 %) à appuyer les troupes, tout en manifestant de fortes réserves sur la mission, à laquelle 61 % s'opposaient au départ, la proportion augmentant de 5 % au fil du temps. Mais malgré les 100 décès canadiens, incluant les 10 qu'a coûtés cette mission au Québec, les citoyens n'ont pas dramatisé outre mesure la situation, puisque, comme on l'a vu, et contrairement à ce que certains prévoyaient, cela n'a pas été un enjeu de la dernière élection fédérale.



PHOTO ALLAUDDIN KHAN, ARCHIVES AP

Les soldats canadiens sont au cœur de l'intervention militaire en Afghanistan.

## BARACK OBAMA EN VISITE À OTTAWA

# Quelques heures suffiront-elles?

Le premier ministre Harper doit convaincre le président américain de garder les frontières ouvertes

YVAN LOUBIER



L'auteur est économiste et conseiller principal au cabinet de relations publiques National, à Québec.

À deux jours de la visite de Barack Obama à Ottawa, on est en droit de se demander comment, en si peu de temps, le premier ministre du Canada saura, d'une part, concilier sa culture, plutôt républicaine, avec celle du président américain, et surtout rétablir les ponts d'une relation tortueuse.

D'autre part, le premier ministre saura-t-il trouver les arguments afin de convaincre de toute urgence M. Obama d'épargner le Canada des visées protectionnistes américaines?

Les deux hommes sont loin de partager les mêmes idées. Ils ont surtout mal débuté leurs relations.

On se rappellera qu'en plein cœur de la campagne à l'investiture démocrate, une fuite découlant d'une conversation privée sur une possible réouverture de l'ALENA, qu'on a attribué au bureau du premier ministre, a indisposé le candidat Obama. Personne ne sait encore jusqu'à quel point la mémoire du président est longue. Nous savons toutefois que les bonnes relations entre les nations se construisent principalement à partir de communautés d'intérêts, en partie également par une communion d'esprit des dirigeants et une certaine convivialité.

Ce n'est pas sur ce dernier aspect qu'en quelques heures, nous devons fonder nos espoirs sur un dialogue constructif dans nos relations économiques et commerciales avec les États-Unis.

Il faut donc se rabattre du côté d'un seul et unique objectif commun et immédiat : sortir au plus vite d'une des pires récessions. Et une des conditions sine qua non à la relance est de garder les frontières ouvertes. Le protectionnisme,



PHOTO JIM WATSON, AFP

Le président américain Barack Obama sera à Ottawa jeudi, son premier voyage à l'étranger depuis son arrivée au pouvoir.

l'histoire l'a démontré, ne peut faire partie des solutions à la crise économique.

Les arguments ne manquent pas afin de convaincre le président américain de

**Des gestes faits à l'encontre du Canada pourraient simultanément nuire aux intérêts des États-Unis.**

mettre tout en œuvre afin d'éviter au Canada des mesures protectionnistes, dont celles contenues dans le plan de relance (Buy American).

**Économies intégrées**

Le Canada et les États-Unis comptent parmi les économies les plus intégrées au monde. La valeur des échanges commerciaux bilatéraux entre les deux pays dépasse les 570 milliards par année.

Près de 75 % des exportations canadiennes sont dirigées vers les États-Unis et 63 % de nos importations proviennent de nos voisins du Sud. Plus du tiers des échanges commerciaux se font sur une base intra-entreprise, témoignant ainsi du fort degré d'intégration entre les deux économies. Les investissements directs des Américains au Canada dépassent les 290 milliards de dollars en 2007 et ceux des Canadiens aux États-Unis sont à plus de 225 milliards de dollars.

À cause de cette interdépendance, nos destinées sont intimement liées. Des gestes faits à l'encontre du Canada pourraient simultanément nuire aux intérêts des États-Unis.

Il reste à savoir si le premier ministre du Canada saura retenir l'attention du président avec ces arguments et si ce dernier sera bien disposé et intéressé à les entendre.

QU'EN PENSEZ-VOUS? FORUM@LAPRESSE.CA

## Si vous rencontriez Obama...

Le président des États-Unis, Barack Obama, sera à Ottawa jeudi pour sa première visite officielle à l'étranger. Au cours de cette visite éclair, M. Obama s'entretiendra avec le premier ministre Stephen Harper et le chef de l'opposition officielle, Michael Ignatieff. Si vous étiez à la place des élus canadiens, que diriez-vous au nouveau président? Quel devrait être le sujet principal de leurs entretiens? La crise économique? L'environnement? L'Afghanistan? Le cas d'Omar Khadr? Écrivez-nous en grand nombre. Vos réponses seront publiées sur Cyberpresse et dans *La Presse* (lettres signées seulement).

# Libérez Omar Khadr

Des élèves de Joliette demandent au président Obama d'autoriser son rapatriement au Canada

**Manon Lachance, 16 ans; Ève Rabeau-Daudelin, 14 ans; Félix-Antoine Neveu, 16 ans; Pierre-André Laforest, 16 ans; Kevin Asselin, 16 ans; Véronique Savoie, 15 ans; Jean-Christophe Dubois, 15 ans; Marie-Christine Cyr, 14 ans; Alexandra Moisan, 16 ans; Célia M. Blais, 14 ans; Danielle Richard, 14 ans; Anne-Sophie Vigneau, 16 ans; Lysandre Gagné, 15 ans; Simon Boulanger, 16 ans; Guillaume Brunelle, 16 ans; Manuel Gonzalez, 15 ans; Marcel Lacroix, professeur éthique et culture religieuse; École secondaire Thérèse-Martin à Joliette, Québec**

Monsieur le président,

Tout d'abord, nous aimerions vous féliciter pour votre élection en tant que président des États-Unis. Nous sommes fiers de vous et de ce que vous avez accompli à ce jour. Nous espérons que votre présidence sera remplie de grandes réalisations humanitaires, aussi bien chez vous qu'à l'étranger.

Nous sommes des jeunes de l'école secondaire Thérèse-Martin de Joliette, au Québec, et nous faisons partie du groupe d'Amnistie internationale (731) Canada francophone.

Depuis trois ans maintenant, nous nous sommes engagés à dénoncer l'arrestation et la détention du jeune Omar Khadr, par les militaires de votre pays et gardé prisonnier à la prison de Guantanamo depuis six ans et demi. Cet enfant n'avait que 15 ans au moment de son arrestation. Il a déclaré avoir été torturé et soumis à d'autres formes de mauvais traitements et interrogé à plusieurs reprises, sans pouvoir consulter un avocat.

Au lieu d'être reconnu comme un enfant et traité comme tel, comme l'exige le droit international, Omar Khadr a été qualifié de «combattant ennemi» et n'a pas été autorisé à contester la légalité de sa détention devant un tribunal.

Nous avons, à plusieurs reprises, demandé à notre gouvernement canadien de rapatrier ce jeune citoyen canadien. Comme vous le savez, monsieur le président, tous les pays, à l'exception du Canada, ont rapatrié leurs ressortissants respectifs emprisonnés à Guantanamo. Il est inadmissible que le Canada, qui a pourtant ratifié le protocole de la Convention relative aux droits de l'enfant en ce qui concerne l'implication de mineurs dans les conflits armés, n'ait pas encore agi en faveur du jeune Khadr pour le rapatrier.

Vous avez vous-même, monsieur le président, en septembre 2006, décrit l'adoption de la loi relative aux commissions militaires comme une «trahison des valeurs américaines» et en février 2008, vous avez déclaré que les procédures de ces instances étaient «entachées d'irrégularités».

Le jour même de votre assermentation, vous avez signé un décret ordonnant la fermeture de la prison de Guantanamo et l'arrêt des procès, dont celui du jeune Omar Khadr. Merci et bravo, monsieur le président, pour ce geste courageux et humain de votre part.

**Il est inadmissible que le Canada n'ait pas encore agi en faveur du jeune Khadr pour le rapatrier.**

Nous vous demandons de faire un autre geste humanitaire et de remettre le jeune Khadr aux autorités canadiennes dans les plus brefs délais. Il a assez souffert.

En terminant, monsieur le président, nous vous souhaitons la meilleure des chances dans vos nouvelles fonctions et nous vous assurons que nous aurons de bonnes pensées pour vous tout au long de votre mandat.

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à [nouvelles@lapresse.ca](mailto:nouvelles@lapresse.ca)

RÉDACTION (514) 285-7070  
[commentaires@lapresse.ca](mailto:commentaires@lapresse.ca)

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453  
[cyberpresse.ca/abonnement](mailto:cyberpresse.ca/abonnement)

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363  
[pettesannonces@lapresse.ca](mailto:pettesannonces@lapresse.ca)

DÉCÈS (514) 285-6816  
[deces@lapresse.ca](mailto:deces@lapresse.ca)

CARRIÈRES (514) 285-7320  
[carrieres@lapresse.ca](mailto:carrieres@lapresse.ca)

PUBLICITÉ (514) 285-6931

# MERCI

\* Les organisations qui ont donné 1 000 \$ et plus à la campagne 2008 de Centraide du Grand Montréal sont présentées ici.

Malgré un contexte économique difficile, la générosité a été au rendez-vous pour assurer le succès de la campagne 2008 de Centraide du Grand Montréal. Grâce aux efforts conjugués de 1 750 milieux de travail, Centraide a pu amasser la somme de 54 772 530 \$.

Plus de 500 000 personnes vulnérables de Montréal, Laval et la Rive-Sud bénéficieront en 2009 des retombées de cette campagne grâce à l'aide qu'elles trouveront dans les 360 organismes et projets communautaires soutenus par Centraide.

162855 Canada	Cadim, division de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDP Capital)	Compagnons de Montréal	Fondation familiale Mohammed Kanwal	Industrielle Alliance Assurance et services financiers	Les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée	Postes Canada	Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l.
SN Plus	CAE	Complexe Habitat 67	Fondation Frères des Écoles Chrétiennes de Québec	Industries de câbles d'acier	Les Pères Prémontrés	Power Corporation du Canada	St-Jean Photochimie
ABB	Caisse de dépôt et placement du Québec	Compuware Corporation	Fondation Gelmont	Industries Graphiques Caméo Crafts	Les Pros de la Photo (Québec)	Pratt & Whitney Canada	Suicide-Action Montréal
Abe and Ruth Feigelson Foundation	Calyon Financial	Confédération des syndicats nationaux (CSN)	Fondation Howick	ING compagnie d'assurance	Les Services Financiers CIT	PricewaterhouseCoopers	Sulax Holdings
AbitibiBowater	Camfil Farr	Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec	Fondation Les Roses de l'Espoir	Ingram Micro - Montréal	Les Sœurs de Saint-François d'Assise	Primaco	Sumitomo Canada
Académie-Ogilvy Communications	Canadian Tire	Conférence régionale des élus de Montréal	Fondation Marcelle et Jean Coutu	Innovatech	Les Sœurs Servantes du Saint-Coeur de Marie	Procter & Gamble Canada	Sun Microsystems du Canada
Accedian Networks	Candeler Management	Conseil des travailleurs et travailleuses du Montréal métropolitain (FTQ)	Fondation Morley et Rita Cohen	INRS	Les Systèmes électroniques Matrox	Produits Shell Canada	Supremex
Accenture	Capgemini Canada	Conseillers Buck, une société d'ACS	Fondation Richard et Edith Strauss Canada	Inspe-Sol	Les systèmes Verint	Pro-gam	Sylvestre Fafard Painchaud
ACEM	CARI St-Laurent	Construction DJL	Fonds de solidarité FTQ	Institut de Cardiologie de Montréal	Lockheed Martin Canada	Projet Changement - Centre communautaire pour aînés	Symcor
Acier AGF	Carrefour communautaire Montrose	Cooper Power Systems	Fonds Jean et Marion Minville	Institut de recherches cliniques de Montréal	Logistec Corporation	Promaintech Novaxa	Syndicat canadien de la fonction publique
Acier Int-Ac	Cartier et Lelarge	Corodor Administration	Ford du Canada	Institut Douglas	Provigo	Publics Canada	Syndicat Canadien des communications, de l'énergie et du papier
Acier Métropolitain	Cascades	Corporation Archépiscopale Catholique Romaine de Montréal	Formation Qualitemps AC	Institut Pacifique	Rapido Métal	Quebecor	Syndicat des débardeurs du port de Montréal
Acklands-Grainger	Cascades Groupe Tissu	Corporation Datacom Wireless	FPLInnovations PAPRICAN	Interchèques	Rachel Ship Foundation	R3D Conseil	Syndicat des employés et employés professionnels et de bureau
Action centre-ville (Montréal)	CBV Collection Services	Corporation de développement de l'Est	Fraser Milner Casgrain	Invera	Raymond Chabot Grant Thornton	Residence Berthiaume-Du Tremblay	Systematix
Adacel	CCS - Services communautaires catholiques	Corporation de Développement Nordic	Fraternité Inter-Provinciale des Ouvriers en Électricité	INVESSA	RBC Groupe Financier	Residence Les Tours Gouin	Systèmes Syntax
Addenda Capital	Cégep John Abbott	Corporation de Gestion de la Voie Maritime du Saint-Laurent	Frères de Saint Gabriel Maison Provinciale	Investissements Devencore	Reeks Investments	Restaurant L'Express	Tapis Dimension
ADM	Cégep Vanier	Corporation Proment	FTQ-Construction	ITT Water & Wastewater	Regulvar	Restaurants Subway Québec	Tapis National (1991)
Advantech Satellite Networks	Centre d'action bénévole de St-Hubert	Corus Québec	Fusepoint	ITW Canada	Reitmans (Canada)	RGa Compagnie de réassurance-vie du Canada	Tata Communications
Aéroports de Montréal	Centre d'action bénévole d'Iberville et de la région	Courier Purolator	Future Shop	Ivanhoe Cambridge	Religieuses Jésus-Marie	Ricoch Canada	Taverne Pincourt
Agence métropolitaine de transport	Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges	Courrier Purolator - Administration Division opérations Est	Galvan Métal	J. M. Smucker (Canada)	Réseau de transport de Longueuil	Rio Tinto Alcan	Technologies Miranda
Agilent Technologies Canada	Centre d'animation, de développement et de recherche en éducation	Couvreur Anjou	Ganotec	Jack Spratt Mfg	Residence Berthiaume-Du Tremblay	Robert Fire Protection	Tecnimedia Formation
AIG	Centre de bénévolat de Laval	CRIM	Gaz Métro	Janin Atlas	Restaurant L'Express	Robert Walby	Telus Corporation
Air Canada	Centre de référence du Grand Montréal	Croix Bleue/Canassurance	GE Canada	Janssen Pharmaceutica	Restaurants Subway Québec	Robinson Sheppard Shapiro, S.E.N.C.R.L.	Tembec
Air France	Centre de santé et de services sociaux Jeanne-Mance	CTV Montreal	GE Capital Solutions	Jodoin Lamarre Pratte et Associés Architectes	RGa Compagnie de réassurance-vie du Canada	Roche Diagnostics	Tenaquip
AIR LIQUIDE CANADA	Centre d'hébergement St-Georges	Dale Parizeau/Morris & Mackenzie	General Motors Acceptance Corporation du Canada, GÉNIPLUS	John Meunier	RONA	Roche Diagnostics	Tennant Foundation
AKZO NOBEL	Centre multi-ressources de Lachine	Dassault Systèmes	GENIVAR	Joseph Martz Opticien	Royal & SunAlliance du Canada	Roche Diagnostics	Textile Leigh
Alcoa	Centre universitaire de santé McGill	Davis Ward Phillips & Vineberg LLP	Gestion Donolo	JTI-Macdonald Corp.	RSM Richter	Roche Diagnostics	Thales Avionique Canada
Alimentation Couche-Tard	Centres de sommeil Dormez-Vous	Debro Produits Chimiques et Pharmaceutiques	Gestion Fremican	Kaba Icco	RTI Claro	Roche Diagnostics	The Gazette
Aliments Fontaine Santé	Centria Commerce	Décor de Maison Commonwealth	Gestion Jamico	Kenworth Montréal Division de Paccar du Canada	Rubenstein & Frères	Roche Diagnostics	The Ludmer Family Foundation
Aliments Ultima (Yoplaît)	Chambre de commerce du Montréal métropolitain	De Grandpré Chait, s.e.n.c.r.l. LLP	Gestion Palme	Kolostat	Ruby Stein & Wagner S.E.N.C.	Roche Diagnostics	The Open Text Connectivity Solutions Group
Allstream	Chambre des notaires du Québec	Delta Air Lines	Gestion Françoise Mercille	Korn Ferry International	Sagem-Interstar	Roche Diagnostics	Therotechnologies
Ameublements Fraser	Chemin de fer Canadien Pacifique	DESSAU	Gestion Fremican	Kraft Canada	Saia, Deslauriers, Kadanoff, Leconte, Brisebois, Blais	Roche Diagnostics	Thibault, Messier, Savard et Associés
Aon Reed Stenhouse/Aon Parizeau	Club de hockey Canadien, le Groupe Spectacles Gillett et Centre Bell	Diffusion Dimedia	Gestion Françoise Mercille	Kronos Canada	Samcon	Roche Diagnostics	Thomas & Betts
ArcelorMittal	CMC Électronique	Diocèse de Saint-Jean-Longueuil	Gestion Françoise Mercille	Kruger	Samson Bélair/Deloitte & Touche	Roche Diagnostics	Towers Perrin
Artificial Mind & Movement	Cogeco	Dispensaire diététique de Montréal	Gestion Françoise Mercille	L.A. Hébert	Sanmina-SCI Corporation	Roche Diagnostics	TQS
Association canadienne de normalisation	Colby, Monet, Demers, Delage & Crevier S.E.N.C.R.L.	Distribution Praxair	Gestion Françoise Mercille	L-3 Communications MAPPS	Sanofi-aventis	Roche Diagnostics	Traductions Serge Bélair
Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes	Collège André-Grasset	DMR, une société Fujitsu	Gestion Françoise Mercille	La Capitale assurances générales	SAP Canada	Roche Diagnostics	Transat A.T.
Association de l'Ouest de l'île pour les handicapés intellectuels	Collège Beauvois	Dollarama	Gestion Françoise Mercille	La Cie Matériaux de Construction BP Canada	Savico	Roche Diagnostics	Transcontinental
Association des centres de jeunesse du Québec	Collège de Boies-de-Boulogne	Domtar	Gestion Françoise Mercille	La compagnie E. I. du Pont Canada	Schneider Canada	Roche Diagnostics	TransForce
Association Internationale des Machinistes et des Travailleuses et des Travailleuses de l'Aérospatiale	Collège de Montréal	Dorval Hosiery Mills	Gestion Françoise Mercille	La Coop fédérée	Schwartz, Levitsky, Feldman S.C. Johnson et Fils	Roche Diagnostics	Travailleurs Canadiens de l'Automobile (T.C.A.), section locale 510
Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec (APCHQ)	Collège des médecins du Québec	Dow Chemical Canada	Gestion Françoise Mercille	La Fédération et La Missisquoi	Sélection du Reader's Digest (Canada)	Roche Diagnostics	Trio Capital
Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux (AQESSS)	Collège Édouard-Montpetit	DRAFTCB Canada	Gestion Françoise Mercille	La Fondation Boucher Lambert	Seneca	Roche Diagnostics	Tristan & AMERICA
Astral Media	Collège Jean-de-Brébeuf	Duochem	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Leonard Albert	Service d'interprète, d'aide et de référence aux immigrants (SIARI)	Roche Diagnostics	Trudeau Corporation 1889
AstraZeneca R&D Montréal	Collège Jean-de-Brébeuf	Duro Dyne Canada	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Services de dépôt et de compensation CDS	Roche Diagnostics	Trudel Nadeau Avocats s.e.n.c.r.l.
Au bas de l'échelle	Collège Marianne	E3 services conseils	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Kruger	Services documentaires multimédia (SDM)	Roche Diagnostics	Tyco Medical Canada
Auberge du coeur l'Escalier	Collège Notre-Dame	Eckler Associés	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille L.A. Hébert	S.F. Marketing	Roche Diagnostics	UAP
Avalon Actuaire	Collège Saint-Paul	Actuaire Conseil	Gestion Françoise Mercille	La Cie Matériaux de Construction BP Canada	Shire BioChem	Roche Diagnostics	Ultra Electronics SCT
Aveos	Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal	École de Technologie Supérieure (ÉTS)	Gestion Françoise Mercille	La compagnie E. I. du Pont Canada	Sisca solutions d'affaires	Roche Diagnostics	Ulramar
Avid Technologies	Commission scolaire de Montréal	École nationale d'administration publique (ENAP)	Gestion Françoise Mercille	La Coop fédérée	SITA	Roche Diagnostics	Union des employés et employées de service, section locale 800
Aviva, Compagnie d'Assurance du Canada	Commission scolaire des Hautes-Rivières	École Polytechnique	Gestion Françoise Mercille	La Fédération et La Missisquoi	SITQ	Roche Diagnostics	Union des municipalités du Québec
AXA Canada	Commission scolaire des Patriotes	Éditions Hurtubise HMH	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Leonard Albert	SMurfit-MBI	Roche Diagnostics	Union des producteurs agricoles
Banque CIBC et ses compagnies affiliées	Commission scolaire English-Montréal	Éditions Rogers Média	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Sobeys Québec	Roche Diagnostics	Unisource
Banque HSBC Canada	Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys	Éditions Rogers Média	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société canadienne de sel de Laval	Roche Diagnostics	Université Concordia
Banque Laurentienne du Canada	Commission scolaire New Frontiers	Edumicro	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société de transport de Montréal	Roche Diagnostics	Université de Montréal
Banque Nationale Groupe Financier	Commission scolaire Riverside	eFundraising.com	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société des alcools du Québec	Roche Diagnostics	Université du Québec à Montréal
Barreau du Québec	Communauté métropolitaine de Montréal	Egon Zehnder International	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société générale de financement	Roche Diagnostics	Université de Québec
Barrière QMB Canada	Communication Bleu Blanc Rouge	Electronic Arts	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société GRICS Technologies au service de l'éducation	Roche Diagnostics	Université de Québec
BCF s.e.n.c.r.l.	Compagnie 3M Canada	Elliot Risques Spéciaux GP	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société immobilière du Canada	Roche Diagnostics	Université de Québec
Bechtel	Compagnie de la Baie d'Hudson	Emerson Energy Systems	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société Télémedia	Roche Diagnostics	Université de Québec
Bélanger Sauvé	Compagnie d'Embouteillage Coca-Cola	Empire, Compagnie d'Assurance-Vie	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société Terminaux Montréal Gateway	Roche Diagnostics	Université de Québec
Belden	Compagnie FDL	Enertrak	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société des alcools du Québec	Roche Diagnostics	Université de Québec
Bell Canada	Compagnie H.J. Heinz du Canada	Enterprise location d'autos	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société générale de financement	Roche Diagnostics	Université de Québec
Bellus Health	Compagnie H.J. Heinz du Canada	Equifax Canada	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société GRICS Technologies au service de l'éducation	Roche Diagnostics	Université de Québec
Bereskin & Parr	Compagnie H.J. Heinz du Canada	Ericsson Canada	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société immobilière du Canada	Roche Diagnostics	Université de Québec
Best Buy	Compagnie H.J. Heinz du Canada	Ernst & Young (Canada)	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société Télémedia	Roche Diagnostics	Université de Québec
Betty Vineberg Memorial Fund	Compagnie H.J. Heinz du Canada	ESI Canada	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société des alcools du Québec	Roche Diagnostics	Université de Québec
BFL Canada risques et assurances	Compagnie H.J. Heinz du Canada	ESSOR Assurances-Placements-Conseils	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société générale de financement	Roche Diagnostics	Université de Québec
BI&I	Compagnie H.J. Heinz du Canada	Ethel & Morty Fruchter Family Foundation	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société GRICS Technologies au service de l'éducation	Roche Diagnostics	Université de Québec
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	Compagnie H.J. Heinz du Canada	EXFO	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société immobilière du Canada	Roche Diagnostics	Université de Québec
Bimcor	Compagnie H.J. Heinz du Canada	Expertech Bâtisseur de réseaux	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société Télémedia	Roche Diagnostics	Université de Québec
Blake Cassels & Graydon	Compagnie H.J. Heinz du Canada	E-Z-EM Canada	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société des alcools du Québec	Roche Diagnostics	Université de Québec
BMO Groupe financier	Compagnie H.J. Heinz du Canada	Fabricants Kayanna	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société générale de financement	Roche Diagnostics	Université de Québec
BNP PARIBAS (Canada)	Compagnie H.J. Heinz du Canada	Fasken Martineau DuMoulin	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société GRICS Technologies au service de l'éducation	Roche Diagnostics	Université de Québec
Boehringer Ingelheim (Canada)	Compagnie H.J. Heinz du Canada	Fédération CJA (Fédération des services communautaires juifs de Montréal)	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société immobilière du Canada	Roche Diagnostics	Université de Québec
Bombardier/Fondation J. Armand Bombardier	Compagnie H.J. Heinz du Canada	Fédération des cégeps	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société Télémedia	Roche Diagnostics	Université de Québec
Borealex	Compagnie H.J. Heinz du Canada	Fédération des Médecins Spécialistes du Québec	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société des alcools du Québec	Roche Diagnostics	Université de Québec
Borden Ladner Gervais	Compagnie H.J. Heinz du Canada	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société générale de financement	Roche Diagnostics	Université de Québec
Boréal Express	Compagnie H.J. Heinz du Canada	Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société GRICS Technologies au service de l'éducation	Roche Diagnostics	Université de Québec
Boulangerie Au Pain Doré	Compagnie H.J. Heinz du Canada	Fido Solutions	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société immobilière du Canada	Roche Diagnostics	Université de Québec
Boulangerie Gadoua	Compagnie H.J. Heinz du Canada	Fiera Capital	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société Télémedia	Roche Diagnostics	Université de Québec
Bouthillier Parizeau & associés	Compagnie H.J. Heinz du Canada	Financière Manuvie	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société des alcools du Québec	Roche Diagnostics	Université de Québec
BPR	Compagnie H.J. Heinz du Canada	Financière Sun Life	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société générale de financement	Roche Diagnostics	Université de Québec
BPR-Bechtel	Compagnie H.J. Heinz du Canada	Flexgroup International	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société GRICS Technologies au service de l'éducation	Roche Diagnostics	Université de Québec
Braut & Bouthillier	Compagnie H.J. Heinz du Canada	Flextronics	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société immobilière du Canada	Roche Diagnostics	Université de Québec
Brenntag Canada	Compagnie H.J. Heinz du Canada	FM Global	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société Télémedia	Roche Diagnostics	Université de Québec
Brian Elsdon Burrows, Architectes	Compagnie H.J. Heinz du Canada	Fondation Denise et Robert Gibelleau	Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société des alcools du Québec	Roche Diagnostics	Université de Québec
Bridor	Compagnie H.J. Heinz du Canada		Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société générale de financement	Roche Diagnostics	Université de Québec
Bristol-Myers Squibb Canada	Compagnie H.J. Heinz du Canada		Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société GRICS Technologies au service de l'éducation	Roche Diagnostics	Université de Québec
Bureau d'assurance du Canada (BAC)	Compagnie H.J. Heinz du Canada		Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société immobilière du Canada	Roche Diagnostics	Université de Québec
Bureau de consultation-jeunesse (BCJ)	Compagnie H.J. Heinz du Canada		Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société Télémedia	Roche Diagnostics	Université de Québec
Bureau en Gros	Compagnie H.J. Heinz du Canada		Gestion Françoise Mercille	La Fondation de la famille Penny et Gordon Echenberg	Société des alcools du Québec	Roche Diagnostics	Université de Québec

# Merci de tout cœur.

## Grâce à vos dons, on peut faire plus encore.

